



Atlas of the presidential election in the Islamic republic of Iran

Bernard Hourcade

► To cite this version:

Bernard Hourcade. Atlas of the presidential election in the Islamic republic of Iran. 2021. halshs-03474405

HAL Id: halshs-03474405

<https://shs.hal.science/halshs-03474405>

Submitted on 7 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright



IS SN : 1961-960X

Editeur

CNRS

CeRMI - UMR 8041

Centre de recherche sur le Monde Iranien



Atlas des élections présidentielles en République islamique d'Iran(1980 - 2017)

25 cartes commentées

Auteur(s)

Bernard Hourcade, directeur de recherche émérite au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Édition électronique

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/cahiers/?lang=fr>

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Géographie des élections présidentielles en Iran. Typologie régionale (régions, 1997 - 2017)", *CartOrient*. Mis en ligne le 03 Mars 2020.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/cahiers/?lang=fr>

BIBLIOTHÈQUE D'ATLAS

ATLAS THÉMATIQUES

ATLAS INTERACTIF

Atlas des élections présidentielles en République islamique d'Iran (1980 - 2017)

Bernard Hourcade

Introduction

L'Iran est une république depuis le 1 avril 1979 (12 farvardin 1358 du calendrier iranien). Depuis, les élections sont non seulement devenues un rituel institutionnel, mais également un vrai enjeu politique où s'affrontent les espoirs portés par la révolution qui a renversé le régime monarchique et qui n'ont jamais disparu malgré la violence de la vie politique.

Le mouvement révolutionnaire, qui avait débuté en 1977, avait progressivement mobilisé contre le régime impérial la plupart des forces politiques et sociales du pays. Des foules immenses se sont alors imposées dans l'espace public et la vie politique. Le rôle de l'ayatollah Khomeyni et du clergé chiite fut déterminant dans la création de ce consensus révolutionnaire qui unifiait des forces politiques très différentes - communistes, libéraux, nationalistes, technocrates et bien sûr le clergé chiite et les divers mouvements islamistes politiques, notamment ceux qui adhéraient aux idées d'islam libéral et progressiste de penseurs comme Ali Shariati. Autant d'idéaux qui, même occultés, transparaissent dans les élections iraniennes.

Un consensus autour de la « république »

L'unité du mouvement révolutionnaire fut évidente lors du départ en exil de Mohammad Réza Chah Pahlavi, le 16 janvier 1979, puis lors du renversement du régime impérial le 11 février 1979. Avec le référendum des 30 et 31 mars 1979, par 98,2% de « oui », l'État iranien est devenu une « République islamique ». Commence alors la compétition, puis les conflits pour le contrôle du pouvoir entre les diverses forces idéologiques, politiques et sociales qui avaient constitué le consensus révolutionnaire. Chacun des mots qui composent la devise du nouveau régime

politique « Liberté, Indépendance, République islamique » fait l'objet de divergences de vues, mais force est de constater qu'il y a un consensus, voulu ou contraint, autour de la « république » et donc des élections.

Malgré la répression et l'élimination de la plupart des forces d'opposition, le débat politique conserve une certaine vivacité. La démocratie est un combat sans fin, mais il est incontestable que l'Iran est juridiquement une république, que les Iraniens sont désormais attachés à cette forme de gouvernement. Ils ont adopté le processus électoral comme un moyen incontesté du débat et du pouvoir politique en dépit de fraudes souvent occultées, considérées comme une fatalité, mais suscitant parfois des contestations publiques. Le slogan « Où est mon vote ? » lors des manifestations contestant les conditions de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad en 2009 traduit bien cette réalité. Par ailleurs, la quasi-totalité des mouvements d'opposition en exil, ne veulent plus d'un retour au régime monarchique.

Les fondements du système politique iranien

D'après la Constitution (article 56), l'islam est, avec le peuple, la source de la légitimité du pouvoir. Dans la pratique, l'organisation du pouvoir politique et la gestion des affaires publiques est toutefois souvent plus pragmatique qu'idéologique. Si la présence du religieux reste forte dans l'espace public, culturel et politique, la société et la vie politique iraniennes connaissent un mouvement de sécularisation.

La place du clergé chiite dans les institutions et la vie politique, fait l'objet d'un débat permanent au sein de la population, des instances du pouvoir et même du clergé lui-même. La Constitution prévoit seulement que le Guide suprême et le ministre du renseignement soient membres du clergé. Mais, depuis la révision constitutionnelle

de 1989, le Guide suprême « de la Révolution islamique mondiale » ne doit plus être nécessairement un religieux de haut rang, un grand ayatollah (*ayatollah ol-ozma*).

Des élections à tous les échelons

Dans le cadre de la République islamique, toutes les instances du pouvoir, même le Guide suprême, sont censées être désignées à l'issue d'un processus électoral.

Le Guide suprême (*Rahbar*) est élu par l'assemblée des experts (*majles-e khobregān*) qui elle-même est élue au suffrage universel pour un mandat de huit ans. Selon le principe du *velayat-e faghi* (gouvernement du guide religieux), il doit donner les orientations générales de la politique de l'État et jouer un rôle d'arbitre en cas de conflit, mais en validant – ou non- les décisions du gouvernement, il peut également interférer directement dans la gestion quotidienne du pays. Ses fonctions, son prestige et son statut en font donc un acteur exceptionnel de la vie politique iranienne (chapitre 9 de la Constitution).

Plus haute autorité officielle du pays après le Guide suprême, le président de la République (*Ra'is-e jomhur*) est élu au suffrage universel direct (article 113 de la Constitution). Chef du pouvoir exécutif, il dirige directement le gouvernement, le poste de premier ministre ayant été supprimé par la réforme constitutionnelle approuvée par référendum le 28 juillet 1989.

Les 290 députés du Parlement (*majles shurā-e eslāmi*) sont élus au suffrage universel pour quatre ans. Le *majles* a très vite occupé une place centrale dans les institutions de la République islamique, notamment sous l'impulsion d'Ali-Akbar Hashemi-Rafсандjani qui en fut président de 1980 à 1989. Il s'est imposé, dans le cadre de la République islamique, comme une force souvent redoutée par les présidents et ministres qui sont responsables devant lui.

En cas de conflit entre le Parlement, le gouvernement, et le Conseil des Gardiens de la Constitution (*shurā-e nehgabān*), qui est chargé de veiller à ce que les lois votées par le Parlement soient conformes à la Constitution, sur le modèle du Conseil constitutionnel français dont il s'est inspiré à l'origine, la Constitution (article 112) prévoit qu'intervienne le « Conseil de sauvegarde de l'intérêt du régime » (*Majma'-e*

tashkhis-e maslehat-e nezām), dont les membres sont nommés par le Guide et chargés de régler les différends entre ces institutions.

De 1979 à 2017, trente-huit consultations électorales (présidentielles, parlementaires, municipales, etc.) ont finalement été organisées qu'il s'agisse d'élections suscitant fort peu de débats ou de participation populaire ou bien de scrutins à forts enjeux voyant s'affronter plusieurs tendances politiques rivales.

Bien que prévues dans la Constitution (art. 100 à 106), les élections aux assemblées régionales et locales (provinces, districts, villes et villages) ont été longtemps reportées *sine die* en raison de la guerre Irak-Iran (1980-1988) mais aussi par crainte de voir se développer des contre-pouvoirs. Les premières élections municipales ont été organisées en 1999 pendant la présidence de Mohammad Khatami. Elles ont suscité une adhésion surprenante avec une multitude de candidats et l'élection de nombreuses femmes. Malgré leur pouvoir limité, les maires sont devenus des personnalités politiques et des notables locaux qui comptent dans la vie publique iranienne.

Une élection sous le contrôle du Conseil des Gardiens de la Constitution

Selon la Constitution de la République islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Depuis la réforme de 2007, sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 18 ans et plus. Peuvent être candidats, des « personnes » (*rejāl*) – sans que rien ne spécifie formellement qu'il doit s'agir d'un homme -, musulmanes chiites et « versées dans la religion et la politique ». Le ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité administrative des candidatures et organise l'élection, mais le point essentiel dans la procédure électorale est le droit que s'est arrogé le Conseil des Gardiens de la Constitution, depuis la crise politique de 1981 et la destitution d'Abol-Hassan Banisadr, de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin. Renouvelable par moitié tous les trois ans, le Conseil des gardiens de la Constitution est composé de douze « jurisconsultes religieux justes et conscients des nécessités de l'époque et des problèmes d'aujourd'hui » (article 91 de la Constitution). Ces derniers sont désignés pour six ans pour moitié par le Guide suprême et par le chef du pouvoir

judiciaire nommé lui-même par le Guide suprême qui contrôle ainsi cette très influente assemblée de hauts dignitaires religieux.

Conformément à la Constitution (article 99), le président assure une fonction de supervision de toutes les élections. Dans ce cadre, le Conseil des Gardiens de la Constitution sélectionne *de facto* les candidats aux élections législatives et présidentielles (à la différence des très nombreux candidats aux élections des conseils municipaux). Alors que plusieurs dizaines de personnes expriment leur volonté de se présenter, il établit la liste des candidats effectivement autorisés à concourir à la présidence. En général, cette liste comprend quatre à huit candidats parmi lesquels des personnalités de premier plan appelées à dominer la campagne électorale et des candidats secondaires témoignant de l'existence d'une certaine diversité d'opinions. Tous doivent soutenir la Constitution sans réserve.

Malgré ce cadre institutionnel, le processus électoral n'est pas entièrement verrouillé. Depuis 1997, cette compétition électorale met en présence plusieurs candidats représentant des tendances opposées au sein de la République islamique, ce qui suscite des débats politiques souvent virulents. Et le résultat des élections présidentielles est marqué par une certaine imprévisibilité.

L'élection présidentielle : un enjeu politique majeur

La première élection présidentielle, remportée le 25 janvier 1980 par Abol-Hassan Banisadr, a suscité une très grande mobilisation populaire et politique, dans le contexte de la grande diversité des forces politiques de la révolution (124 candidats déclarés, 96 admis à se présenter et seulement 8 ont réellement participé au vote). Mais les élections suivantes n'ont pas engendré de débats ouverts. Après la destitution le 21 juin 1981 du premier président, les élections de Mohammad Ali Rejaei (assassiné le 2 août 1981), d'Ali Khamenei (1981-1989) puis d'Ali-Akbar Hashemi-Rafсандjani (1989-1997) se sont déroulées sans opposition, même interne, et avec une participation en déclin (seulement 50,7% de participation pour la réélection de d'Ali-Akbar Hashemi-Rafсандjani en 1993). Dans un contexte marqué par la guerre Irak-Iran (1980-1988), l'élimination des oppositions libérale et de gauche et le contrôle du pouvoir par les premiers successeurs de l'ayatollah Khomeyni, décédé le 3 juin 1989, l'élection présidentielle était devenue une simple formalité juridique dont le

résultat était connu d'avance, le candidat officiel réunissant souvent plus de 90% des suffrages (95,1% pour Ali Khamenei en 1981).

La situation a profondément changé en 1997 avec l'élection de Mohammad Khatami qui fut élu avec une participation massive (79,8%). Car l'opposition modérée souvent opposée au nouveau régime et qui n'avait jamais voté, a participé en nombre à cette élection. Dans l'espoir d'un changement politique profond, elle a soutenu ce dignitaire religieux, qui avait démissionné de son poste de ministre de la culture et qui était connu pour sa proximité avec les révolutionnaires qui entouraient à l'origine l'ayatollah Khomeyni. Personne ne donnait gagnant ce candidat qui prônait la participation, la citoyenneté, l'ouverture et le « dialogue des civilisations » et s'opposait clairement à Ali-Akbar Nategh Nuri, candidat « officiel », président du parlement et soutenu par l'élite du clergé et les forces conservatrices. La victoire écrasante de Mohammad Khatami fut une surprise. Dès lors, les élections présidentielles sont devenues, tous les quatre ans, l'occasion, pendant les (brèves) campagnes électorales, de débats politiques ouverts mobilisant les partisans des principaux candidats, souvent de façon festive, avec meetings, démonstrations de rue, affichages, tracts et même débats contradictoires télévisés.

Les élections présidentielles révèlent désormais plus clairement un paysage politique iranien structuré autour d'un courant conservateur, très attaché aux principes de la république islamique et au pouvoir du Guide suprême, et d'un courant également fidèle à la Constitution, mais plutôt, « réformateur », ou « pragmatiste ». À ces deux tendances de base, divisées en de multiples fractions, s'ajoutent une réalité politique plus « populiste », peu structurée, mais qui s'est exprimée sous le mandat de Mahmoud Ahmadinejad, et surtout une très importante opposition tacite, qui s'abstient et participe rarement la vie politique publique. Ces citoyens se mobilisent cependant en cas d'événements exceptionnels comme l'élection de Mohammad Khatami en 1997, la contestation des élections en 2009 ou des manifestations populaires célébrant une victoire de l'Iran dans une compétition sportive internationale. Dans ce paysage politique, Guide, président et parlement s'affirment comme trois composantes rivales et complémentaires.

Sept présidents (1980-2017)

Depuis l'instauration de la République islamique, sept présidents se sont succédé à la tête de l'Iran. Après des premières années d'instabilité, dont témoignent la destitution d'Abol-Hassan Banisadr et l'assassinat de Mohammad Ali Rejaei, les présidents suivants, d'Ali Khamenei à Hassan Ruhani, ont effectué deux mandats consécutifs, y compris Mahmoud Ahmadinejad, qui était pourtant fragilisé et fortement contesté en 2009. Les plus hautes autorités de l'État marquent là leur volonté de montrer que la République islamique est un régime stable, ce qu'elles considèrent comme un facteur déterminant pour l'image internationale de l'Iran et de son système politique.

Cartographier les élections présidentielles iraniennes

Cet atlas des élections présidentielles en Iran a été réalisé à partir des données officielles publiées par le ministère de l'intérieur. Ces dernières sont partielles, aucune donnée par candidat n'étant disponible à l'échelle des régions (*ostan*) ou des districts (*shahrestan*) avant 1997.

Compte-tenu du contexte politique, les données sont régulièrement discutées, aussi bien les chiffres de la participation que les résultats des différents candidats. D'une part, la participation dépasse 100 % dans certains *shahrestan*. D'autre part, les résultats ont été à plusieurs reprises suspectés d'être falsifiés, par exemple en 2005, au premier tour, ou en 2009, à l'occasion de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad. Cela dit, la loi électorale autorise les électeurs à voter dans n'importe quel bureau de vote, ce qui peut expliquer pourquoi le taux de participation peut égaler ou dépasser 100 % dans les régions touristiques, notamment autour de Téhéran, comme à Damavand ou Shemiranat, où des habitants de la capitale possèdent des résidences secondaires. En revanche, il existe des formes de fraude locale comme de manipulation de données à l'échelle nationale. Mais, dans la plupart des cas, ces pratiques frauduleuses ne semblent pas avoir été de nature à modifier le résultat des élections présidentielles, ces dernières faisant apparaître un rapport de force politique bien réel et souvent nouveau.

Au premier tour de l'élection de 2005, Mahmoud Ahmadinejad est par exemple arrivé à la surprise générale en seconde position, privant ainsi Mehdi Karroubi d'un succès

possible au second tour face à Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani. Cette situation traduisait deux réalités politiques : l'émergence d'un nouveau courant politique populiste et le souhait des plus hautes autorités d'éviter, au besoin par la fraude, une opposition directe entre deux membres éminents du clergé chiite. En 2013, l'élection de Hassan Ruhani au premier tour avec seulement 50,5% des voix permettait fort opportunément d'éviter un second tour contre Mohammad-Bagher Ghalibaf qui avait peu de chances de l'emporter, mais qui aurait divisé la majorité au pouvoir, comme en 2009.

L'analyse spatiale des élections présidentielles permet donc d'appréhender la complexité de la vie politique iranienne, en proposant une interprétation des résultats électoraux à différentes échelles, en les confrontant à des données sociologiques, économiques ou culturelles. L'approche cartographique permet en outre de poser des questions plus théoriques sur le poids des facteurs locaux et des facteurs ethniques dans la fabrique de l'opinion et dans la structuration du vote, de même que sur la cristallisation de courants politiques (conservateurs, réformateurs, etc.), qui ont une assise sociologique et géographique relativement stable. En combinant analyse spatiale et analyse diachronique, cet atlas des élections présidentielles dessine une géographie politique et électorale qui présente des éléments de continuité, comme la place spécifique des régions de l'Iran central, chiite, persanophone et conservateur. Il montre également l'ampleur des changements contemporains de la société iranienne, comme le dépassement de la stricte opposition entre les villes et les campagnes ou la place toujours très forte, mais ponctuelle, du localisme, du soutien à un candidat dans sa région d'origine.

La géographie électorale n'a pas, ou très peu, été développée en Iran où l'on assimile encore souvent l'évocation des différences géographiques à une valorisation de dynamiques irrédentistes. On trouve cependant depuis quelques années des cartes électorales, mais sans analyse géographique, car la priorité est donnée aux débats idéologiques ou aux rivalités entre personnes. Ce premier Atlas des élections présidentielles en République islamique d'Iran propose donc un regard sinon différent du moins plus nuancé, et plus complexe, sur la vie politique des 80 millions d'Iraniens.

Bibliographie :

- Ansari A., 2010, *Crisis of Authority: Iran's 2009 Presidential Election*, London, Chatham House, 113 p.
- Arabian Gulf Center for Iranian Studies, 2017, *To What Ethnicity and Province Do Majority of Iranian Officials Belong?*, Report, Riyadh, 27 p.
<https://rasanah-iis.org/english/monitoring-and-translation/reports/to-what-ethnicity-and-province-do-majority-of-iranian-officials-belong/>
- Baktiari B., 1996, *Parliamentary Politics in Revolutionary Iran: the Institutionalization of Factional Politics*, Gainesville, University of Florida Press, 282 p.
- Banisadr A.-H., 1989, *Le complot des ayatollahs*, Paris, La découverte, 237 p.
- Boroujerdi, M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- Buchta W., 1999, *Who rules Iran ? The structure of Power in the Islamic republic*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 239 p.
- Clawson P. et al, 1998, *Iran under Khatami. A political, economic and military assessment*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 114 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par M. Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Coville T., 2007, *Iran, la révolution invisible*, Paris, La Découverte, 264 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 1980, « Géographie de la révolution iranienne, l'Iran entre l'impérialisme et l'écèlement intérieur », *Hérodote*, n° 18, pp. 16-45.
- Hourcade B., 2006, *In the Heart of Iran: the Electorate of Mahmoud Ahmadinejad*, MERIP Reports, n° 241.
- Hourcade B., 2014, « L'Élection présidentielle de mai 1997 », *Irancarto*.
<http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=POL-100202&f=local&l=fr>
- Hourcade B., 2014, « L'Élection présidentielle de 2001 », *Irancarto*.
<http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=POL-100206&f=local&l=fr>
- Hourcade B., 2014, « L'Élection présidentielle de 2005 », *Irancarto*.
<http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=POL-100301&f=local&l=fr>
- Hourcade B., 2014, « L'Élection présidentielle de 2009 », *Irancarto*.

<http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=POL-100401&f=local&l=fr>

- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.
- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, 2018/2, n° 169, pp. 99 -116.
- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p.
http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr
- Kian A., 2011, *L'Iran un mouvement sans révolution. La vague verte face au pouvoir mercantile-militariste*, Paris, Michalon, 187 p.
- Ladier-Fouladi M., 2009, *Iran, un monde de paradoxe*, Paris, Atalante, 2009, 348 p.
- Ladier-Fouladi M., 2011, « Fraude sans précédent à la présidentielle iranienne de juin 2009 », *Outre Terre*, n° 28, p. 249-272.
<https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-2-page-249.htm>
- Parizi M., 2010, « Le miracle de l'élection présidentielle iranienne de juin 2009 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 2, p. 927-949.
<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2010-5-page-927.htm>
- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p. (voir chap. 7 « Empire, nationalités et nation en Iran » pp. 494-591).
- Sadjadpour K., 2009, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Washington, Carnegie Endowment Report, 35 p.
https://carnegieendowment.org/files/sadjadpour_iran_final2.pdf
- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran. Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.
- Tazmini, G., 2012, *Khatami's Iran. The Islamic republic and the path to reform*, London / New York, I. B. Tauris, 240 p.
- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.

Crédit photographique

© Michel Setboun

Extrait de Setboun M., 2019, *Iran : Révolution*, Paris, Les Arènes

Atlas des élections présidentielles en République islamique d'Iran (1980 - 2017)

Sommaire

1 - Les premières expériences électorales (1980 - 1993)

-  Election présidentielle en Iran - 1980. Taux de participation pour l'élection d'Abol-Hassan Banisadr (régions, 1980)..... [p.8](#)
-  Election présidentielle en Iran - juillet 1981. Taux de participation pour l'élection de Mohammad-Ali Rajaei (régions, 1981)..... [p.12](#)
-  Election présidentielle en Iran - octobre 1981. Taux de participation pour l'élection d'Ali Khamenei (régions, 1981) [p.16](#)
-  Election présidentielle en Iran - 1985. Taux de participation pour la réélection d'Ali Khamenei (régions, 1985)..... [p.20](#)
-  Election présidentielle en Iran - 1989. Taux de participation pour l'élection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1989)..... [p.24](#)
-  Election présidentielle en Iran - 1993. Taux de participation pour la réélection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1993) [p.28](#)

2 - La difficile émergence du débat politique (1997 - 2017)

-  Election présidentielle en Iran - 1997. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 1997) [p.32](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001) [p.37](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)..... [p.41](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005)..... [p.46](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)..... [p.50](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005) [p.55](#)

-  Election présidentielle en Iran - 2005. La progression du vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad entre les premier et second tours (districts, 2005)..... [p.59](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2009)..... [p.63](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mir-Hosseyn Moussavi (districts, 2009) [p.69](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)..... [p.75](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2013. Typologie régionale des votes (districts, 2013)..... [p.81](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)..... [p.86](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2017. Le vote en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)..... [p.92](#)
-  Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Ebrahim Raïssi (districts, 2017) [p.98](#)

3 - Quelques composantes de la géographie politique de l'Iran

-  L'origine géographique des candidats aux élections présidentielles en Iran (1980-2017) (régions)..... [p.103](#)
-  Taux moyen de participation aux élections présidentielles iraniennes entre 1980 et 2017 (régions, 1980-2017) [p.108](#)
-  Le vote progressiste aux élections présidentielles iraniennes entre 1997 et 2017 (régions, 1997-2017)..... [p.114](#)
-  Localisme et régionalisme : l'élection présidentielle iranienne de 2005 (régions, 2005) [p.118](#)
-  Géographie des élections présidentielles en Iran. Typologie régionale (régions, 1997 - 2017) [p.122](#)

Election présidentielle en Iran - 1980. Taux de participation pour l'élection d'Abol-Hassan Banisadr (régions, 1980)



Election présidentielle en Iran - 1980. Taux de participation pour l'élection d'Abol-Hassan Banisadr (régions, 1980)

Bernard Hourcade

La première élection présidentielle de la jeune République islamique d'Iran s'est déroulée le 25 janvier 1980, en pleine période de consensus révolutionnaire et de débats/conflits ouverts entre les forces politiques et sociales qui venaient de renverser le régime impérial et reconnaissaient l'autorité de l'ayatollah Khomeyni. Dans cette période d'effervescence politique, la participation fut raisonnablement élevée (67,4 %).

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 1980

Nombre d'électeurs inscrits	Nombre de votants	Taux de participation
20 993 643	14 152 887	67,4 %

Candidats	Nombre de voix	%
Abol-Hassan Banisadr	10 709 330	75,7
Ahmad Madani	2 224 554	15,7
Hasan Habibi	474 859	3,4
Dariush Forouhar	133 478	0,9
Sadeq Tabatabai	114 776	0,8
Kazem Samii	89 270	0,6
Sadeq Qotbzadeh	48 547	0,3
Blancs et nuls	358 073	2,5
Total	14 152 887	100

La victoire revint à Abol-Hassan Banisadr, qui fut très largement élu dès le premier tour, avec plus de 75 % des voix, ce qui traduisait l'existence à ce moment d'un consensus révolutionnaire. Longtemps en exil en France où il fréquenta les mouvements tiers-mondistes et où il organisa l'accueil de l'ayatollah Khomeyni à Neauphle-le-Château, ce sociologue, fils d'un ayatollah de Hamadan, était en effet à la fois libéral, socialiste et fervent musulman, soutenu explicitement par le leader de la révolution islamique. Cette personnalité ouverte sur les questions internationales était alors très représentative des courants politiques qui ont marqué la révolution de 1979.

Les résultats détaillés des différents candidats n'ont pas été publiés à l'échelle des régions (ostan) ou des districts (shahrestan). La carte représente le taux de participation - seule donnée disponible - à l'échelle des régions (ostan), selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Une élection dans l'enthousiasme révolutionnaire

La Constitution de la République islamique d'Iran prévoyait que le président soit élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois (chapitre 9, article 113 sq). Le corps électoral était constitué de tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de plus de 15 ans. De leur côté, les candidats, hommes ou femmes, en théorie, devaient être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ».

Après l'annonce de l'organisation de l'élection présidentielle, 124 personnes se sont portées candidates. Mais à la suite de l'examen de la conformité de leur candidature avec la loi électorale, 96 personnes ont été admises à se présenter au ministère de l'Intérieur. Cela dit, seulement huit candidats ont réellement participé à cette première

élection présidentielle. Outre Abol-Hassan Banisadr, large vainqueur, se sont présentés devant les suffrages des Iraniens : l'amiral Ahmad Madani, qui était à la fois islamiste et partisan de l'ordre ; Hassan Habibi et Sadegh Ghotbzadeh, longtemps en exil en France et proches de l'ayatollah Khomeyni à Neauphle-le-Château ; Darioush Foruhar du Parti pan-iraniste et ancien ministre du gouvernement provisoire de Mehdi Bazargan ; Sadegh Tabatabai et Kazem Samii, militants islamiques libéraux ; Mohammad Mokri, linguiste kurde longtemps réfugié en France qui fut le premier ambassadeur de l'Iran islamique à Moscou.

Une participation inégale selon les régions

Les autorités n'ont pas publié les résultats des différents candidats à l'échelle des districts ou même des régions. En revanche, il est possible d'analyser les données de la participation à l'échelle des régions. La carte du taux de participation révèle ainsi l'existence de quelques failles dans le consensus révolutionnaire et national qui a porté au pouvoir A.-H. Banisadr.

La forte participation (plus de 75%) dans les provinces centrales, persanophones, chiites mais surtout largement urbanisées et alphabétisées, confirme à quel point la révolution de 1979 a fortement mobilisé la société iranienne de ces régions, notamment à Ispahan et à Téhéran, tandis que les populations des périphéries géographiques, économiques, culturelles, religieuses et politiques du pays se tenaient plus éloignées de ce processus (Hourcade, 1980). La faible participation (moins de 50%) dans les régions à forte population sunnite (Baloutchistan et surtout Kurdistan) sera récurrente. Elle ne signifie pas un soutien à la monarchie déchue, mais plutôt la critique d'un nouveau pouvoir résolument chiite et la persistance de revendications identitaires et de justice économique et politique. Pourtant, ces revendications avaient été valorisées pendant la période révolutionnaire et même reconnues par la Constitution dont l'article 15 accorde un statut aux langues régionales

Cette distribution territoriale inégale des comportements électoraux montre une géographie de l'Iran opposant centre et périphérie qui est largement héritée du régime impérial et qui recoupe, à grands traits, celle de l'alphabétisation, telle qu'elle a été révélée par le recensement de 1986 (Hourcade *et al.*, 1998). Elle semble ainsi s'opposer à la valorisation du consensus national, de l'universalité et de l'unité

politique qui dominait le discours de la nouvelle république.

Cette carte donne donc à voir certaines des contradictions politiques profondes qui traversaient l'Iran révolutionnaire en 1980, et que la guerre Irak-Iran (qui éclate le 20 septembre 1980) allait aggraver. La crise politique interne profonde allait finalement aboutir à la destitution du premier président la République d'Iran, Abol-Hassan Banisadr, le 21 juin 1981, et à la fin du consensus révolutionnaire.

Source(s)

Les résultats détaillés des différents candidats à l'échelle des régions (*ostan*) et des districts (*shahrestan*) n'ont pas été publiés à l'issue de l'élection présidentielle de 1980, pas plus qu'à l'issue de celles qui se sont tenues jusqu'en 1993. En revanche, le taux de participation par province (*ostan*) est disponible. Ces données ne sont pas archivées sur le portail du Ministère de l'Intérieur mais elles sont accessibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

En 1980, le nombre de régions (*ostan*) était de 24. Pour faciliter la lecture de la carte, les données ont été adaptées au découpage actuel, qui comprend 31 provinces.

Bibliographie

- Arabian Gulf Center for Iranian Studies, 2017, *To What Ethnicity and Province Do Majority of Iranian Officials Belong?*, Report, Rasanah, Riyadh, 27 p. <https://rasanah-iiis.org/english/monitoring-and-translation/reports/to-what-ethnicity-and-province-do-majority-of-iranian-officials-belong/>

- Banisadr A.-H., 1989, *Le complot des ayatollahs*, Paris, La Découverte, 237 p.

- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.

- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.

- Hourcade B., 1980, « Géographie de la révolution iranienne, l'Iran entre l'impérialisme et l'éclatement intérieur », *Hérodote*, n° 18, pp. 16-45.

- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p. http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - juillet 1981. Taux de participation pour l'élection de Mohammad-Ali Rajaei (régions, 1981)

Election présidentielle en Iran - octobre 1981. Taux de participation pour l'élection d'Ali Khamenei (régions, 1981)

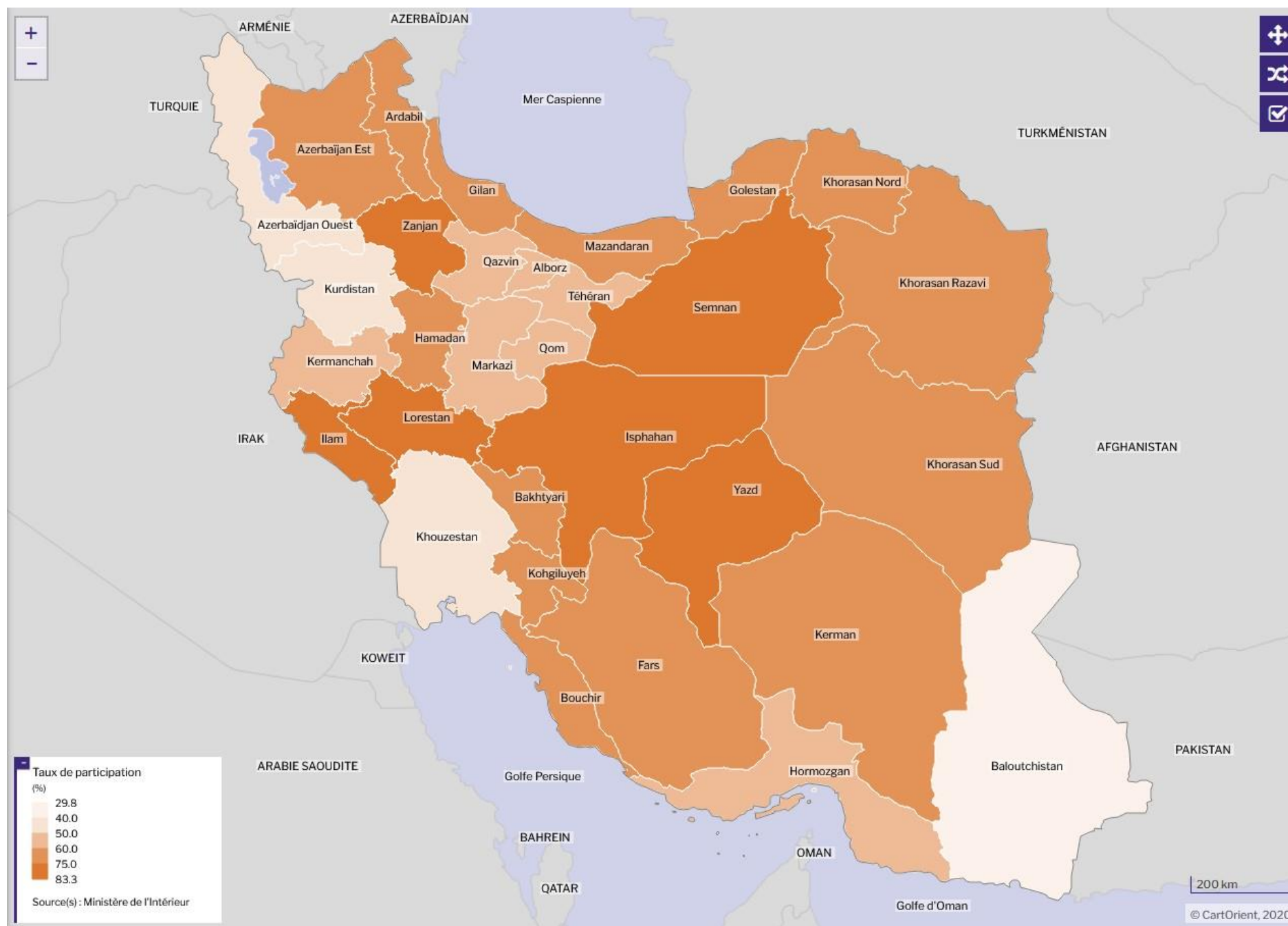
Election présidentielle en Iran - 1985. Taux de participation pour la réélection d'Ali Khamenei (régions, 1985)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 1980. Taux de participation pour l'élection d'Abol-Hassan Banisadr (régions, 1980)", *CartOrient*. Mis en ligne le 29 Octobre 2019.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/xxx/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - juillet 1981. Taux de participation pour l'élection de Mohammad-Ali Rajaei (régions, 1981)



Election présidentielle en Iran - juillet 1981. Taux de participation pour l'élection de Mohammad-Ali Rajaei (régions, 1981)

Bernard Hourcade

La seconde élection présidentielle iranienne s'est déroulée le 24 juillet 1981 dans un contexte de quasi-guerre civile, après la destitution le 21 juin du président Abol-Hassan Banisadr par le parlement à la demande de l'ayatollah Khomeyni, suivie par des combats de rue contre les forces de gauche, notamment l'Organisation des moudjahidines du peuple d'Iran qui appelait à la révolte armée, puis l'attentat du 28 juin qui décima le Parti de la République islamique dont le très influent Mohammad-Hosseini Beheshti.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de juillet 1981

Nombre d'électeurs inscrits	Nombre de votants	Taux de participation
22 687 017	14 573 803	64,2 %

Candidats	Nombre de voix	%
Mohammad-Ali Rajaei	12 779 050	87,7
Abbas Sheybani	658 498	4,5
Ali-Akbar Parvaresh	339 646	2,3
Habibollah Asgarowladi	249 457	1,7
Blancs et nuls	547 152	3,8
Total	14 573 803	100

L'élection a été largement remportée par Mohammad-Ali Rajaei, le premier ministre sortant, avec près de 90 % des voix, tandis que la participation (64,2 %) était en recul

par rapport à l'élection précédente. Alors que la guerre Irak-Iran se poursuivait dans des conditions très dures, le pouvoir politique était désormais concentré dans les mains des « *maktabi* », les militants « dévoués à la religion », fidèles sans réserve à la ligne politique de l'ayatollah Khomeyni.

Les résultats détaillés des différents candidats n'ont pas été publiés à l'échelle des régions (*ostan*) ou des districts (*shahrestan*). La carte représente le taux de participation - seule donnée disponible - à l'échelle des régions (*ostan*), selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Une élection contrôlée par les forces cléricales

Face à l'instabilité qui régnait, les forces cléricales au pouvoir ont demandé au Conseil des gardiens de la constitution (*shurā-ye nehgābān*), chargé de « superviser » l'élection organisée par le ministère de l'Intérieur, de sélectionner les candidats autorisés à se présenter au suffrage, afin de couper court à tout débat et contestation. L'élection présidentielle devint dès lors une formalité juridique destinée à officialiser la désignation du candidat officiel. Il n'en demeure pas moins que la Constitution de la République islamique d'Iran prévoyait que le président soit élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois (chapitre 9, article 113 sq). Elle prévoyait également que le corps électoral soit constitué de tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de plus de 15 ans. De leur côté, les candidats, hommes ou femmes, en théorie, devaient être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ».

Malgré les contraintes et les tensions politiques du moment, 71 personnes se sont portées candidates, montrant que la dynamique révolutionnaire et démocratique ne

s'était pas éteinte. Mais seulement quatre personnes furent finalement autorisées à se présenter, dont Mohammad-Ali Rajaei, qui apparaissait comme le candidat « officiel », soutenu par le Parti de la République islamique. Né en 1933 à Qazvin, Mohammad-Ali Rajaei, ancien professeur de mathématiques en lycée, était un militant islamiste de longue date, emprisonné sous le régime impérial. Il incarnait alors parfaitement la tendance « *maktabi* », modeste, nationaliste, anti-occidentale, en accord avec la culture islamique populaire traditionnelle et fidèle à l'ayatollah Khomeyni.

Dès le premier tour, M.-A. Rajaei fut élu avec 87,7 % des suffrages, tandis que les autres candidats, Abbas Sheybani, membre respecté et modéré du Front pour la libération de l'Iran, Ali-Akbar Parvaresh, membre du très conservateur Parti de la coalition islamique, et Habibollah Asgarowladi, défenseur des valeurs conservatrices et des intérêts du « bazar », étaient réduits au rôle de figurants.

L'émergence d'une géographie politique éclatée

À l'échelle nationale, le taux de participation officiel fut élevé (64,2%), quoiqu'en légère baisse par rapport à l'élection précédente. Il fut toutefois inégal, oscillant selon les régions, entre 30 % et près de 85 %, ce qui témoignait de la grande diversité des comportements politiques et révélait le manque de crédibilité du vote dans certaines régions, en raison des fraudes directes et/ou du fort encadrement politique des électeurs.

La distribution géographique du taux de participation a significativement évolué par rapport à l'élection « consensuelle » de 1980. En particulier, la participation a reculé de 20 % entre janvier 1980 et juillet 1981 dans la province de Téhéran, qui incluait alors les actuelles régions de Qom et de Qazvin, dont était originaire M.-A. Rajaei, ce qui constitue le fait le plus original dans cette élection tenue en pleine crise politique. Cette faible participation (56,5 %) traduisait l'existence d'une approche critique de la capitale sinon des grandes métropoles urbaines, vis-à-vis du nouveau régime islamique, après avoir été un des acteurs majeurs de sa création.

Inversement, d'autres comportements électoraux, déjà observés au cours de la première élection en 1980, se sont renouvelés à l'occasion de l'élection de M.-A. Rajaei. D'une part, la plupart des provinces périphériques à forte population sunnite

et/ou kurde, baloutche ou arabe se sont fortement abstenues – l'abstention a atteint 70 % au Baloutchistan –, phénomène qui se reproduira dans les élections ultérieures. D'autre part, les régions centrales ont enregistré une forte participation, ce qui est une constante de la géographie politique iranienne, liée au conservatisme religieux réel ou supposé des populations chiites et persanophones des provinces de Kerman, du Fars ou de Yazd et/ou à leur adhésion historique au régime islamique comme dans les régions d'Ispahan, de Semnan ou d'Hamedan.

Le Lorestan et l'Illam ont aussi officiellement très massivement voté, mais ces données questionnent avant tout la sincérité du scrutin. Dans ces régions marquées par une grande diversité ethnique et religieuse liée la coexistence de populations kurdes, persanes, bakhtyaris ou arabes, la suspicion de fraude est d'ailleurs devenue une constante au cours des années 1980.

Le mandat de Mohammad-Ali Rajaei se termina de façon tragique, après seulement un mois à son poste, par son assassinat le 30 août 1981, dans un attentat revendiqué par l'Organisation des moudjahidines du peuple d'Iran, dont fut également victime son Premier ministre Mohammad-Javad Bahonar.

Source(s)

Les résultats détaillés des différents candidats à l'échelle des régions (*ostan*) et des districts (*shahrestan*) n'ont pas été publiés à l'issue de l'élection présidentielle de 1981, pas plus qu'à l'issue de celles qui se sont tenues jusqu'en 1993. En revanche, le taux de participation par province est disponible. Ces données ne sont pas archivées sur le portail du Ministère de l'Intérieur mais elles sont accessibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

En 1981, le nombre de régions (*ostan*) était de 24. Pour faciliter la lecture de la carte, les données ont été adaptées au découpage actuel, qui comprend 31 provinces.

Bibliographie

- Banisadr A.-H., 1989, *Le complot des ayatollahs*, Paris, La découverte, 237 p.
- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 1980, « Géographie de la révolution iranienne, l'Iran entre l'impérialisme et l'éclatement intérieur », *Hérodote*, n° 18, pp. 16-45.
- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p.
http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr
- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran: Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 1980. Taux de participation pour l'élection d'Abol-Hassan Banisadr (régions, 1980)

Election présidentielle en Iran - octobre 1981. Taux de participation pour l'élection d'Ali Khamenei (régions, 1981)

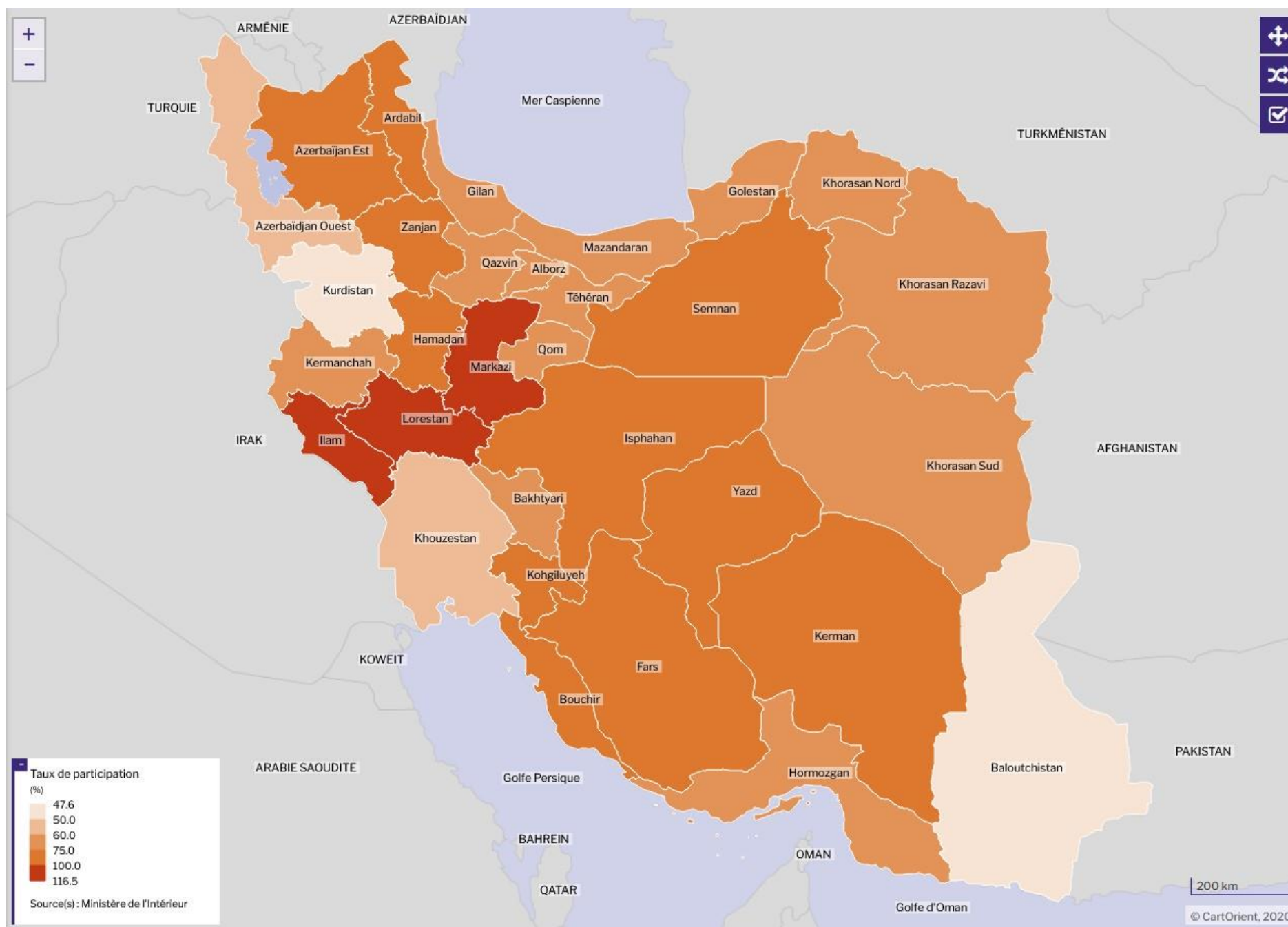
Election présidentielle en Iran - 1985. Taux de participation pour la réélection d'Ali Khamenei (régions, 1985)

Taux moyen de participation aux élections présidentielles iraniennes entre 1980 et 2017 (régions, 1980-2017)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - juillet 1981. Taux de participation pour l'élection de Mohammad-Ali Rajaei (régions, 1981)", *CartOrient*. Mis en ligne le 17 Janvier 2020. URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/160/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - octobre 1981. Taux de participation pour l'élection d'Ali Khamenei (régions, 1981)



Election présidentielle en Iran - octobre 1981. Taux de participation pour l'élection d'Ali Khamenei (régions, 1981)

Bernard Hourcade

La troisième élection présidentielle iranienne s'est déroulée le 2 octobre 1981, après l'assassinat, le 30 août, de Mohammad-Ali Rajaei qui avait été élu président un mois plus tôt. Cette violence politique remettait en cause la capacité du clergé chiite et des forces politiques « *maktabi* » (militants dévoués à la religion et fidèles à la ligne de l'ayatollah Khomeyni) qui contrôlaient désormais le pouvoir, à diriger le pays. Quant aux forces politiques très diverses (libéraux du Front national de Mossadegh, multiples groupes marxistes, réseaux des religieux chiites, nationalistes tiers-mondistes ou défenseurs des droits de l'homme ...) dont le consensus avait permis de renverser le régime impérial deux ans auparavant, elles restaient fortes et actives.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne d'octobre 1981

Nombre d'électeurs inscrits	Nombre de votants	Taux de participation
22 687 017	16 847 717	74,3 %

Candidats	Nombre de voix	%
Ali Khamene'i	16 008 579	95,0
Ali-Akbar Parvaresh	341 874	2,0
Reza Zavarehi	59 058	0,4
Hassan Ghafouri-Fard	80 545	0,5
Total	16 847 717	100

Dans ce contexte instable, il fut décidé de concentrer le pouvoir autour du groupe le plus restreint des proches l'ayatollah Khomeyni, en privilégiant les membres du clergé alors que le fondateur de la République islamique avait initialement souhaité que le clergé laisse à des laïcs les fonctions politiques exécutives comme la Présidence de la République. Le Conseil des gardiens de la Constitution (*shurā-ye nehgābān*) veilla donc à éliminer toute contestation en n'autorisant que quatre personnes à se présenter à l'élection, sur les 46 qui s'étaient, malgré tout, portées candidates. Le candidat désigné pour succéder à Mohammad-Ali Rajaei, l'*hojat ol-eslam* Ali Khamenei, l'emporta avec 95 % des suffrages.

Les résultats détaillés des différents candidats n'ont pas été publiés à l'échelle des régions (*ostan*) ou des districts (*shahrestan*). La carte représente le taux de participation - seule donnée disponible - à l'échelle des régions (*ostan*), selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Ali Khamenei, élu sans rival

Selon la Constitution de la République islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois (chapitre 9, article 113 sq). Jusqu'à la réforme de 2007, étaient électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de plus de 15 ans. Les candidats, hommes ou femmes, en théorie, doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». La sélection préalable des candidats par le Conseil des gardiens de la Constitution fit cependant de l'élection présidentielle une formalité juridique destinée à officialiser la désignation du candidat officiel.

Pour cette élection, ce rôle fut dévolu à Ali Khamenei, un jeune religieux alors âgé de

42 ans, emprisonné sous le régime impérial, très actif à Mashhad et à Téhéran pendant la révolution et membre du Conseil de la Révolution qui dirigea le pays après la chute du chah. Malgré son grade subalterne dans la hiérarchie religieuse, il avait été nommé en 1979 imam de la prière du vendredi de Téhéran par l'ayatollah Khomeyni, et secrétaire général du Parti de la République islamique.

Ali Khamenei fut élu par 95,05% des votants, un résultat sans surprise puisque les autres candidats n'étaient que les figurants volontaires d'un jeu électoral purement formel : Ali-Akbar Parvaresh, membre du très conservateur Parti de la coalition islamique déjà candidat à l'élection précédente, Reza Zavarei un juriste qui fut vice-ministre de l'intérieur en 1979, et Hassan Ghafouri-Fard, ancien gouverneur du Khorasan.

Une forte participation en question

Malgré les conditions d'organisation de l'élection, le taux de participation fut officiellement plus élevé (74,3%) le 2 octobre 1981 que lors des deux premières élections présidentielles. Il se peut que la crainte du chaos intérieur ait incité les électeurs à se rendre aux urnes, à un moment où la sécurité nationale était menacée par l'invasion militaire irakienne. Mais le taux de participation a atteint des niveaux improbables dans plusieurs régions, dépassant 85%, et même 100% au Lorestan et en Ilam, confirmant une fraude électorale dont la réalité ne fut pas occultée par le Ministère de l'Intérieur.

Il est certes possible en Iran de voter dans n'importe quel bureau de vote, si bien que, dans des vallées de montagne faiblement peuplées, l'afflux de touristes le vendredi de l'élection peut justifier une participation dépassant localement 100%, mais cette explication n'a pas de sens à l'échelle d'une vaste province. L'incohérence et l'hétérogénéité des données de la participation permettent cependant de saisir la complexité géographique de la vie politique iranienne. Alors que dans certaines provinces, les données ne cherchent pas à cacher des oppositions connues de tous, dans d'autres régions, les militants et les institutions soutenant le gouvernement ont pu transgresser ouvertement les lois sans risque de sanction.

Des régions aux comportements électoraux plus divers

Il n'en demeure pas moins que la carte du taux de participation par région diffère de celle des deux élections précédentes. La tendance à l'éclatement des pratiques électorales selon les régions s'est renforcée, au-delà de la simple opposition centre-périphérie héritée de la géographie sociale et politique traditionnelle du pays qui avait été encore très visible lors des deux premières élections et qui conservait une certaine réalité – l'abstention a été plus élevée dans les régions périphériques où la population présente des caractéristiques religieuses (sunnisme) ou ethniques (populations kurdes, baloutches, arabes, etc.), qui sont souvent corrélées à une approche critique du régime islamique et qui diffèrent de celles des provinces centrales, chiites et persanophones, où la population s'implique davantage dans la vie politique nationale.

La complexité accrue de la carte électorale tient au fait que certaines régions périphériques ont officiellement enregistré une forte participation, tandis que des régions du cœur de l'Iran s'abstenaient davantage que la moyenne nationale. Ce fut notamment le cas de la région de Téhéran et des provinces caspiennes, largement urbanisées et traditionnellement ouvertes aux idées libérales, ce qui correspondait à l'affirmation d'un comportement politique qui se révéla durable.

Dans le contexte de la guerre Irak-Iran, l'élection d'un membre du clergé à la présidence de la République islamique marque clairement la fin de la période révolutionnaire. Le pouvoir politique est désormais résolument concentré autour de l'ayatollah Khomeyni avec le concours efficace de jeunes dignitaires religieux dévoués, comme le nouveau président, Ali Khamenei, et le président du Parlement, Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani.

Source(s)

Les résultats détaillés des différents candidats à l'échelle des régions (*ostan*) et des districts (*shahrestan*) n'ont pas été publiés à l'issue de l'élection présidentielle d'octobre 1981, pas plus qu'à l'issue de celles qui se sont tenues jusqu'en 1993. En revanche, le taux de participation par province est disponible. Ces données ne sont pas archivées sur le portail du Ministère de l'Intérieur mais elles sont accessibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

En 1981, le nombre de régions (*ostan*) était de 24. Pour faciliter la lecture de la carte, les données ont été adaptées au découpage actuel, qui comprend 31 provinces.

Bibliographie

- Banisadr A.-H., 1989, *Le complot des ayatollahs*, Paris, La découverte, 237 p.
- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 1980, « Géographie de la révolution iranienne, l'Iran entre l'impérialisme et l'écclatement intérieur », *Hérodote*, n° 18, pp. 16-45.
- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p. http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr
- Sadjadpour K., 2009, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Washington, Carnegie Endowment Report, 35 p. https://carnegieendowment.org/files/sadjadpour_iran_final2.pdf
- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran: Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 1985. Taux de participation pour la réélection d'Ali Khamenei (régions, 1985)

Election présidentielle en Iran - juillet 1981. Taux de participation pour l'élection de Mohammad-Ali Rajaei (régions, 1981)

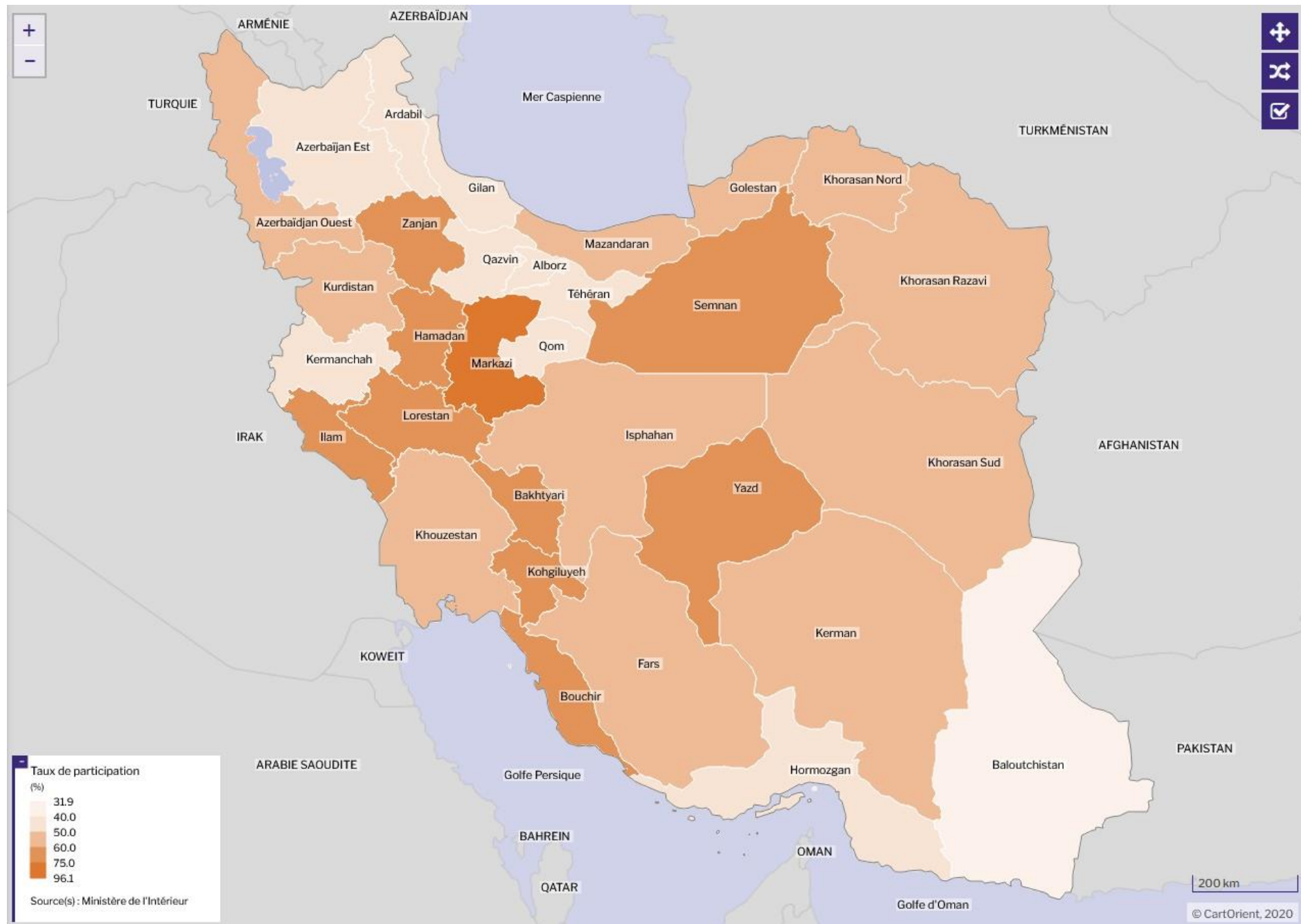
Election présidentielle en Iran - 1980. Taux de participation pour l'élection d'Abol-Hassan Banisadr (régions, 1980)

Election présidentielle en Iran - 1989. Taux de participation pour l'élection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1989)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - octobre 1981. Taux de participation pour l'élection d'Ali Khamenei (régions, 1981)", *CartOrient*. Mis en ligne le 07 Janvier 2020. URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/161/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 1985. Taux de participation pour la réélection d'Ali Khamenei (régions, 1985)



Election présidentielle en Iran - 1985. Taux de participation pour la réélection d'Ali Khamenei (régions, 1985)

Bernard Hourcade

La quatrième élection présidentielle organisée en République islamique d'Iran, qui s'est tenue le 16 août 1985, est la première où le président en exercice fut candidat à sa propre succession. La vie politique iranienne était alors plus que jamais dominée par la guerre Irak-Iran, à laquelle ne se dessinait aucune issue, par la répression toujours très stricte des oppositions libérales et progressistes, ainsi que par des divisions et rivalités au sein du clergé chiite. Pour le pouvoir, la réélection du président sortant, Ali Khamenei, était une nécessité, afin de démontrer que, malgré les crises, la jeune République islamique était stable et respectait la Constitution, à la lettre.

Résultats l'élection présidentielle iranienne de 1985

Nombre d'électeurs inscrits	Nombre de votants	Taux de participation
25 993 802	14 238 587	54,8%

Candidats	Nombre de voix	%
Ali Khamene'i	12 205 012	87,5
Mahmoud Kashani	1 402 953	9,9
Habibollah Asgarowladi	278 113	2,0
Blancs et nuls	352 509	2,5
Total	14 238 587	100

Les résultats détaillés des différents candidats n'ont pas été publiés à l'échelle des régions (*ostan*) ou des districts (*shahrestan*). La carte représente le taux de participation - seule donnée disponible - à l'échelle des régions (*ostan*), selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Une réélection sans concurrence

La Constitution de la République islamique prévoyait que le président iranien soit élu au suffrage universel direct – étaient électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de plus de 15 ans – pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois (chapitre 9, article 113 sq). Toutefois, les candidats, hommes ou femmes, en théorie, devaient non seulement être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique », mais également, depuis 1981, être présélectionnés sur des critères politiques par le Conseil des gardiens de la Constitution (*shurā-ye nehgābān*). De ce fait, sur les 50 personnes ayant fait acte de candidature, seules les personnalités les plus fidèles au magistère du *velayat-e faghih*, au magistère du Guide suprême, furent autorisées à se présenter devant les suffrages des Iraniens.

Le président sortant, Ali Khamenei, fut donc seulement opposé à deux candidats : Mahmoud Kashani, juriste et professeur très respecté, et Habibollah Asgarowladi, déjà candidat en 1981, actif défenseur des valeurs et intérêts du « bazar » traditionnel. Candidat officiel, il l'emporta très largement, dès le premier tour, avec 85 % des voix.

Une abstention massive

Pour la première fois depuis l'instauration de la République islamique, l'abstention fut massive, avec une participation de seulement 54,8 %. Elle témoignait de l'absence

d'enjeu politique réel. Dès lors que cette élection se tenait sous le contrôle idéologique strict du pouvoir central, ses résultats ne pouvaient rendre compte de la réalité des rapports de force politiques dans le pays.

Comme en 1981, la géographie de la participation fut néanmoins très éclatée. L'abstention fut classiquement majoritaire dans les régions à forte population sunnite ou non-persanophone, où persistait une approche critique du nouveau pouvoir résolument chiite. Officiellement, on compta seulement 31,9 % de votants au Baloutchistan, 49 % de votants en Azerbaïdjan. Mais l'abstention toucha également fortement des provinces à forte population urbaine et/ou massivement alphabétisées notamment le Gilân (43,6% de votants) et surtout la vaste province de Téhéran (48,2% de votants) qui comprenait alors les villes de Téhéran, Qazvin et Qom, qui avaient pourtant activement participé à la révolution de 1979.

Le taux de participation fut de nouveau exceptionnellement élevé dans quelques régions (Markazi, mais également Ilam et Lorestan), sans que cela puisse s'expliquer autrement que par un encadrement politique fort. Mais, contrairement à l'élection d'octobre 1981, le ministère de l'Intérieur a évité de publier des taux de participation supérieurs à 100%.

Source(s)

Les résultats détaillés des différents candidats à l'échelle des régions (*ostan*) et des districts (*shahrestan*) n'ont pas été publiés à l'issue de l'élection présidentielle de 1985, pas plus qu'à l'issue de celles qui se sont tenues avant ou jusqu'en 1993. En revanche, le taux de participation par province est disponible. Ces données ne sont pas archivées sur le portail du Ministère de l'Intérieur mais elles sont accessibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

En 1985, il existait 24 régions (*ostan*). Pour faciliter la lecture de la carte, les données ont été adaptées au découpage actuel, qui comprend 31 provinces.

Bibliographie

- Banisadr A.-H., 1989, *Le complot des ayatollahs*, Paris, La découverte, 237 p.
- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 1980, « Géographie de la révolution iranienne, l'Iran entre l'impérialisme et l'éclatement intérieur », *Hérodote*, n° 18, pp. 16-45.
- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p.
http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr
- Sadjadpour K., 2009, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Washington, Carnegie Endowment Report, 35 p.
https://carnegieendowment.org/files/sadjadpour_iran_final2.pdf
- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran: Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 1989. Taux de participation pour l'élection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1989)
 Election présidentielle en Iran - octobre 1981. Taux de participation pour l'élection d'Ali Khamenei (régions, 1981)
 Election présidentielle en Iran - juillet 1981. Taux de participation pour l'élection de Mohammad-Ali Rajaei (régions, 1981)
 Election présidentielle en Iran - 1980. Taux de participation pour l'élection d'Abol-Hassan Banisadr (régions, 1980)
 L'origine géographique des candidats aux élections présidentielles en Iran (1980-2017) (régions)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 1985. Taux de participation pour la réélection d'Ali Khamenei (régions, 1985)", *CartOrient*. Mis en ligne le 30 Octobre 2019. URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/162/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 1989. Taux de participation pour l'élection d'Ali-Akbar Hashemi- Rafsandjani (régions, 1989)



Election présidentielle en Iran - 1989. Taux de participation pour l'élection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1989)

Bernard Hourcade

Le 28 juillet 1989 s'est tenue la cinquième élection présidentielle organisée depuis l'instauration de la République islamique. Elle est intervenue à un tournant capital de l'histoire politique récente de l'Iran, après la fin de la guerre Irak-Iran, en juillet 1988, et la mort de l'ayatollah Khomeyni, le 3 juin 1989, à un moment où l'URSS voisine connaissait des soubresauts qui annonçaient son effondrement prochain. Organisée le même jour qu'un référendum sur une révision de la Constitution qui prévoyait notamment la redéfinition des critères d'éligibilité à la fonction de Guide suprême, la suppression du poste de premier ministre ou la création du Conseil suprême de sécurité nationale, cette élection porta à la présidence Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 1989

Nombre d'électeurs inscrits	Nombre de votants	Taux de participation
30 139 598	16 452 677	54,6%

Candidats	Nombre de voix	%
Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani	15 550 528	94,5
Abbas Sheybani	635 165	3,9
Blancs et nuls	266 984	1,6
Total	16 452 677	100

Les résultats détaillés des différents candidats n'ont pas été publiés à l'échelle des régions (*ostan*) ou des districts (*shahrestan*). La carte représente le taux de

participation - seule donnée disponible - à l'échelle des régions (*ostan*), selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Une victoire sans discussion d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani

Cette élection présidentielle fut la première à se dérouler après la longue période de guerre (1980-1988) qui avait vu le débat politique être entravé et bloqué, tandis que se renforçait l'influence de deux forces politiques : le clergé chiite et les Gardiens de la révolution (*pasdaran*). En raison de leur nombre et de leur rôle central dans la conduite de la guerre, les Gardiens de la révolution étaient devenus une composante majeure de la vie politique économique et sécuritaire du pays. Au moment de leur retour à la vie civile, ces anciens combattants ont bénéficié d'un important soutien social et financier qui leur a permis d'asseoir leur statut dans la société et l'économie (bourses d'études, emplois réservés, contrôle d'entreprises avec notamment la création du trust Khatam ol-Ambya). De son côté, le clergé chiite avait conforté son contrôle direct de la vie politique. Pour ne laisser aucune incertitude, le pouvoir politique fut ainsi partagé entre les membres du clergé qui formaient le cercle le plus restreint du vivant de l'ayatollah Khomeyni.

Dans ce contexte, seulement deux personnes furent autorisées à se présenter sur les 79 candidats qui avaient indiqué leur volonté de participer à l'élection présidentielle qui, selon la Constitution de la république islamique, désigne au suffrage universel direct le président iranien pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois (chapitre 9, article 113 sq). Alors que le corps électoral rassemblait tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de plus de 15 ans, les candidats avaient été présélectionnés sur des critères politiques par le Conseil des gardiens de la Constitution (*shurā-ye nehgābān*), qui n'avait retenu que deux personnalités parmi les plus fidèles au

magistère du *velayat-e faghih*, au magistère du Guide suprême.

L'élection se solda par une victoire écrasante du candidat officiel, l'hojat ol-eslam Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, avec plus de 95 % des voix, contre Abbas Sheybani, déjà candidat en juillet 1981, qui était membre du Front pour la Libération de l'Iran, mouvement alors très marginalisé.

Né en 1934 à Bahreman, près de Rafsanjan, dans la province de Kerman, Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani fut l'élève à Qom de l'ayatollah Khomeyni. Très impliqué en politique, hostile au régime du chah, il passa plus de quatre ans en prison avant la révolution de 1979. Dès le retour de l'ayatollah Khomeyni en Iran, il fit partie du cercle le plus rapproché du Guide suprême et joua un rôle central dans la plupart des décisions importantes prises pendant les premières années de la République islamique puis pendant la guerre Irak-Iran. Son excellente connaissance de la situation sociale et politique du pays fut renforcée par ses fonctions de président du Parlement de 1980 à 1989 ; elle facilita ses succès économiques comme homme d'affaire.

Après la mort de l'ayatollah Khomeyni, l'habileté politique d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani fut déterminante dans le partage du pouvoir entre Ali Khamenei, élu Guide suprême par l'Assemblée des experts, le 4 juin 1989, et lui-même, futur président aux pouvoirs renforcés par la suppression du poste de premier ministre remplacé par des vice-présidents (article 124 de la Constitution révisée).

Tournant la page aux années de guerre et d'austérité, son programme politique résolument pragmatiste visait à la « reconstruction du pays ». Cette dynamique libérale en économie sinon en politique attachée à la figure d'A.-A. Rafsanjani, n'était pas connue lors de cette élection présidentielle qui fut plus que jamais une simple formalité administrative. Elle s'incarna plus tard dans le Parti des acteurs de la reconstruction (hezb-e kargozārān-e sāzandegi)

Faible participation, faible légitimité ?

Avec seulement 54,6 % de votants, la participation a été faible, comparable à celle enregistrée lors de la réélection d'Ali Khamenei en 1985. Ce haut niveau d'abstention

traduisait la situation de blocage presque absolu de la vie politique iranienne à cette époque.

À l'échelle des régions, la géographie de la participation confirme l'atténuation de l'opposition centre-périphérie au profit d'une distribution géographique plus complexe des comportements électoraux, qui prolonge une évolution du paysage politique entamée depuis la destitution d'Abol-Hassan Banisadr en 1981. Plusieurs provinces de l'Iran central, favorables au régime islamique, telles celles de Yazd, Semnan, Markazi (centrale), ont, comme aux précédentes élections, enregistré une forte participation, de même que celle de Kerman, d'où était originaire le nouveau président (62,9 % de votants). Mais les régions les plus urbanisées et les plus développées de ce cœur de l'Iran ont connu une forte abstention, comme celle de Téhéran où seulement 49,5% des électeurs inscrits ont participé au scrutin.

De même, la participation a été faible dans plusieurs provinces périphériques, sunnites et non-persanophones, telles le Baloutchistan ou l'Azerbaïdjan oriental, à l'instar de ce qui avait été constaté lors des précédentes élections. Mais certaines régions périphériques, frontalières, pauvres, non-persanophones mais strictement contrôlées par le gouvernement, où la fraude électorale a semblé être la règle, ont, à l'inverse, officiellement connu une participation élevée, comme la région d'Illam (85,4 %). Ce fut également le cas, mais dans une moindre mesure, au Kurdistan, où l'insurrection était permanente depuis 1979 (58 % de votants) et au Khuzistan, région pétrolière ravagée par la guerre (59 % de votants). Dans ces régions où l'opposition politique, et donc l'abstention, étaient jusqu'alors assez forte, ceci témoignait de la fermeté du contrôle des nouvelles autorités.

Finalement, il ressort à la lecture de la carte de la participation que la majorité des provinces (13 sur 24) ont moins participé au scrutin que la moyenne nationale déjà très faible. Ceci traduisait la profondeur de la crise politique de légitimité qui frappait alors la République islamique et que n'ignorait pas le nouveau président élu, lequel entreprit donc activement de « reconstruire » un pays qui venait de sortir d'une révolution et d'une guerre.

Source(s)

Les résultats détaillés des différents candidats à l'échelle des régions (*ostan*) et des districts (*shahrestan*) n'ont pas été publiés à l'issue de l'élection présidentielle de 1989. En revanche, le taux de participation par province est disponible. Ces données ne sont pas archivées sur le portail du Ministère de l'Intérieur mais elles sont accessibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

En 1989, il existait 24 régions (*ostan*). Pour faciliter la lecture de la carte, les données ont été adaptées au découpage actuel qui, depuis 2010, comprend 31 provinces.

Bibliographie

- Banisadr A.-H., 1989, *Le complot des ayatollahs*, Paris, La découverte, 237 p.
- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 1980, « Géographie de la révolution iranienne, l'Iran entre l'impérialisme et l'éclatement intérieur », *Hérodote*, n° 18, pp. 16-45.
- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p. http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr
- Sadjadpour K, 2009, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Washington, Carnegie Endowment Report, 35 p. https://carnegieendowment.org/files/sadjadpour_iran_final2.pdf
- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran: Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

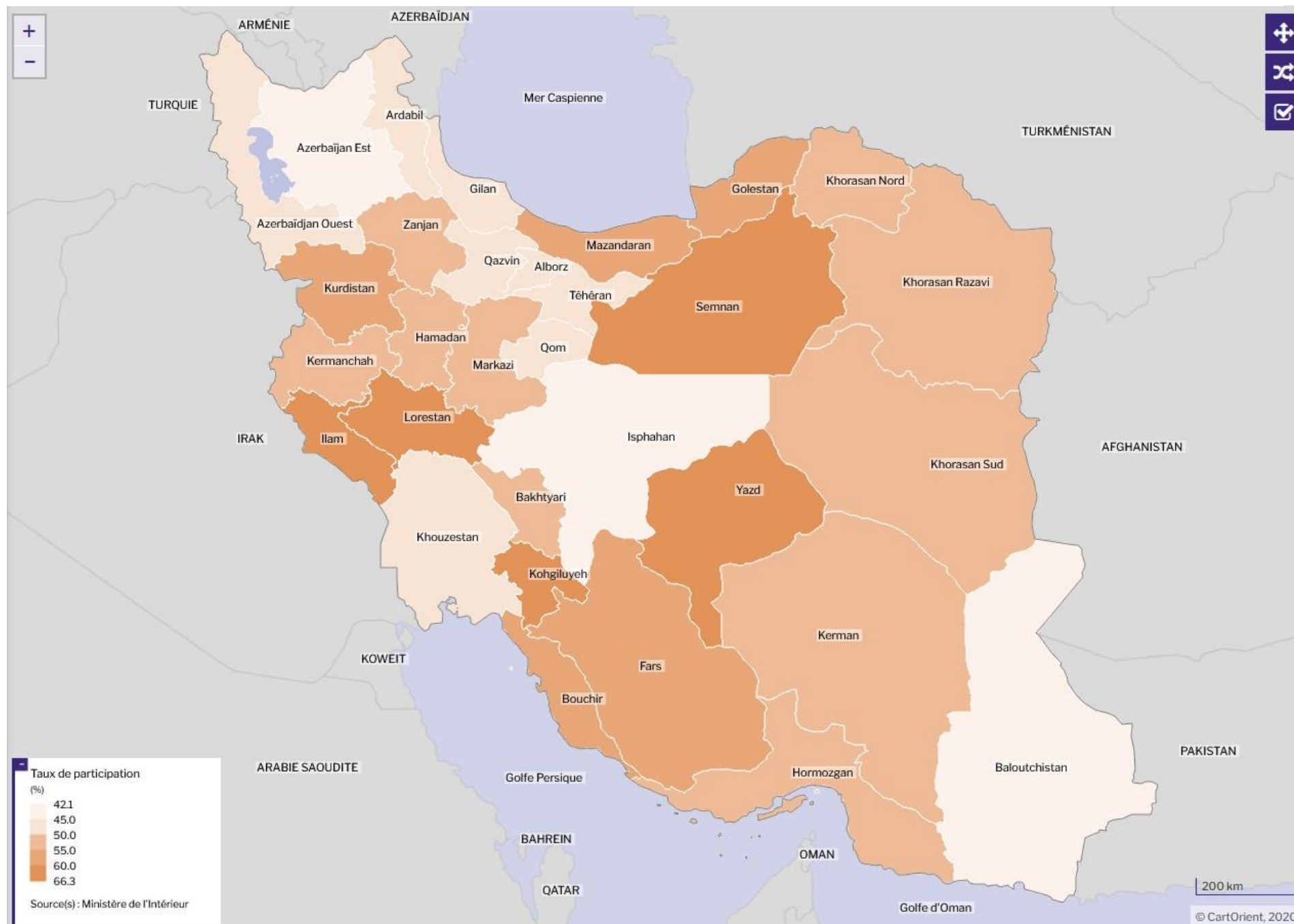
Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 1980. Taux de participation pour l'élection d'Abol-Hassan Banisadr (régions, 1980)
 Election présidentielle en Iran - octobre 1981. Taux de participation pour l'élection d'Ali Khamenei (régions, 1981)
 Election présidentielle en Iran - 1985. Taux de participation pour la réélection d'Ali Khamenei (régions, 1985)
 Taux moyen de participation aux élections présidentielles iraniennes entre 1980 et 2017 (régions, 1980-2017)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - juillet 1981. Taux de participation pour l'élection de Mohammad-Ali Rajaei (régions, 1981)", *CartOrient*. Mis en ligne le 17 Janvier 2020. URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/163/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 1993. Taux de participation pour la réélection d'Ali-Akbar Hashemi- Rafsandjani (régions, 1993)



Election présidentielle en Iran - 1993. Taux de participation pour la réélection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani (régions, 1993)

Bernard Hourcade

La sixième élection présidentielle organisée depuis l'instauration de la Révolution islamique s'est déroulée le 11 juin 1993 dans un contexte politique apaisé, mais où la domination par le clergé chiite et ses alliés de la vie politique, sociale, culturelle et économique du pays ne laissait que peu de place aux autres forces sociales ou politiques. Ce blocage politique était cependant tempéré par la nouvelle dynamique économique de « reconstruction » et par le pragmatisme du président Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani qui se présentait pour un second mandat, avec le soutien du Parti des acteurs de la reconstruction (*hezb-e kârgozârân-e sâzandegi*). Cette politique lui assurait le soutien de nombreux technocrates qui participaient au redressement économique du pays par nationalisme, pragmatisme ou résignation, et malgré l'opposition de la plupart d'entre eux à l'idéologie du régime islamique. Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani fut élu au premier tour avec 63 % des suffrages.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne 1993

Nombre d'électeurs inscrits	Nombre de votants	Taux de participation
33 156 055	16 796 787	50,7 %

Candidats	Nombre de voix	%
Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani	10 566 499	62,9
Ahmad Tavakoli	4 026 879	24,0
Abdollah Jassbi	1 498 084	8,9

Les résultats détaillés des différents candidats n'ont pas été publiés à l'échelle des régions (*ostan*) ou des districts (*shahrestan*). La carte représente le taux de participation - seule donnée disponible - à l'échelle des régions (*ostan*), selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani réélu sans triomphe

Malgré l'absence d'enjeu politique, mais peut-être dans l'espoir qu'une ouverture politique pourrait venir après le renouveau économique, 128 personnes se sont portées candidates, à l'élection présidentielle. La Constitution de la République islamique prévoyait que le président soit élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une fois – étaient électeurs les hommes et les femmes âgés de plus de quinze ans –, mais le Conseil des gardiens de la Constitution a, comme depuis 1981, présélectionné sur des critères politiques, un nombre limité de candidats. Hommes ou femmes en théorie, ils devaient, conformément à la Constitution, être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique », mais également être fidèles au magistère du *velâyat-e faghih*, le magistère du Guide suprême.

Outre Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani, trois candidats ont été autorisés à se présenter devant les suffrages des Iraniens : Ahmad Tavakoli, qui avait occupé les fonctions de ministre du travail ; Rajab-Ali Taheri, conservateur, qui avait été député ; Abdollah Jasbi, qui était le très influent recteur de la nouvelle université libre islamique (*dāneshgāh āzād-e eslāmi*) créée avec le soutien actif d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani. Toutefois, compte-tenu des conditions dans lesquelles se tenait l'élection, ils ne pouvaient prétendre l'emporter. Pour la première fois depuis l'élection présidentielle de 1980, ces figures connues ont néanmoins redonné vie au débat

politique, malgré l'absence de réelle campagne électorale.

Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani n'obtint finalement « que » 63 % des voix (contre 94,5 % en 1989), tandis que certains de ses concurrents, critiques de la politique affairiste du gouvernement, recevaient un soutien populaire significatif, tel Ahmad Tavakoli, qui a obtenu 24 % des voix.

Une participation à minima

L'élection a été marquée par un taux de participation extrêmement faible (50,7%) qui s'explique par le contexte de défiance et de blocage politiques, et en partie par l'appel au boycott du Mouvement de Libération de l'Iran de l'ancien premier ministre Mehdi Bazargan.

La carte du taux de participation par province donne des informations intéressantes sur la vie politique intérieure iranienne, au moment où s'éloignent les crises et drames des années de guerre et de révolution. Elle est marquée par la persistance de réelles inégalités régionales dans les comportements électoraux, quoique les écarts entre les provinces se soient réduits.

Comme aux précédentes élections, les régions périphériques, sunnites ou non-persanophones, dont la défiance est persistante à l'endroit du régime islamique, ont dans l'ensemble peu voté (Baloutchistan, Azerbaïdjan, Khuzestan, Gilan), de même que les régions fortement urbanisées, telle que la province de Téhéran. Il faut également relever l'abstention massive de la province d'Ispahan (taux de participation 42,1%), une région dont la population est réputée traditionnaliste et qui fut un des bastions historiques du régime islamique ayant fourni de très nombreux volontaires qui ont combattu dans les milices de basijis ou les Gardiens de la révolution. Ce comportement révélait une opposition idéologique à l'activisme pragmatiste et affairiste du président sortant.

Dans la majorité des régions, le taux de participation a finalement atteint des niveaux proches de la moyenne nationale, oscillant entre 45% et 55%, même à Kerman, fief électoral du candidat officiel, où la participation s'est élevée à 54,7 %. Une

participation plus importante a été enregistrée dans les régions où le soutien à la République islamique était enraciné, par exemple dans les provinces de Yazd et de Semnan, dans le cœur de l'Iran. Mais les taux les plus élevés ont été, comme depuis plusieurs scrutins, observés dans les régions d'Illam ou du Lorestan où la fraude semble récurrente.

Derrière une stabilité apparente, cette sixième élection présidentielle semblait annoncer la fin d'une époque et les prémises du choc politique que fut en 1997 la très forte participation et l'élection du candidat réformateur Mohammad Khatami.

Source(s)

Les résultats détaillés des différents candidats à l'échelle des régions (ostan) et des districts (shahrestan) n'ont pas été publiés à l'issue de l'élection présidentielle de 1993. En revanche, le taux de participation par province est disponible. Ces données ne sont pas archivées sur le portail du Ministère de l'Intérieur mais elles sont accessibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

En 1989, le territoire iranien était divisé en 25 régions (ostan). Pour faciliter la lecture de la carte, les données ont été adaptées au découpage actuel qui, depuis 2010, comprend 31 provinces

Bibliographie

- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- Buchta W., 1999, *Who rules Iran ? The structure of Power in the Islamic republic*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 239 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 1980, « Géographie de la révolution iranienne, l'Iran entre l'impérialisme et l'éclatement intérieur », *Hérodote*, n° 18, pp. 16-45.
- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p.
- Sadjadpour K., 2009, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Washington, Carnegie Endowment Report, 35 p.

https://carnegieendowment.org/files/sadjadpour_iran_final2.pdf

- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran: Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Carte(s) liée(s)

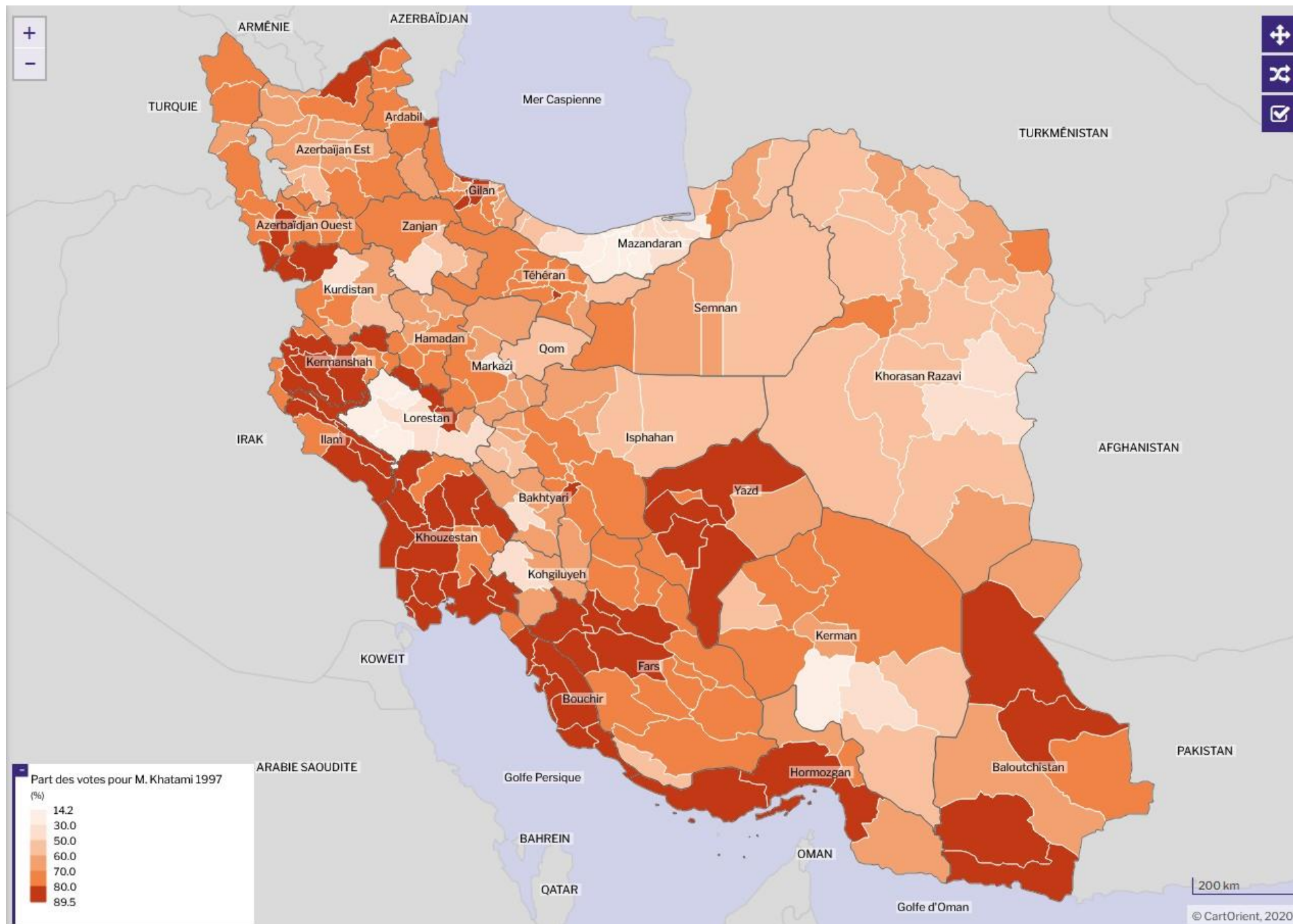
Election présidentielle en Iran - 1989. Taux de participation pour l'élection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1989)
 Election présidentielle en Iran - 1985. Taux de participation pour la réélection d'Ali Khamenei (régions, 1985)
 Election présidentielle en Iran - 1997. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 1997)
 Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005)
 Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005)

Référence électronique

p. http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 1993. Taux de participation pour la réélection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1993)", *CartOrient*. Mis en ligne le 08 Janvier 2020. URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/164/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 1997. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 1997)



Election présidentielle en Iran - 1997. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 1997)

Bernard Hourcade

Mohammad Khatami a été élu le 23 mai 1997 président de la République islamique d'Iran, avec 69,6% des suffrages au premier tour. Parmi les 238 personnes qui s'étaient présentées pour être candidats, seulement quatre candidatures avaient été retenues par le Conseil des Gardiens de la Constitution. Le taux de participation très élevé (79,9%) pour cette septième élection présidentielle organisée depuis l'instauration de la République islamique a témoigné d'un soutien populaire massif et d'un consensus national tout à fait nouveau dans la politique iranienne. Pour la réélection d'Ali Khamenei en 1985, le taux de participation avait seulement atteint 54,8% ; il a ensuite reculé à 54,6% en 1989 et à 50,7 % 1993 pour l'élection puis la réélection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 1997

Candidats	Voix	%
Mohammad Khatami	20 078 187	69,1
Nategh Nuri Ali-Akbar	7 242 859	24,9
Zavare'i Reza	771 460	2,7
Reyshahri Mohammad	742 598	2,6
Blancs et nuls	240 996	0,8
Total	29 076 100	100,0

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois,

dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de plus de 15 ans (18 ans depuis 2007). Sont candidats, des hommes ou des femmes, en théorie, qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin. En dépit de ce mode de désignation des candidats, les campagnes électorales sont très actives et les résultats, malgré quelques données incohérentes, traduisent assez bien la géographie sociale, culturelle et politique du pays.

Une élection inattendue

L'élection de Mohammad Khatami, fils d'un grand dignitaire religieux de Yazd, lui-même religieux, ancien ministre de la culture et proche de l'imam Khomeyni fut une surprise d'autant plus grande que son principal concurrent, Ali-Akbar Nategh Nuri (25,0% des suffrages), ancien président du parlement, était soutenu par la plupart des institutions gouvernementales. Les deux autres candidats Reza Zavare'i (2,7%) et Mohammad Reyshahri (2,6%), ancien ministre du Renseignement, n'ont joué qu'un rôle marginal.

La large victoire du candidat « réformateur » et du Parti de la Participation (*Moshārekāt*), qui avait reçu le soutien du parti des « Reconstructeurs » (*Kārgozārān*) du président sortant Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani et de la « Gauche islamique » de l'ancien Premier ministre Mir-Hosseyn Moussavi, fit date dans l'histoire politique contemporaine de l'Iran. Le mouvement du « 2 khordād » (date de la victoire électorale) est depuis lors devenu une référence durable dans la vie politique iranienne, symbolisant la dynamique réformatrice au sein de la République islamique d'Iran.

Périphéries réformatrices vs centre conservateur ?

La carte montre, tout d'abord, que Mohammad Khatami a reçu un soutien fort, supérieur à 50%, dans la quasi-totalité des *shahrestān* (districts) du pays. Cette dynamique nationale traduit la volonté de réforme et de changement de la population, mais également le soutien du puissant réseau des associations politiques fidèles à la tradition révolutionnaire khomeyniste originelle, comprenant nombreux Gardiens de la Révolution (*Pāsdārān*), et opposées au pragmatisme affairiste qui avait marqué la présidence d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (1989 – 1997).

Le second enseignement de la carte est l'opposition entre des régions conservatrices, au centre et au nord-est du pays (Kavir, Khorāsān), et des régions plus favorables au changement à l'ouest et au sud, et surtout dans les régions périphériques du pays (Azerbaïdjan, Baloutchistan, littoral du golfe persique, etc.), qui sont souvent plus pauvres, non persanophones et sunnites (régions baloutches, kurdes, arabes, etc.), où Mohammad Khatami a, dans certains districts, obtenu plus de 80 % des voix. Le discours politique du candidat Khatami et du courant réformateur a rencontré un écho particulier dans ces régions, car il promouvait le principe d'une citoyenneté commune à tous les Iraniens, reposant sur une égalité des droits, sans distinction d'ethnie ou de religion. Cette opposition géographique, entre un centre conservateur et des périphéries plus novatrices, est une constante de la géographie électorale de l'Iran.

Poids du localisme et absence de vote ethnique

À une échelle plus fine, certains facteurs comme le localisme et le régionalisme jouent un rôle important dans les comportements électoraux. De ce fait, dans les *shahrestān* (districts) ou *ostān* (régions) dont ils sont originaires, les candidats obtiennent souvent un score très élevé. C'est en particulier le cas pour Mohammad Khatami dans la région de Yazd, au centre du pays, pourtant réputée conservatrice. De même, Reza Zavare'i, originaire d'Azerbaïdjan, a obtenu des suffrages moins mauvais qu'ailleurs dans quelques districts de sa province natale (9 à 11% à Tabriz, Marāgheh, Jolfā ou Marand...). Outre le localisme/régionalisme, le facteur religieux, qui est marqué par la dichotomie sunnites/chiites, influence fortement la géographie électorale de l'Iran. En revanche, il n'y pas de vote ethnique. Les comportements électoraux des Azéris sont

ainsi déterminés comme ceux des persanophones par des critères politiques.

À l'échelle locale, les facteurs socio-géographiques ont également une influence. Les *shahrestān* populaires comme Eslāmsahr, dans la banlieue sud de Téhéran, ou Mobārakeh, où se trouve la grande aciérie proche d'Ispahan, ont voté plus massivement pour le candidat réformateur que les habitants des grandes villes. Le taux d'abstention est également plus fort dans les métropoles urbaines (26 % à Téhéran), même si certains « opposants » à la République islamique ont alors voté pour la première fois, espérant un changement radical de politique.

Le vote en faveur d'Ali-Akbar Nategh-Nuri, personnalité politique très puissante (25% des suffrages) est logiquement plus élevé au Māzandarān, sa province d'origine (84% dans le *shahrestān* de Nur), mais plus surprenant dans l'*ostān* du Lorestān où le taux de participation dépassait parfois les 100%... Certes la loi électorale permet à tout électeur de voter où bon lui semble, mais il est peu vraisemblable que ces dizaines de milliers d'habitants d'Ispahan ou d'autres régions proches soient allés voter à deux cents kilomètres de chez eux... Cette fraude électorale locale n'a pas changé l'issue du scrutin, mais elle rappelle la réalité de cette menace qui n'a cessé de peser sur la sincérité des élections en Iran.

Source(s)

Cette carte a été réalisée à partir de sources diverses, notamment d'informations issues de la presse quotidienne. Les données à l'échelle des *shahrestan* ont donc été collectées de façon disparate, souvent région par région (*ostan*). Des imprécisions sont par conséquent ponctuellement possibles, mais elles ne remettent pas en cause les résultats dans leurs grandes lignes.

Les résultats sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton. <http://irandataportal.syr.edu/2005-presidential-election>

Bibliographie

- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- Buchta W., 1999, *Who rules Iran ? The structure of Power in the Islamic republic*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 239 p.
- Tazmini G., 2012, *Khatami's Iran. The Islamic republic and the path to reform*, London / New York, I. B. Tauris, 240 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979 – 1989)*, 2004, traduction et notes par M. Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001)

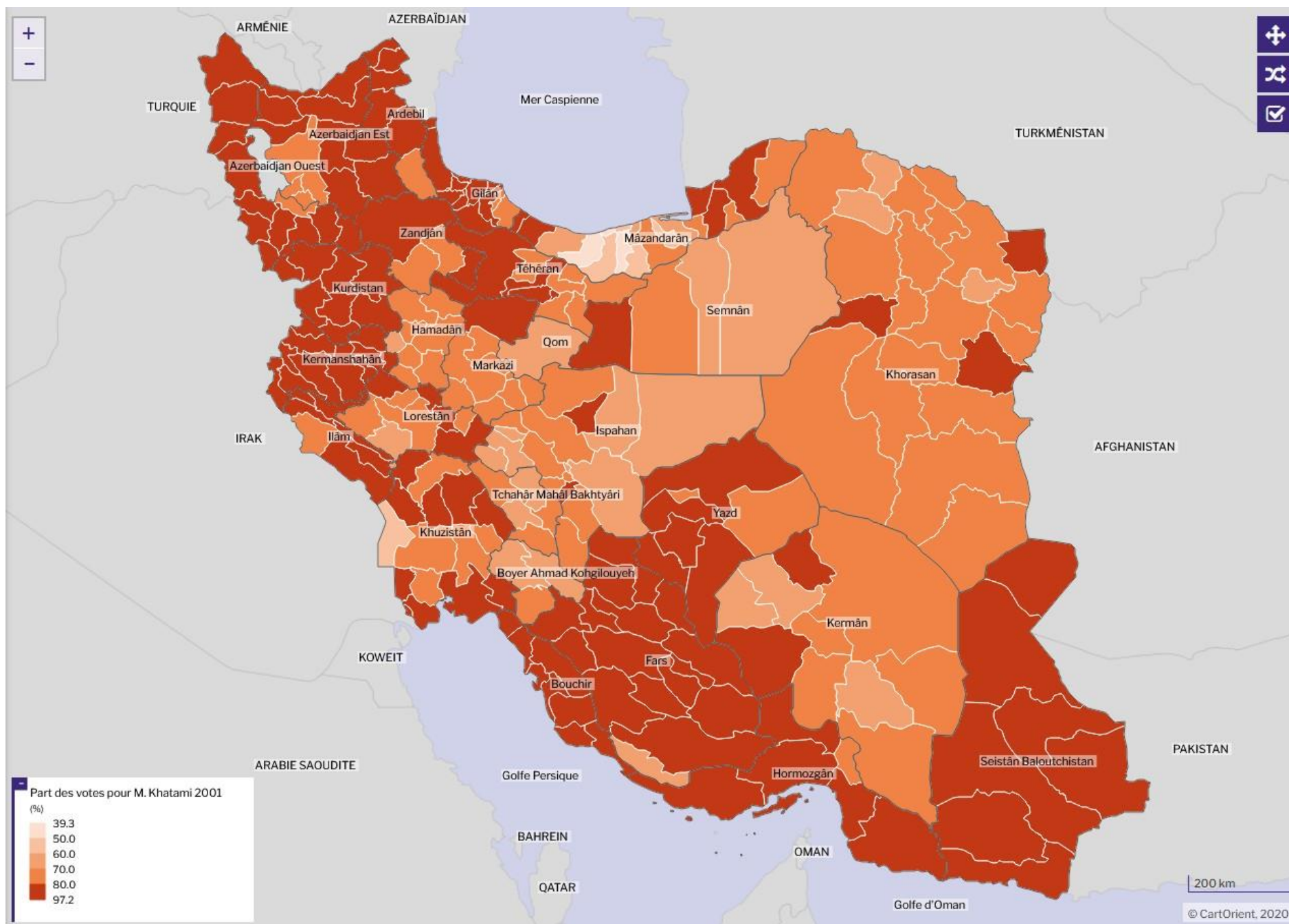
Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 1997. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 1997)", *CartOrient*. Mis en ligne le 25 Janvier 2018. Consultation le 08 Mars 2021.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/100/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001)



Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001)

Bernard Hourcade

En poste depuis 1997, Mohammad Khatami a été réélu, le 8 juin 2001, président de la République islamique d'Iran, avec 78,9 % des suffrages au premier tour, dans un contexte de forte baisse de la participation. L'abstention a en effet progressé de 20,1 % en 1997 à 33,2 % 2001, ce qui peut s'expliquer par une certaine déception chez ceux qui espéraient des réformes radicales mais surtout par l'absence de concurrent véritable. Le Conseil des Gardiens de la Constitution avait retenu dix candidats, parmi les 814 personnes ayant fait acte de candidature, mais aucun opposant au président sortant n'avait la capacité ni peut être l'ambition, de l'emporter et d'empêcher la réélection du président réformateur dont la popularité restait très forte. Mohammad Khatami a ainsi obtenu un score plus élevé que lors de son accession au pouvoir. Ce fut donc une élection sans enjeu majeur, malgré l'opposition des mouvements conservateurs dont le candidat Ahmad Tavakoli, soutenu par la « Coalition islamique », a réuni seulement 16 % des suffrages. Quelques erreurs et cas de fraudes locales ont été relevés, mais ces irrégularités ont été marginales et n'ont pas modifié l'issue du scrutin.

Selon la Constitution de la République islamique d'Iran (Potocki, 2004), le président est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans, renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de plus de 15 ans (18 ans depuis 2007). Peuvent être candidats, des hommes, ou même en théorie des femmes, qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118). Depuis 1981, ce Conseil s'arroge le droit de sélectionner au préalable les candidats autorisés à participer au scrutin. En dépit de ce mode de désignation des candidats, les campagnes électorales sont très actives et les résultats, malgré quelques données incohérentes, traduisent assez bien la géographie sociale, culturelle et politique du pays.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2001

Candidats	Voix	%
Mohammad Khatami	21 656 476	78,9
Ahmad Tavakoli	4 387 112	16,0
Ali Shamkhani	737 051	2,7
Abdollah Jassbi	259 759	0,9
Hassan Ghafourifard	129 155	0,5
Mansour Razavi	114 616	0,4
Shahabedin Sadr	60 546	0,2
Ali Fallahian	55 225	0,2
Mostafa Hashemitaba	27 949	0,1
Mahmoud Kashani	23 766	0,1
Total	27 451 655	100,0

Un consensus national

Malgré les difficultés économiques, liées à la forte baisse des cours du pétrole, et à l'opposition de plus en plus radicale des forces conservatrices, dirigées par le Guide suprême Ali Khamenei et qui dénonçaient « l'agression culturelle occidentale », la dynamique des « Réformateurs » organisé dans le Parti du « 2 Khordād » (date de la première élection de Mohamad Khatami en 1997) s'est poursuivie et amplifiée. Cette dynamique favorable à l'ouverture internationale a touché toutes les régions.

La géographie des votes en faveur de Mohammad Khatami par *shahrestān* (district) témoigne de l'étendue nationale du soutien au président sortant qui n'atteint pas la majorité absolue des suffrages que dans seulement trois *shahrestān* du Māzandarān où Ahmad Tavakoli a obtenu ses meilleurs scores. Il s'agit là d'un phénomène de localisme qui est également très marqué pour l'ancien amiral Ali Shamkhani qui a obtenu un soutien notable dans sa région natale du Khuzestān dont il fut un gouverneur apprécié (12% des suffrages à Ahvāz 25% à Shādegān). Le soutien au président Khatami est également massif dans la région de Yazd dont il est originaire, alors que la plupart des autres départements du centre du pays n'ont apporté qu'un soutien modéré (entre 50 et 70%) au président sortant, notamment à Qom où le clergé conservateur reste très puissant. Détail anecdotique, on notera au centre du pays, que les électeurs du *shahrestān* de Meybod ont moins voté que leurs voisins en faveur de Mohammad Khatami car ils sont traditionnellement en rivalité avec les habitants de Ardakān où est né le président candidat.

Des différences régionales et religieuses

Ces faits culturels locaux ont une tout autre dimension quand il s'agit de questions religieuses et de la présence de populations sunnites. Comme en 1997, les *shahrestān* à forte majorité sunnite (Kurdes, Baloutches, Turkmènes, Arabes d'Hormozgān, et régions de Sarakhs au nord du Khorāsān, du Tālesh au Gilān) ont voté de façon quasi unanime (souvent plus de 90% des suffrages), en faveur du président réformateur qui avait pris durant son premier mandat, des mesures en faveur du développement économique de ces régions marginalisées et de l'égalité entre sunnites et chiites. Ce vote en faveur des réformes et de l'égalité des citoyens indépendamment de leur religion doit cependant être nuancé par le fait que de nombreux électeurs s'abstiennent ou même boycottent les élections lorsque des considérations ethniques ou régionalistes s'ajoutent au fait religieux sunnite. C'est notamment le cas dans les provinces kurdes, où les idées autonomistes, opposées au pouvoir central de Téhéran, restent vivaces (seulement 53,5% de votants ont ainsi été comptabilisés dans la province de Kurdistan).

Ces faits confirment également la faible pertinence du facteur ethnique dans les élections nationales iraniennes. Par exemple, les populations Arabes mais chiites de

la plaine du Khuzestān ont voté pour Mohammad Khatami dans des proportions comparables au reste du pays, entre 70 et 85%, alors que les Arabes sunnites des rives du golfe Persique à l'ouest de Bandar Abbās, ont voté à plus de 90% en faveur du président.

On constate donc une grande stabilité géographique par rapport à la première élection de Mohammad Khatami en 1997. Les seules différences notables sont liées à des facteurs locaux, avec de fortes progressions au Māzandarān où Ali-Akbar Nategh-Nuri, le principal adversaire de Mohammad Khatami l'avait alors emporté car il était très connu et très bien implanté, ce qui n'était pas le cas en 2001 pour Ahmad Tavakoli également originaire de cette région. Dans la province du Lorestān où une fraude électorale massive avait marginalisé Mohammad Khatami en 1997, ce dernier retrouve un soutien plus conforme à la réalité politique.

En raison du consensus national dont bénéficiait Mohammad Khatami et donc l'absence d'opposants bénéficiant d'une notoriété ou de réseaux permettant une victoire électorale, cette élection ne permet pas de mettre vraiment en évidence une géographie politique qui caractériserait chaque région d'Iran comme favorable aux courants conservateurs ou réformateurs. En raison de la structuration encore incertaine de la vie politique iranienne, il n'est d'ailleurs pas certain qu'il existe une stabilité géographique des comportements politiques.

Source(s)

Cette carte a été réalisée à partir de sources diverses, notamment d'informations issues de la presse quotidienne. Les données à l'échelle des *shahrestan* ont donc été collectées de façon disparate, souvent région par région (*ostan*). Des imprécisions sont par conséquent ponctuellement possibles, mais elles ne remettent pas en cause les résultats dans leurs grandes lignes.

Les résultats sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton. <http://irandataportal.syr.edu/2005-presidential-election>

Bibliographie

- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.

- Buchta W., 1999, *Who rules Iran ? The structure of Power in the Islamic republic*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 239 p.

- Clawson P. et al, 1998, *Iran under Khatami. A political, economic and military assessment*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 114 p.

- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979 – 1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.

- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007, 499 p. voir la postface pp. 390-416.

- Tazmini, G., 2012, *Khatami's Iran. The Islamic republic and the path to reform*, London / New York, I. B. Tauris, 240 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 1997. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 1997)

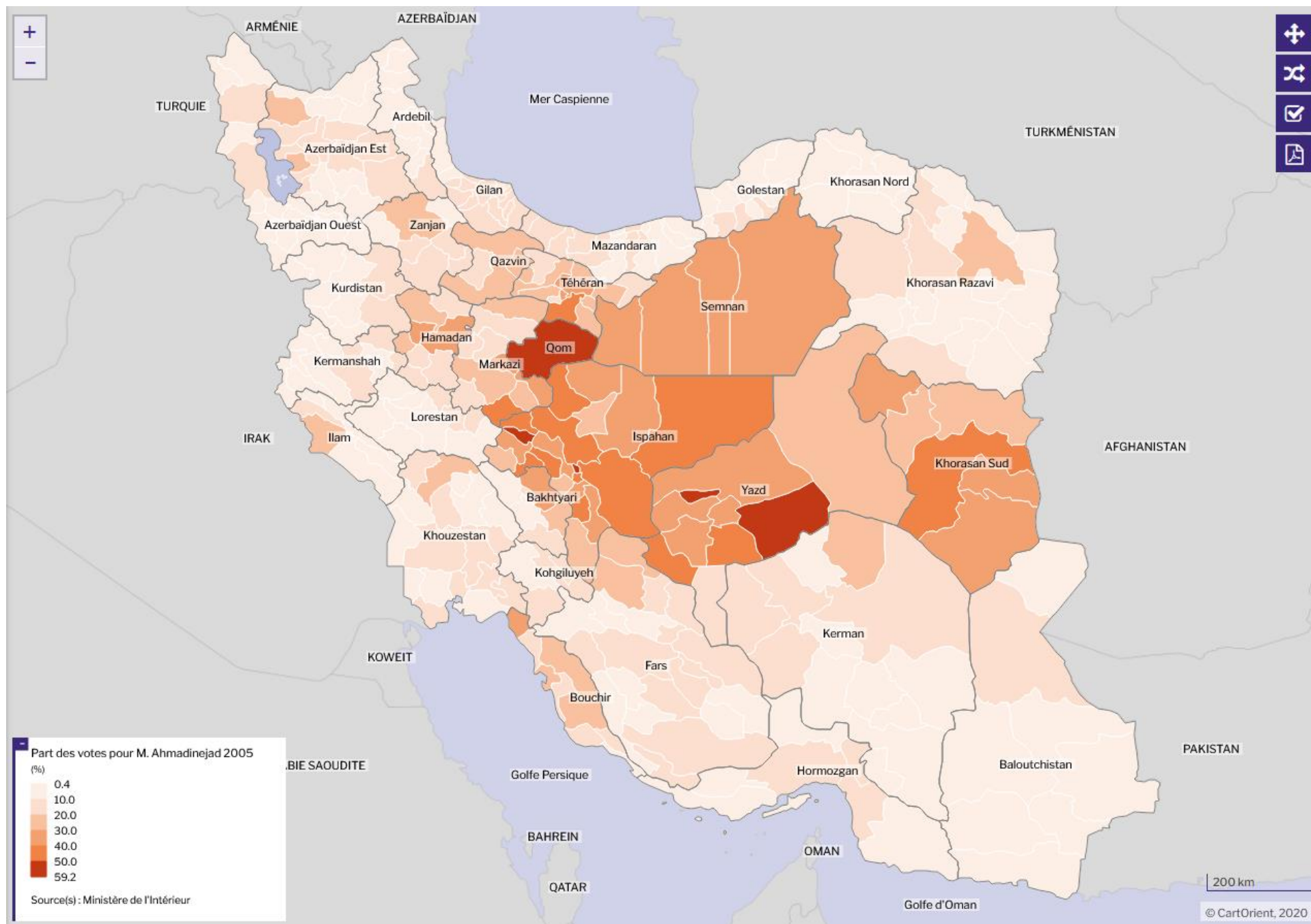
Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001)", *CartOrient*. Mis en ligne le 08 Février 2018. Consultation le 22 Mars 2021.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/101/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)



Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

Bernard Hourcade

Pour la première et unique fois de l'histoire de la République islamique d'Iran, l'élection présidentielle de 2005 nécessita l'organisation d'un second tour, qui vit la victoire de Mahmoud Ahmadinejad contre Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, avec 61,7 % des voix, le 24 juin. Une semaine auparavant, cinq candidats avaient obtenu plus de 10 % des suffrages.

L'élection de Mahmoud Ahmadinejad, maire de Téhéran depuis 2003, homme d'appareil, d'origine modeste, peu connu, et sans lien direct avec l'élite des *Pasdarān* (Gardiens de la Révolution) ni du clergé, a surpris. Il était en effet opposé à des personnalités politiques de premier plan, comme l'ancien président Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani ou l'ancien président du parlement Mehdi Karroubi, qui disposaient chacun d'un très puissant réseau d'influence. Sa victoire ne saurait toutefois seulement s'expliquer par des rivalités entre ces différentes factions ou par des manœuvres frauduleuses. Elle traduisait également l'émergence d'un courant politique populaire/populiste ayant de solides racines sociales. Mahmoud Ahmadinejad réussissait à cumuler les avantages d'une image nouvelle et d'une assise conservatrice traditionnellement forte dans l'Iran central.

En propulsant au pouvoir une personnalité d'origine très modeste, un fils de forgeron, n'appartenant ni au clergé chiite ni aux cadres des Gardiens de la Révolution censés contrôler la vie politique du pays, cette élection présidentielle est arrivée à point nommé pour donner une nouvelle légitimité à la République islamique. La victoire de Mahmoud Ahmadinejad pouvait faire écho à la dimension sociale de la révolution islamique prônée par l'ayatollah Khomeyni. Un excellent « casting » politique, mais qui allait se révéler par la suite très difficile à gérer pour le pouvoir iranien.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2005

Candidats	1 ^{er} tour	%	2 ^{ème} tour	%
Ali- Akbar Hashemi- Rafsanjani	6 211 937	21,1	10 046 701	35,9
Mahmoud Ahmadinejad	5 711 696	19,4	17 284 782	61,7
Mehdi Karroubi	5 070 114	17,2	-	-
Mostafa Mo'in	4 095 827	13,9	-	-
Mohammad-Bagher Ghalibaf	4 083 951	13,9	-	-
Ali Larijani	1 713 810	5,8	-	-
Mohsen Mehralizadeh	1 288 640	4,4	-	-
Blancs et nuls	1 224 882	4,2	663 770	2,4
Total	29 400 857	100,0	27 995 253	100,0

La carte représente les suffrages obtenus par Mahmoud Ahmadinejad au premier tour, à l'échelle des 325 districts (*shahrestan*) qui existaient à cette date, selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au

suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Avant la réforme électorale de 2007, étaient électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 16 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin. En dépit de ce mode de désignation des candidats, les campagnes électorales sont très actives.

Un vote politique populiste plus que localiste

Le premier fait marquant de cette élection a été l'ancrage politique durable du fait électoral en Iran. Certes, le Conseil de Surveillance de la République islamique (*Shurā-ye nehgābān*) a éliminé la plupart des candidats avant l'élection (1014 candidats inscrits mais seulement 8 retenus dont un, Mohsen Rezaei, s'est retiré peu avant le scrutin), mais à l'évidence, les Iraniens quant à eux, sont devenus républicains. La participation a été de 62,8%, et un vrai débat politique a eu lieu entre les sept candidats, tous cadres historiques de la République islamique.

Face à Mahmoud Ahmadinejad étaient candidats :

- Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, ancien président du Parlement puis de la République (1989-1997), artisan pragmatiste de la reconstruction du pays après la guerre Irak-Iran, qui était le favori de l'élection.
- Mehdi Karubi, religieux originaire du Lorestan, qui fut longtemps président du Parlement.
- Mostafa Mo'in, né à Najafabad près d'Ispahan, ancien ministre des sciences, peu connu du grand public, mais partisan respecté du courant réformateur du président sortant Mohammad Khatami.
- Mohammad-Bagher Ghalibaf, originaire de Mashhad, ancien général des Gardiens de la Révolution, et ancien commandant de la police nationale et de *Khatam ol Ambya*, le trust financier des Gardiens de la révolution.
- Ali Larijani, également proche des Gardiens de la Révolution, qui a occupé de

nombreux postes officiels. Il était surtout le fils de feu l'ayatollah Amoli très respecté dans sa province du Mazandaran.

- Mohsen Mehralizadeh, originaire d'Azerbaïdjan, qui était le moins connu de tous les candidats (en dehors des milieux sportifs au sein desquels il était apprécié).

L'équilibre entre plusieurs candidats, l'importance du localisme et la dispersion des voix qu'ils impliquent ont produit une géographie électorale presque caricaturale. Chacun des sept candidats, même ceux qui n'ont obtenu qu'un score minime au plan national, a été majoritaire au moins dans une province, en général celle dont ils étaient originaires : Ali Larijani au Mazandaran, Mohsen Mehralizadeh en Azerbaïdjan, Mehdi Karubi dans les régions de population lori, souvent nomades, et Mohammad-Bāqer Qalibaf au Khorasan. La géographie du vote en faveur de Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, Mostafa Mo'in et surtout de Mahmoud Ahmadinejad présentait des contours plus complexes, car ils avaient tous trois une identité politique bien connue et affirmée, et une audience nationale. Ainsi, il n'existe pas de corrélation évidente entre le vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad et sa région d'origine qui est située à l'est de la capitale, à proximité de Garmsar.

Le vote conservateur de l'Iran central persan et chiite

L'analyse cartographique met en évidence la localisation au centre du pays, sur le plateau iranien, au cœur de l'Iran persan et chiite d'un vote conservateur, le vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad s'inscrivant dans la continuité de tendances observées aux élections présidentielles précédentes (Hourcade, 2006). Alors que ce vote n'a pas dépassé 20 % des voix à l'échelle nationale, Mahmoud Ahmadinejad a atteint voire dépassé 50 % des suffrages dans plusieurs régions centrales : dans la province de Yazd, à Meybod ou à Bafq (où avec 59,3% il a obtenu son meilleur score) ; dans la province de Qom ; dans la province d'Ispahan : Khomeynishahr, Khunsar, Ispahan... Le vote conservateur a également été relativement fort dans le sud du Khorasan (Birjand), ainsi que dans les régions de Hamadān, de Semnān et de Téhéran (31,5% à Téhéran, 40,3% à Rey).

On peut constater une relation claire entre l'image modeste, populaire, pragmatiste et pieuse affichée par Mahmoud Ahmadinejad, et les facteurs historiques et culturels

qui caractérisent les provinces du centre de l'Iran, mis en évidence notamment par le géographe Xavier de Planhol (1993). Le centre du plateau iranien constitue en effet le cœur historique de l'Iran moderne construit à partir de l'époque Safavide (XVI^e siècle), autour du chiisme et de la valorisation de la culture persane. Sur les piémonts de l'Alborz et du Zagros, autour des grands déserts du Kavir et du Lout, la population est presque uniquement persanophone et chiite, et la vie traditionnelle était (et reste encore dans une grande mesure), organisée par un réseau de villes anciennes, vivant autour de leur mosquée et de leur bazar qui contrôle les villages alentours (Kāshān, Yazd, Natanz, Ardakān, Tabas...). Cette élection traduit donc en termes politiques l'opposition culturelle et historique entre l'Iran central et les régions périphériques non persanophones et parfois sunnites, comme les *shahrestān* peuplés de Kurdes ou de Baloutches qui n'ont pas voté pour le nouveau président et se sont parfois abstenus de façon massive, comme au Kurdistan.

Ce modèle géographique opposant centre et périphérie, mis en évidence dans de nombreux domaines (Hourcade, 1998), est donc conforté, mais il doit surtout être nuancé pour tenir compte des situations locales et surtout de l'influence de l'émergence de nouvelles dynamiques sociales et culturelles liées à l'urbanisation et à l'éducation. On constate ainsi que plusieurs grandes villes majoritairement chiites et persanophones comme Chiraz, Kerman ou Mashhad, ainsi que certaines provinces chiites comme l'Azerbaïdjan n'ont pas massivement voté au premier tour pour Mahmoud Ahmadinejad. La politique iranienne n'est donc pas seulement déterminée par les héritages culturels.

Le vote de l'Iran révolutionnaire ?

On peut faire l'hypothèse que la principale raison de la localisation de ce vote conservateur ou « traditionnel » se trouve ailleurs, dans l'histoire récente de la République islamique. Dès l'automne 1978, ces régions de l'Iran central ont en effet été les premières à s'être opposées au régime impérial, à l'instar de la ville d'Ispahan qui a de facto été contrôlée par les forces d'opposition dès le mois d'août 1977, avant même la chute du chah. Par ailleurs, ces provinces ont fourni les premiers cadres populaires de la Révolution islamique, les premiers *Pasdarān* (Gardiens de la Révolution) et un grand nombre de volontaires (miliciens *bassiji*) pendant la guerre

Irak-Iran. Aujourd'hui, tous ces vétérans de la révolution et de la guerre font partie de nombreuses associations islamiques ou civiles et forment un réseau d'entraide, de soutien financier et moral et souvent de propagande idéologique plus actif que dans d'autres régions. En 2005, Mahmoud Ahmadinejad était semble-t-il le seul candidat à avoir conservé et entretenu des relations avec ce milieu populaire, grâce à ses responsabilités dans l'administration locale et les services de sécurité. Il a pu facilement mobiliser ces électeurs alors que les autres candidats, très influents parmi les élites et les institutions étatiques, ne disposaient pas de tels réseaux bien implantés localement. Il reste que son accession au second tour a été accompagnée de soupçons de fraude, dénoncée notamment par Mehdi Karroubi.

Au second tour, qui a été marqué par une plus forte abstention, Mahmoud Ahmadinejad a également bénéficié pour l'emporter du soutien des régions turcophones mais chiites d'Azerbaïdjan, tandis que les provinces sunnites confirmaient leur opposition au « candidat chiite », en votant en faveur d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, qui apparaissait comme le candidat de l'appareil d'État, du pouvoir clérical et des milieux d'affaires.

La géographie de cette élection confirme donc à la fois le poids des héritages culturels, de l'histoire dans la longue durée, et le rôle de plus en plus déterminant des nouvelles dynamiques politiques consécutives à la révolution de 1979 et aux changements sociaux qui touchent l'ensemble du pays désormais massivement citadinisé.

Source(s)

Les résultats officiels de l'élection présidentielle ont été publiés par le Ministère de l'Intérieur à l'échelle des 325 districts (*shahrestan*) qui existaient en 2005. Faute de carte administrative disponible à cette échelle pour cette date, certaines données ont été agrégées pour les adapter aux contours de la carte administrative comprenant 318 districts qui existait avant le partage de certains *shahrestan*.

Les résultats sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton.

<http://irandataportal.syr.edu/2005-presidential-election>

Bibliographie

- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.

- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.

- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, Harmattan, 2004, 120 p.

- Digard J.-P., Hourcade B., et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007, 499 p.

- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p.

http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr

- Hourcade B., 2006, « *In the Heart of Iran: the Electorate of Mahmoud Ahmadinejad* », *MERIP Reports*, n° 241.

- Hourcade, B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.

- Hourcade, B., 2018, « *Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ?* », *Hérodote*, n° 169, p. 99-116.

- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p. (voir chap. 7 « Empire, nationalités et nation en Iran » pp. 494-591).

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2009)

Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001)

Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)

Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mir-Hosseyn Moussavi (districts, 2009)

Localisme et régionalisme : l'élection présidentielle iranienne de 2005 (régions, 2005)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)", *CartOrient*. Mis en ligne le 21 Février 2019. URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/144/?lang=fr>



Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Ali-Akbar Hashemi-Rafсанджани (districts, 2005)

Bernard Hourcade

Pour la première et unique fois de l'histoire de la République islamique d'Iran, aucun des candidats ne fut élu au premier tour de l'élection présidentielle en 2005. Ali-Akbar Hashemi-Rafсанджани qui fut successivement président du Parlement (1989-1989) puis président de la République (1989-1997) et faisait figure de favori, arriva en tête au premier tour, mais avec seulement 21,1% des voix. Il échoua au second tour, le 24 juin 2005, devant le maire de Téhéran Mahmoud Ahmadinejad.

La mise en ballottage de ce religieux - *hojat ol-islam* – qui était considéré comme l'un des hommes politiques le plus influents du pays fut une surprise. Natif de Bahremān, localité du district de Rafсанджан, situé dans la province de Kerman, ce religieux et politicien très actif, appartenant au premier cercle de l'ayatollah Khomeyni, avait été l'artisan de la reconstruction du pays après la guerre Irak-Iran. Homme politique et homme d'affaire pragmatiste et avisé, il semblait en mesure de poursuivre dans les domaines politique et économique, la politique d'ouverture conduite pendant les deux mandats de Mohamad Khatami.

La carte représente le pourcentage des suffrages obtenus par Ali-Akbar Hashemi-Rafсанджани au premier tour, à l'échelle des 325 districts (*shahrestan*) qui existaient à cette date, selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Avant la réforme électorale de 2007, étaient électeurs tous les Iraniens, hommes

et femmes âgés de 15 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2005

Candidats	1 ^{er} tour	%	2 ^{ème} tour	%
Ali- Akbar Hashemi- Rafсанджани	6 211 937	21,1	10 046 701	35,9
Mahmoud Ahmadinejad	5 711 696	19,4	17 284 782	61,7
Mehdi Karroubi	5 070 114	17,2	-	-
Mostafa Mo'in	4 095 827	13,9	-	-
Mohammad-Bagher Ghalibaf	4 083 951	13,9	-	-
Ali Larijani	1 713 810	5,8	-	-
Mohsen Mehralizadeh	1 288 640	4,4	-	-
Blancs et nuls	1 224 882	4,2	663 770	2,4
Total	29 400 857	100,0	27 995 253	100,0

Une première position fragile

Arrivé en tête au premier tour avec 21,1 % des voix, Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani n'a obtenu plus de 30% des voix que dans 26 districts (*shahrestan*). En dehors de son fief électoral de la province de Kerman (66,6% à Rafsandjan, 32,5% dans la ville de Kerman), l'homme politique le plus connu du pays n'a reçu nulle part le soutien massif attendu par ses partisans et par la plupart des observateurs nationaux ou étrangers.

Dans les grandes villes, où le candidat espérait compter sur le soutien des technocrates et des milieux d'affaires favorables à son pragmatisme, ses résultats sont souvent meilleurs qu'ailleurs (24,7% à Téhéran, 28,4% à Shemiran, 26,2% à Karaj). Toutefois, certaines grandes agglomérations ont apporté leur soutien à d'autres candidats, telle Ispahan où Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani n'a obtenu que 13,9% des voix. Il en fut de même dans les régions où le clergé chiite traditionnel est très puissant. Bien qu'étant un représentant éminent de l'islam politique, Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani n'a remporté que 19,3% des voix à Mashhad et 22,4% à Qom (contre 55,2% à Mahmoud Ahmadinejad).

Dans les régions périphériques où la population non persanophone et/ou sunnite vote souvent en faveur des candidats réformateurs (Lorestan, Kurdistan, région de Bandar Abbas), son score dépasse rarement 10% des voix. Le cas du Baloutchistan est intéressant car la région chiite et largement persanophone du Seistan au nord a soutenu massivement A.A Hashemi-Rafsandjani (40,7% à Zabol) contrairement aux zones baloutches plus traditionnelles du sud de la province (3,2% à Saravan).

La géographie du vote en faveur d'A.A. Hashemi-Rafsandjani est finalement très marquée par son caractère local et dispersé. Cette distribution territoriale du vote est commune aux candidats « secondaires » qui échouent en l'absence d'un soutien fort dans les grandes villes et dans le centre politique, culturel et géographique du pays. L'échec d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani s'expliquait aussi par les rivalités politiques intérieures contre un homme qui devenait trop influent, ainsi que par la mise en place par le gouvernement réformateur de Mohammad Khatami d'une compétition politique réelle entre des candidats expérimentés attachés à la République islamique.

Cette situation traduisait également la volonté de changement voulue par le Guide suprême Ali Khamenei et les forces conservatrices toujours très actives dans l'organisation des élections à leur profit, pour consolider leur pouvoir en favorisant l'émergence de Mahmoud Ahmadinejad, un homme politique nouveau ayant un certain soutien populaire. Ce soutien officiel a également fait défaut à Mehdi Karroubi, membre du clergé actif et connu qui a contesté le résultat de ce premier tour, estimant être arrivé en seconde position à la place de Mahmoud Ahmadinejad. Mais la perspective d'un affrontement au second tour entre deux membres du clergé a peut-être été jugée inopportune par les institutions qui organisaient les élections.

Ce premier échec électoral a marqué durablement la carrière politique d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani qui n'a plus jamais gagné d'élection. Sa grande influence s'est ensuite exercée comme président du Conseil de discernement (*shurā-e masle'at nezām*) et de l'assemblée des Experts (*shurā-e qobregān*), mais plus jamais dans la sphère exécutive.

Source(s)

Les résultats officiels de l'élection présidentielle ont été publiés par le Ministère de l'Intérieur à l'échelle des 325 districts (*shahrestan*) qui existaient en 2005. Faute de carte administrative disponible à cette échelle pour cette date, certaines données ont été agrégées pour les adapter aux contours de la carte administrative comprenant 318 districts qui existait avant le partage de certains *shahrestan*.

Les résultats sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton.

<http://irandataportal.syr.edu/2005-presidential-election>

Bibliographie

- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.

- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.

- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, Harmattan, 2004, 120 p.

- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007, 499 p.

- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p.

http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr

- Hourcade B., 2006, « *In the Heart of Iran: the Electorate of Mahmoud Ahmadinejad* », *MERIP Reports*, n° 241.

- Hourcade, B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.

- Hourcade, B., 2018, « *Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ?* », *Hérodote*, n° 169, p. 99-116.

- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique*

musulmane, Paris, Fayard, 894 p. (voir chap. 7 « Empire, nationalités et nation en Iran » pp. 494-591).

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005)

Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

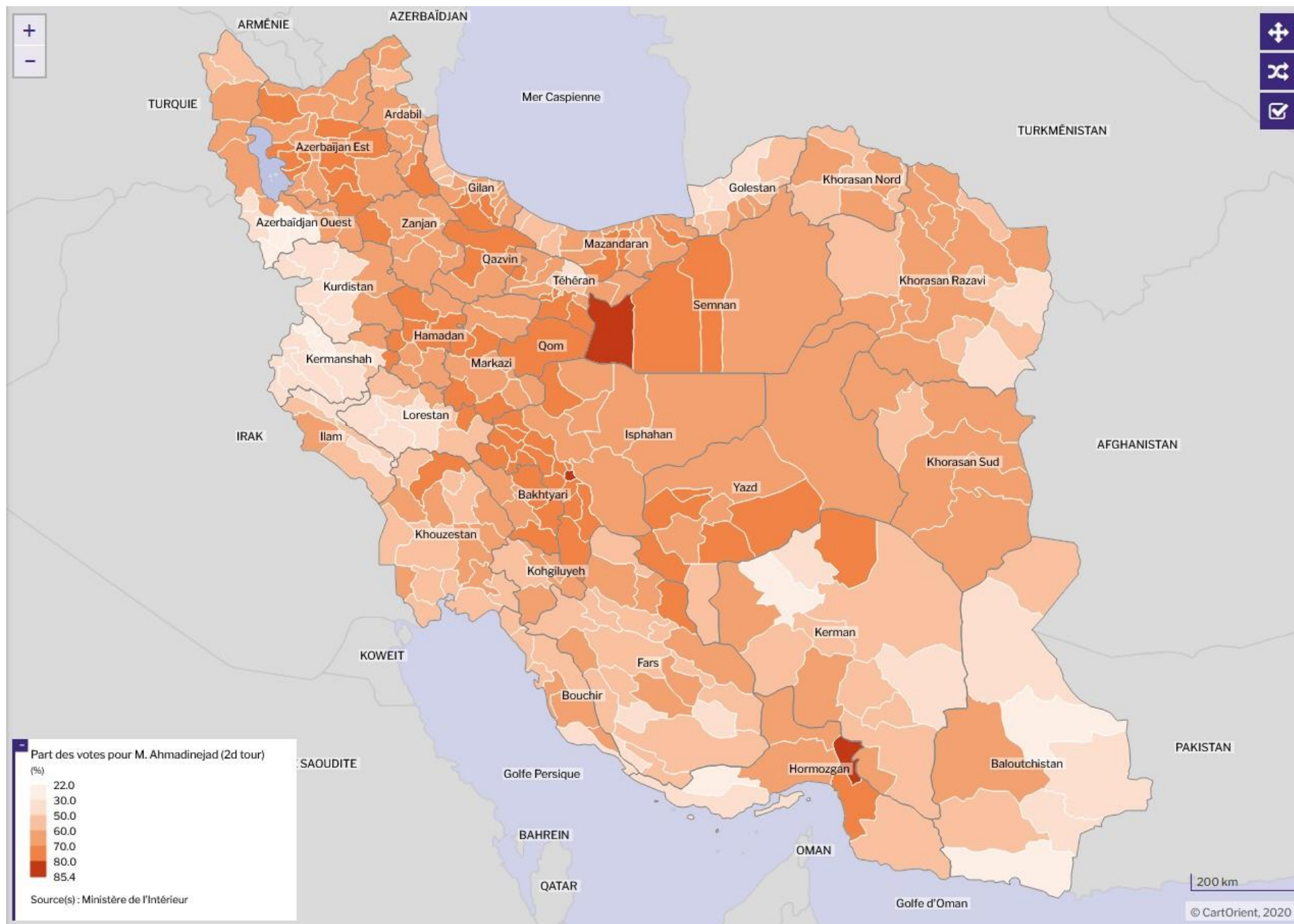
Localisme et régionalisme : l'élection présidentielle iranienne de 2005 (régions, 2005)

Election présidentielle en Iran - 1993. Taux de participation pour la réélection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1993)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005)", *CartOrient*. Mis en ligne le 14 Octobre 2019. URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/166/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)



Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

Bernard Hourcade

Pour la première et unique fois de l'histoire de la République islamique d'Iran, l'élection présidentielle de 2005 nécessita l'organisation d'un second tour, qui vit la victoire de Mahmoud Ahmadinejad contre Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, avec 61,7 % des voix, le 24 juin. Une semaine auparavant, cinq candidats avaient obtenu plus de 10 % des suffrages.

L'élection de Mahmoud Ahmadinejad, maire de Téhéran depuis 2003, homme d'appareil, d'origine modeste, peu connu, et sans lien direct avec l'élite des *Pasdarān* (Gardiens de la Révolution) ni du clergé, a surpris. Il était en effet opposé à des personnalités politiques de premier plan, comme l'ancien président Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani ou l'ancien président du parlement Mehdi Karroubi, qui disposaient chacun d'un très puissant réseau d'influence. Sa victoire ne saurait toutefois seulement s'expliquer par des rivalités entre ces différentes factions ou par des manœuvres frauduleuses. Elle traduisait également l'émergence d'un courant politique populaire/populiste ayant de solides racines sociales. Mahmoud Ahmadinejad réussissait à cumuler les avantages d'une image nouvelle et d'une assise conservatrice traditionnellement forte dans l'Iran central.

En propulsant au pouvoir une personnalité d'origine très modeste, un fils de forgeron, n'appartenant ni au clergé chiite ni aux cadres des Gardiens de la Révolution censés contrôler la vie politique du pays, cette élection présidentielle est arrivée à point nommé pour donner une nouvelle légitimité à la République islamique. La victoire de Mahmoud Ahmadinejad pouvait faire écho à la dimension sociale de la révolution islamique prônée par l'ayatollah Khomeyni. Un excellent « casting » politique, mais qui allait se révéler par la suite très difficile à gérer pour le pouvoir iranien.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2005

Candidats	1 ^{er} tour	%	2 ^{ème} tour	%
Ali- Akbar Hashemi- Rafsanjani	6 211 937	21,1	10 046 701	35,9
Mahmoud Ahmadinejad	5 711 696	19,4	17 284 782	61,7
Mehdi Karroubi	5 070 114	17,2	-	-
Mostafa Mo'in	4 095 827	13,9	-	-
Mohammad-Bager Ghalibaf	4 083 951	13,9	-	-
Ali Larijani	1 713 810	5,8	-	-
Mohsen Mehralizadeh	1 288 640	4,4	-	-
Blancs et nuls	1 224 882	4,2	663 770	2,4
Total	29 400 857	100,0	27 995 253	100,0

La carte représente le pourcentage des suffrages obtenus par Mahmoud Ahmadinejad au second tour, à l'échelle des 325 districts (*shahrestan*) qui existaient à cette date, selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois,

dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Avant la réforme électorale de 2007, étaient électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 16 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin. En dépit de ce mode de désignation des candidats, les campagnes électorales sont très actives.

Une victoire inattendue

La surprise du premier tour qui vit le maire de Téhéran faire presque jeu égal (19,4% de voix) avec le très puissant et expérimenté Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani (21,1% des voix) fut encore plus grande au second tour de l'élection, car la victoire de Mahmoud Ahmadinejad fut écrasante. Ce fut un choc politique, qui imposait de revoir bien des analyses sur la vie politique iranienne, notamment sur la place du clergé et des personnalités proches de l'ayatollah Khomeyni qui avaient dirigé jusqu'alors le pays.

Organisée par le gouvernement du président réformateur Mohammad Khatami, cette élection a vu ses résultats être publiés pour la première fois à l'échelle des *shahrestan*. Même si les résultats laissent apparaître de réels rapports de force, elle a toutefois été dénoncée comme frauduleuse par certains, en particulier par Mehdi Karroubi, officiellement arrivé en troisième position avec 17,2 % des suffrages au premier tour. Il est notamment possible que les autorités aient, de la sorte, souhaité éviter un second tour opposant deux dignitaires religieux très connus, lequel aurait donné à voir une fracture politique au sein du clergé que le discours officiel a toujours voulu minimiser.

Un succès politique à l'échelle nationale

La géographie du premier tour montrait une opposition très marquée entre le centre du pays persanophone, chiite et conservateur soutenant Mahmoud Ahmadinejad et

les régions périphériques, souvent sunnites et non persanophones, où, en plus d'un vote politique, les autres candidats ont bénéficié du vote local dans leur région d'origine. Celle du second tour reproduit ce gradient centre-périphérie, mais de façon atténuée, M. Ahmadinejad élargissant son audience à l'ensemble du territoire national : le maire de Téhéran a obtenu la majorité dans toutes les régions à l'exception des provinces à forte population sunnites, notamment au Kurdistan et au Baloutchistan.

Le vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad a partout progressé entre les deux tours, dans les régions centrales comme dans les régions périphériques. En proportion, c'est même dans ces dernières que la progression fut la plus importante (plus de 10 000 % à Saravan et Shahbaz au Baloutchistan). Face à Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani, Mahmoud Ahmadinejad a tiré profit de la volonté de la majorité des électeurs d'empêcher le retour au premier plan d'un membre du clergé connu pour être un acteur majeur de la vie politique depuis la révolution et pour entretenir des liens étroits avec les milieux d'affaires. Il est aussi probable que des pratiques frauduleuses aient, dans certains districts, gonflé son score. Dans un contexte marqué par une baisse de la participation (59,8 %, contre 62,8 % au premier tour), M. Ahmadinejad a ainsi progressé de près de 12 millions de voix entre les deux tours, tandis que son adversaire en gagnait moins de 4 millions. Mais plus qu'un succès pour Mahmoud Ahmadinejad, cette élection fut avant tout un échec pour Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani, qui en avait été le favori.

Le vote de l'Iran révolutionnaire et populaire ?

En 2005, Mahmoud Ahmadinejad était, à bien des égards, le seul candidat à avoir conservé et entretenu des relations avec les couches populaires, dont l'adhésion à la révolution de 1979 avait été déterminante et qui avaient le sentiment d'avoir été écartées durant la période de reconstruction qui a suivi la fin de la guerre Irak-Iran pendant la présidence d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani (1989-1997) et pendant la période d'ouverture culturelle correspondant aux deux mandats du réformateur Mohammad Khatami (1997-2005).

En 2009, Mahmoud Ahmadinejad fut réélu à la présidence de la République dès le premier tour, avec plus de 60 % des voix. Ce résultat fut toutefois dénoncé comme

frauduleux et massivement contesté dans la rue, révélant un mécontentement général très éloigné de l'espoir qu'avait suscité, dans certaines couches de la population iranienne, son élection en 2005.

Source(s)

Les résultats officiels de l'élection présidentielle ont été publiés par le Ministère de l'Intérieur à l'échelle des 325 districts (*shahrestan*) qui existaient en 2005. Faute de carte administrative disponible à cette échelle pour cette date, certaines données ont été agrégées pour les adapter aux contours de la carte administrative comprenant 318 districts qui existait avant le partage de certains *shahrestan*.

Les résultats sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton.

<http://irandataportal.syr.edu/2005-presidential-election>

Bibliographie

- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.

- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.

- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, Harmattan, 2004, 120 p.

- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007, 499 p.

- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p.

http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr

- Hourcade B., 2006, « *In the Heart of Iran: the Electorate of Mahmoud Ahmadinejad* », *MERIP Reports*, n° 241.

- Hourcade, B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.

- Hourcade, B., 2018, « *Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ?* », *Hérodote*, n° 169, p. 99-116.

- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p. (voir chap. 7 « Empire, nationalités et nation en Iran » pp. 494-591).

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2005. La progression du vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad entre les premier et second tours (districts, 2005)

Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2009)

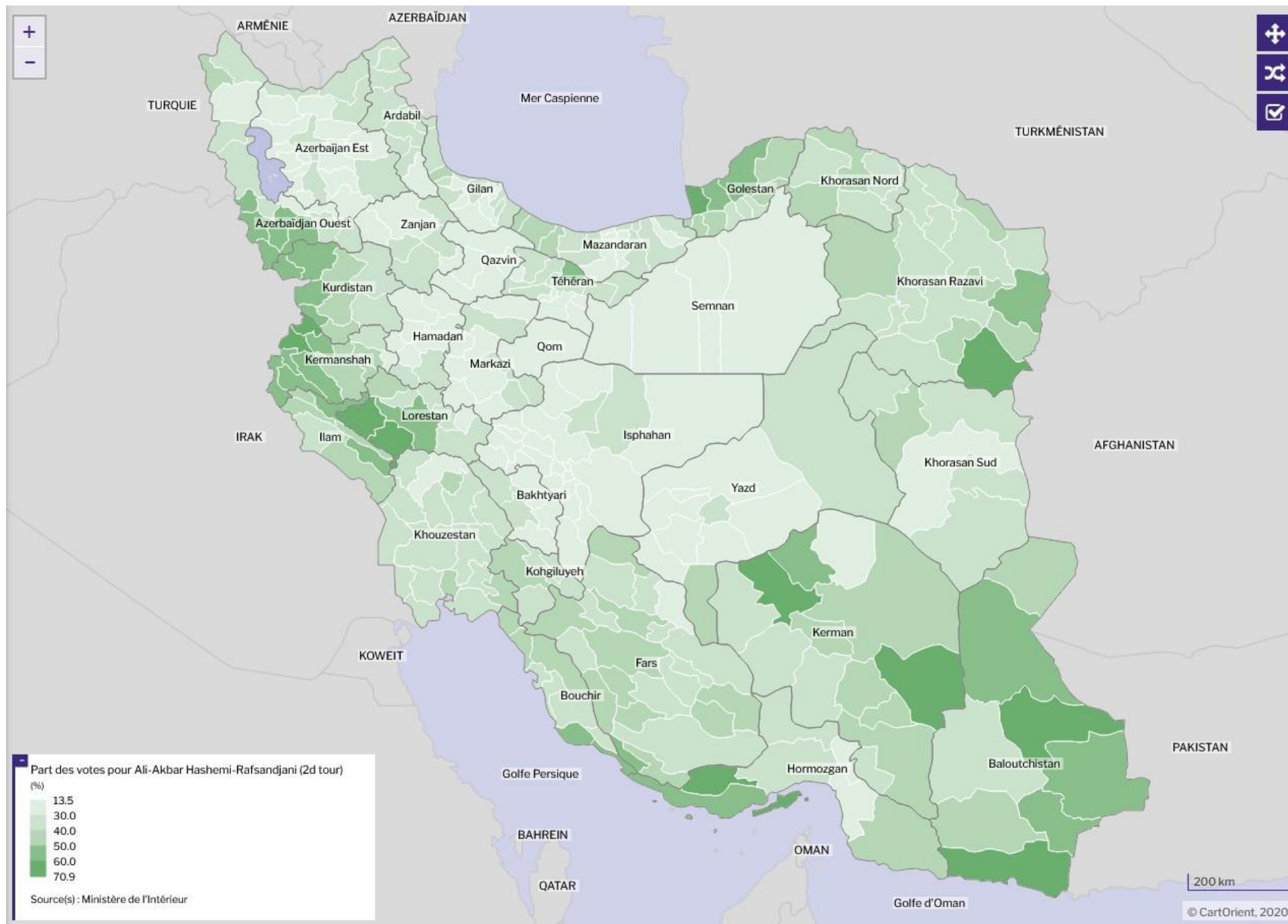
Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mir-Hosseyn Moussavi (districts, 2009)

Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)", *CartOrient*. Mis en ligne le 27 Septembre 2019. URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/157/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur d'Ali-Akbar Hashemi- Rafsandjani (districts, 2005)



Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur d'Ali-Akbar Hashemi-Rafсанджани (districts, 2005)

Bernard Hourcade

Pour la première et unique fois de l'histoire de la République islamique d'Iran, aucun des cinq candidats ne fut élu au premier tour de l'élection présidentielle de 2005, et un second tour fut organisé le 24 juin 2005. Autant que la victoire inattendue du maire de Téhéran Mahmoud Ahmadinejad, la défaite sans appel du candidat favori, Ali-Akbar Hashemi-Rafсанджани, fut un évènement politique majeur.

La défaite de ce religieux - *hojat ol-eslam* - considéré comme l'un des hommes politiques le plus influents du pays fut une surprise. Natif de Bahreman, localité du district de Rafсанджан, situé dans la province de Kerman, cet ancien président du Parlement (1981-1989), ancien président de la République (1989-1997), avait été l'artisan de la reconstruction du pays après la guerre Irak Iran. Homme politique et homme d'affaire pragmatiste et avisé, il avait fait partie du cercle le plus proche de l'ayatollah Khomeyni, et semblait en mesure de poursuivre dans les domaines politique et économique, la politique d'ouverture conduite pendant les deux mandats de Mohammad Khatami.

Pourtant, Mahmoud Ahmadinejad l'emporta largement. Maire de Téhéran depuis 2003, cet ingénieur de formation, d'origine modeste devait son ascension sociale et politique au nouveau régime politique. Il n'était membre ni du clergé ni de la hiérarchie des Gardiens de la révolution mais il s'appuyait surtout sur l'islam populaire traditionnel. Sa victoire empêcha le retour au premier plan d'un membre du clergé qui avait été un acteur majeur de la vie politique depuis la révolution et qui entretenait des liens très étroits avec les milieux d'affaires.

La carte représente le pourcentage des suffrages obtenus par Ali-Akbar Hashemi-Rafсанджани au second tour, à l'échelle des 325 districts (*shahrestan*) qui existaient à cette date, selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2005

Candidats	1 ^{er} tour	%	2 ^{ème} tour	%
Ali- Akbar Hashemi- Rafсанджани	6 211 937	21,1	10 046 701	35,9
Mahmoud Ahmadinejad	5 711 696	19,4	17 284 782	61,7
Mahdi Karroubi	5 070 114	17,2	-	-
Mostafa Mo'in	4 095 827	13,9	-	-
Mohammad-Bager Ghalibaf	4 083 951	13,9	-	-
Ali Larijani	1 713 810	5,8	-	-
Mohsen Mehralizadeh	1 288 640	4,4	-	-
Blancs et nuls	1 224 882	4,2	663 770	2,4
Total	29 400 857	100,0	27 995 253	100,0

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Avant la réforme électorale de 2007, étaient électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 15 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique.

Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin.

Un échec inattendu

Arrivé en tête au premier tour avec 21,1 % des voix, Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani a seulement obtenu 35,9 % des suffrages le 14 juin 2005, ne recueillant officiellement que 4 millions de voix supplémentaires, tandis que Mahmoud Ahmadinejad progressait de près de 12 millions de voix entre les deux tours, malgré une baisse du taux de participation (59,8 %, contre 62,8 % au premier tour). De ce fait, il n'a été majoritaire que dans 41 districts (sur 325), ce qui était largement insuffisant pour pouvoir l'emporter.

Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani a réalisé ses meilleurs scores dans des régions périphériques, non-persanophones et/ou non-chiites, où des considérations politiques ont convaincu la majorité des électeurs de voter pour un religieux chiite réputé pour son pragmatisme et son ouverture politique et économique plutôt que pour un ingénieur connu pour son idéologie religieuse. Ce fut notamment le cas dans plusieurs districts du Baloutchistan et du Kurdistan. Phénomène classique, il a également recueilli un nombre élevé de suffrages dans sa région d'origine, le district de Rafsanjan, où son score a atteint 69,6 %.

À l'inverse, l'ancien président fut loin d'emporter l'adhésion dans les régions centrales, y compris dans la plupart des villes, ne recueillant respectivement que 25 % et 28 % des voix à Qom et à Ispahan. Si Chiraz a davantage voté en faveur d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani que le pays (avec 42,5 %), la plupart des villes ont apporté leur soutien au maire de Téhéran. À Mashhad et à Tabriz, le score du candidat pragmatiste ne dépassa que très légèrement 30 % des suffrages. Par ailleurs, à Téhéran, où Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani a obtenu un score supérieur à sa moyenne nationale (38,9 %), soutenu notamment par la bourgeoisie moyenne, d'importants écarts entre les quartiers sont perceptibles : le district aisé de Shemiran, au nord de l'agglomération, a majoritairement voté pour le candidat (51,2 %), tandis que le district populaire de Rey,

au sud de la métropole, n'accorda que 20 % des voix à celui qui aspirait à redevenir président.

A l'échelle du pays, la géographie du vote en faveur d'A.-A. Hashemi-Rafsanjani dessine donc un territoire étriqué et éclaté, face à un Mahmoud Ahmadinejad qui a presque dans toutes les régions davantage progressé entre les deux tours, conservant, de surcroît, le soutien massif des régions centrales.

Source(s)

Les résultats officiels de l'élection présidentielle ont été publiés par le Ministère de l'Intérieur à l'échelle des 325 districts (*shahrestan*) qui existaient en 2005. Faute de carte administrative disponible à cette échelle pour cette date, certaines données ont été agrégées pour les adapter aux contours de la carte administrative comprenant 318 districts qui existait avant le partage de certains *shahrestan*.

Les résultats sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton.

<http://irandataportal.syr.edu/2005-presidential-election>

Bibliographie

- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, Harmattan, 2004, 120 p.
- Digard J.-P., Hourcade B., et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007, 499 p.
- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p. http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr
- Hourcade B., 2006, « In the Heart of Iran: the Electorate of Mahmoud Ahmadinejad », *MERIP Reports*, n° 241.
- Hourcade, B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.
- Hourcade, B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, n° 169, p. 99-116.

- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p. (voir chap. 7 « Empire, nationalités et nation en Iran » pp. 494-591).

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

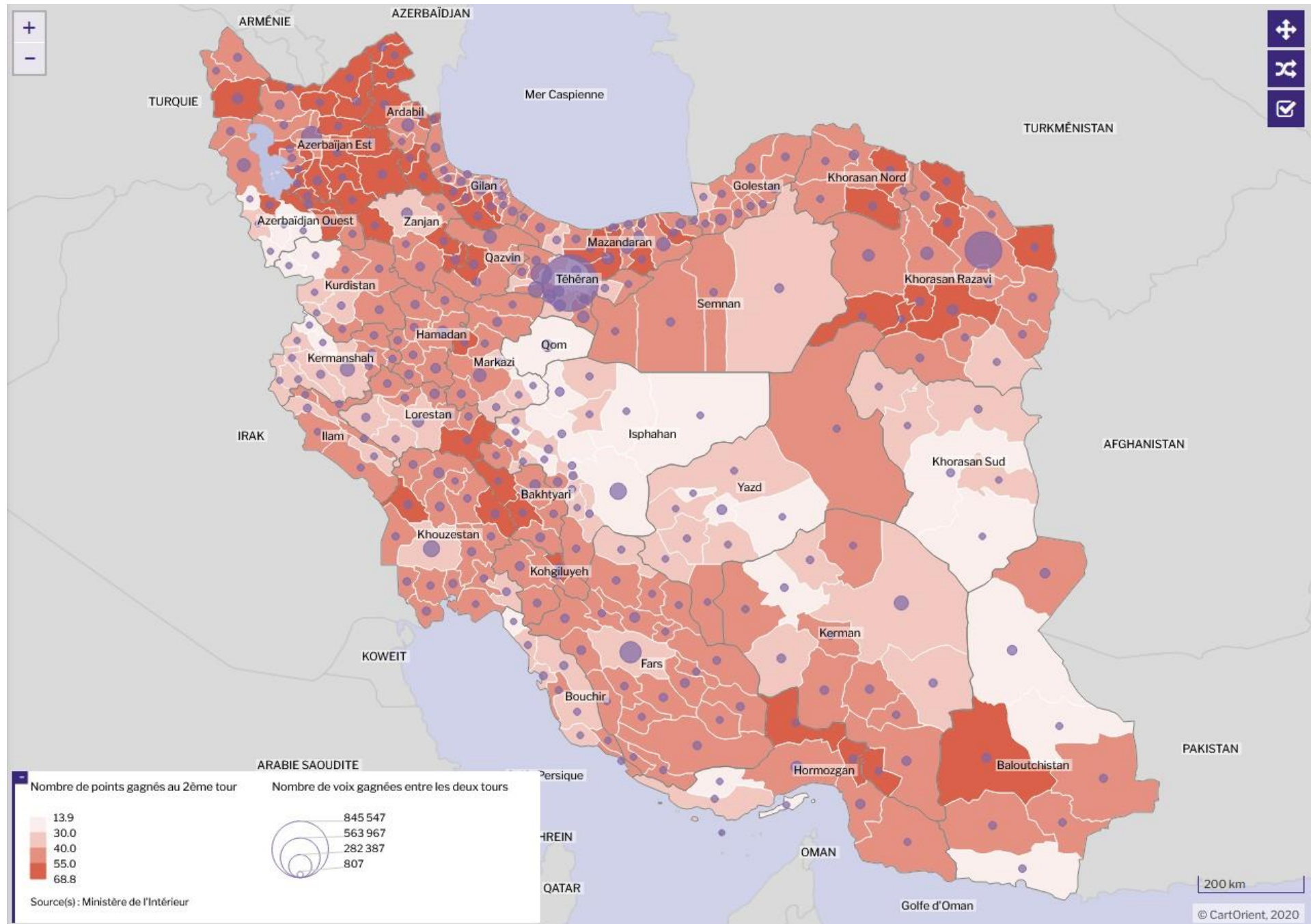
Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005)
 Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)
 Election présidentielle en Iran - 1993. Taux de participation pour la réélection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1993)
 Election présidentielle en Iran - 1989. Taux de participation pour l'élection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1989)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005)", *CartOrient*. Mis en ligne le 08 Novembre 2019. URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/165/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2005. La progression du vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad entre les premier et second tours (districts, 2005)



Election présidentielle en Iran - 2005. La progression du vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad entre les premier et second tours (districts, 2005)

Bernard Hourcade

Pour la première et unique fois de l'histoire de la République islamique d'Iran, l'élection présidentielle de 2005 nécessita l'organisation d'un second tour, qui vit la victoire de Mahmoud Ahmadinejad contre Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, avec 61,7 % des voix, le 24 juin. Une semaine auparavant, cinq candidats avaient obtenu plus de 10 % des suffrages.

L'élection de Mahmoud Ahmadinejad, maire de Téhéran depuis 2003, homme d'appareil, d'origine modeste, peu connu, et sans lien direct avec l'élite des *Pasdarān* (Gardiens de la Révolution) ni du clergé, a surpris. Il était en effet opposé à des personnalités politiques de premier plan, comme l'ancien président Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani ou l'ancien président du parlement Mehdi Karroubi, qui disposaient chacun d'un très puissant réseau d'influence. Sa victoire ne saurait toutefois seulement s'expliquer par des rivalités entre ces différentes factions ou par des manœuvres frauduleuses. Elle traduisait également l'émergence d'un courant politique populaire/populiste ayant de solides racines sociales. Mahmoud Ahmadinejad réussissait à cumuler les avantages d'une image nouvelle et d'une assise conservatrice traditionnellement forte dans l'Iran central.

En propulsant au pouvoir une personnalité d'origine très modeste, un fils de forgeron, n'appartenant ni au clergé chiite ni aux cadres des Gardiens de la Révolution censés contrôler la vie politique du pays, cette élection présidentielle est arrivée à point nommé pour donner une nouvelle légitimité à la République islamique. La victoire de Mahmoud Ahmadinejad pouvait faire écho à la dimension sociale de la révolution islamique prônée par l'ayatollah Khomeyni. Un excellent « casting » politique, mais qui allait se révéler par la suite très difficile à gérer pour le pouvoir iranien.

La carte représente l'augmentation du nombre de suffrages obtenus par Mahmoud

Ahmadinejad, en voix et en points, entre les premier et second tours, à l'échelle des 325 districts (*shahrestān*) qui existaient à cette date, selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2005

Candidats	1 ^{er} tour	%	2 ^{ème} tour	%
Ali- Akbar Hashemi- Rafsanjani	6 211 937	21,1	10 046 701	35,9
Mahmoud Ahmadinejad	5 711 696	19,4	17 284 782	61,7
Mehdi Karroubi	5 070 114	17,2	-	-
Mostafa Mo'in	4 095 827	13,9	-	-
Mohammad-Bagher Ghalibaf	4 083 951	13,9	-	-
Ali Larijani	1 713 810	5,8	-	-
Mohsen Mehralizadeh	1 288 640	4,4	-	-
Blancs et nuls	1 224 882	4,2	663 770	2,4
Total	29 400 857	100,0	27 995 253	100,0

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Avant la réforme électorale de 2007, étaient électeurs tous les Iraniens, hommes

et femmes âgés de 16 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin. En dépit de ce mode de désignation des candidats, les campagnes électorales sont très actives.

Une victoire inattendue

La surprise du premier tour qui vit le maire de Téhéran faire presque jeu égal (19,4% de voix) avec le très puissant et expérimenté Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (21,1% des voix) fut encore plus grande au second tour de l'élection, car la victoire de Mahmoud Ahmadinejad fut écrasante. Ce fut un choc politique, qui imposait de revoir bien des analyses sur la vie politique iranienne, notamment sur la place du clergé et des personnalités proches de l'ayatollah Khomeyni qui avaient dirigé jusqu'alors le pays.

Organisée par le gouvernement du président réformateur Mohammad Khatami, cette élection a vu ses résultats être publiés pour la première fois à l'échelle des *shahrestan*. Même si les résultats laissent apparaître de réels rapports de force, elle a toutefois été dénoncée comme frauduleuse par certains, en particulier par Mehdi Karubi, officiellement arrivé en troisième position avec 17,2 % des suffrages au premier tour. Il est notamment possible que les autorités aient, de la sorte, souhaité éviter un second tour opposant deux dignitaires religieux très connus, lequel aurait donné à voir une fracture politique au sein du clergé que le discours officiel a toujours voulu minimiser.

Un succès politique à l'échelle nationale

La géographie du premier tour montrait une opposition très marquée entre le centre du pays persanophone, chiite et conservateur soutenant Mahmoud Ahmadinejad et les régions périphériques, souvent sunnites et non persanophones, où, en plus d'un vote politique, les autres candidats ont bénéficié du vote local dans leur région

d'origine. Celle du second tour reproduit ce gradient centre-périphérie, mais de façon atténuée, M. Ahmadinejad élargissant son audience à l'ensemble du territoire national : le maire de Téhéran a obtenu la majorité dans toutes les régions à l'exception des provinces à forte population sunnites, notamment au Kurdistan et au Baloutchistan.

Le vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad a partout progressé entre les deux tours, dans les régions centrales comme dans les régions périphériques. En proportion, c'est même dans ces dernières que la progression fut la plus importante (Baloutchistan, mais surtout Azerbaïdjan). Face à Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, Mahmoud Ahmadinejad a tiré profit de la volonté de la majorité des électeurs d'empêcher le retour au premier plan d'un membre du clergé connu pour être un acteur majeur de la vie politique depuis la révolution et pour entretenir des liens étroits avec les milieux d'affaires. Il est aussi probable que des pratiques frauduleuses aient, dans certains districts, gonflé son score. Dans un contexte marqué par une baisse de la participation (59,8 %, contre 62,8 % au premier tour), M. Ahmadinejad a ainsi progressé de près de 12 millions de voix entre les deux tours, tandis que son adversaire en gagnait moins de 4 millions. Mais plus qu'un succès pour Mahmoud Ahmadinejad, cette élection fut avant tout un échec pour Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani, qui en avait été le favori.

Le vote de l'Iran révolutionnaire et populaire ?

En 2005, Mahmoud Ahmadinejad était, à bien des égards, le seul candidat à avoir conservé et entretenu des relations avec les couches populaires, dont l'adhésion à la révolution de 1979 avait été déterminante et qui avaient le sentiment d'avoir été écartées durant la période de reconstruction qui a suivi la fin de la guerre Irak-Iran pendant la présidence d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (1989-1997) et pendant la période d'ouverture culturelle correspondant aux deux mandats du réformateur Mohammad Khatami (1997-2005).

En 2009, Mahmoud Ahmadinejad fut réélu à la présidence de la République dès le premier tour, avec plus de 60 % des voix. Ce résultat fut toutefois dénoncé comme frauduleux et massivement contesté dans la rue, révélant un mécontentement général très éloigné de l'espoir qu'avait suscité, dans certaines couches de la population iranienne, son élection en 2005.

Source(s)

Les résultats officiels de l'élection présidentielle ont été publiés par le Ministère de l'Intérieur à l'échelle des 325 districts (*shahrestan*) qui existaient en 2005. Faute de carte administrative disponible à cette échelle pour cette date, certaines données ont été agrégées pour les adapter aux contours de la carte administrative comprenant 318 districts qui existait avant le partage de certains *shahrestan*.

Les résultats sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton.

<http://irandataportal.syr.edu/2005-presidential-election>

Bibliographie

- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.

- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.

- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, Harmattan, 2004, 120 p.

- Digard J.-P., Hourcade B., et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007, 499 p.

- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p.

http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr

- Hourcade B., 2006, « *In the Heart of Iran: the Electorate of Mahmoud Ahmadinejad* », *MERIP Reports*, n° 241.

- Hourcade, B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.

- Hourcade, B., 2018, « *Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ?* », *Hérodote*, n° 169, p. 99-116.

- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p. (voir chap. 7 « Empire, nationalités et nation en Iran » pp. 494-591).

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2009)

Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mir-Hosseyn Moussavi (districts, 2009)

Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

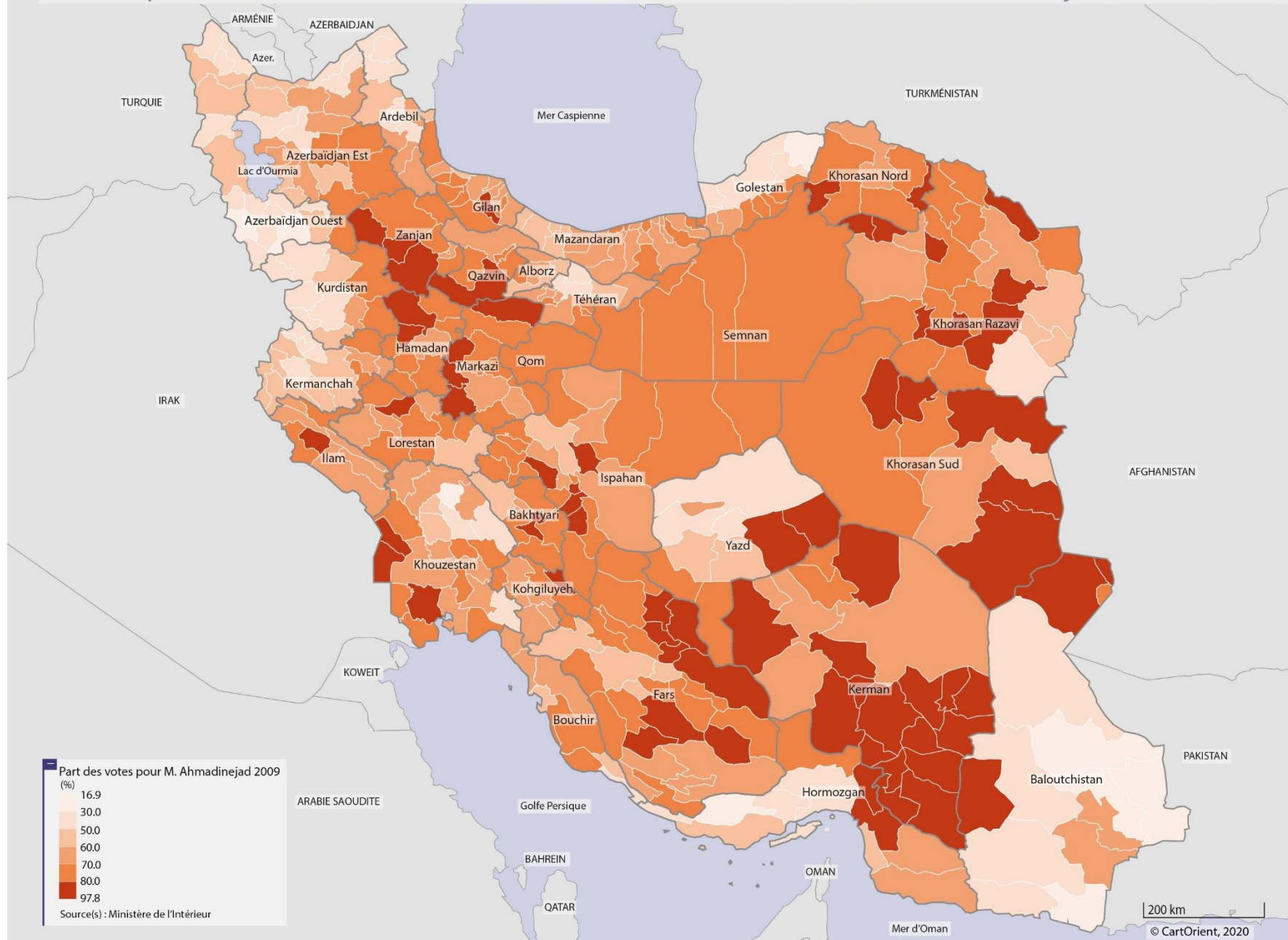
Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2005. La progression du vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad entre les premier et second tours (districts, 2005)", *CartOrient*. Mis en ligne le 28 Septembre 2019.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/156/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2009)



Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2009)

Bernard Hourcade

L'élection présidentielle du 12 juin 2009, remportée au premier tour par le président sortant Mahmoud Ahmadinejad, avec 62,6% des suffrages, marque une date importante dans l'histoire électorale de la République islamique d'Iran car, pour la première fois, le résultat a été fortement contesté, avec des manifestations de masse, durement réprimées, à Téhéran et dans les grandes métropoles, les plus importantes depuis la révolution de 1979. Jamais auparavant l'opposition entre deux candidats ne s'était manifestée après la publication des résultats qui avaient toujours été acceptés sans contestation publique. Ce consensus formel qui préservait l'image de l'unité de la République islamique et le pouvoir du Guide suprême, a donc été brisé, provoquant une scission profonde et durable au sein du système et des élites politiques. En 2018, les deux leaders de la contestation Mir-Hosseyn Moussavi et Mehdi Karroubi étaient toujours en résidence surveillée et l'ancien président réformateur Mohammad Khatami interdit de parole publique.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2009

Candidats	Voix	%
Mahmoud Ahmadinejad	24 527 516	62,63
Mir-Hosseyn Moussavi	13 216 411	33,75
Mohsen Rezaei	678 240	1,73
Mehdi Karroubi	333 635	0,85
Blancs et nuls	409 389	1,05
Total	39 165 191	100,0

La carte représente les suffrages obtenus par Mahmoud Ahmadinejad, à l'échelle des districts (*sharestan*), selon les données publiées par le Ministère de l'intérieur.

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 18 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin. En dépit de ce mode de désignation des candidats, les campagnes électorales sont très actives.

Ahmadinejad réélu

Au terme du processus de sélection des candidatures assuré par le Conseil des Gardiens de la Constitution, seulement quatre candidats ont été autorisés à se présenter devant le suffrage des Iraniens, sur les 485 qui en avaient exprimé le souhait : Mahmoud Ahmadinejad, Mehdi Karroubi, Mir-Hosseyn Moussavi et Mohsen Rezaie.

Déjà candidat à l'élection présidentielle de 2005, à laquelle il avait obtenu 17,2 % des suffrages, Mehdi Karroubi était connu pour être un religieux très actif dans la vie politique de la République islamique dont il fut longtemps le président du Parlement. Il défendait une politique réformatrice modérée. De son côté, Mir-Hosseyn Moussavi,

qui fut premier ministre de 1981 à 1989, pendant la très dure période de la guerre Irak-Iran alors que Ali Khamenei était président de la République, se présentait comme un partisan de l'ouverture politique nationale et internationale. Général, commandant des Gardiens de la révolution de 1980 à 1997, Mohsen Rezaie apparaissait comme une figure conservatrice, à la fois réputée pour son attachement au régime islamique et pour son pragmatisme.

Officiellement, le président sortant conservateur et populiste, Mahmoud Ahmadinejad, a été élu au premier tour avec 64,2 % des voix contre 33,9 % à Mir-Hosseyn Moussavi, Mehdi Karroubi (0,9 %) et Mohsen Rezaie (1,7 %) obtenant, de manière surprenante, un nombre infime de voix au regard de leur notoriété. Le taux de participation a été exceptionnellement élevé (85 %), alors que le nombre total d'électeurs (46 199 997) était en légère baisse par rapport à 2005, la majorité électorale étant passée en 2007 de 16 à 18 ans.

Au-delà de la contestation électorale, une rupture politique

La manifestation de protestation organisée à Téhéran dès le lendemain du vote fut la plus massive depuis celles de la Révolution de 1979. Ces « événements de 88 » (1388 du calendrier iranien) ont ainsi profondément marqué la vie politique iranienne et divisé la classe politique au pouvoir depuis 1979. Au-delà des accusations de fraude électorale (« Où est mon vote ? »), le conflit a opposé ouvertement deux courants politiques complexes et mouvants ; disposant chacun pour la première fois d'une base populaire et de leaders (Ansari, 2010) : un courant « réformateur » et un courant « conservateur ».

Le courant « réformateur » s'était affirmé et construit durant les deux mandats de Mohammad Khatami (1997-2005). Il était assez fort pour contester le pouvoir populiste qui avait été structuré et organisé durant le premier mandat de Mahmoud Ahmadinejad. En faveur d'une plus grande libéralisation de la société et d'une meilleure intégration internationale, il défendait la nécessité de répondre à la demande sociale, tout en restant dans le cadre de la République islamique. Le courant « conservateur » insistait, quant à lui, sur la nécessité de « résister » aux pressions intérieures et internationales (Kian, 2011).

La répression a rapidement mit fin à la contestation peu structurée du « Mouvement vert », qui s'était surtout manifestée à Téhéran et dans les grandes villes et dont les slogans avaient dépassé la contestation de la fraude pour viser le gouvernement mais aussi le régime de la République islamique et le pouvoir du Guide suprême, Ali Khamenei.

Une élection au cœur de la vie politique nationale

La fraude électorale n'a probablement jamais été absente des précédentes élections, mais elle n'avait pas réellement suscité de protestation à grande échelle. La plupart du temps, elle ne changeait pas l'issue de scrutins qui étaient souvent sans enjeu puisqu'un seul candidat officiel s'imposait sans débat véritable, par une sorte de consensus fataliste.

L'abstention était souvent massive comme en 1985, avec 54,7 % de participation pour la réélection d'Ali Khamenei, ou en 1989, avec 54,6 % de participation pour l'élection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani. Même pour la première élection présidentielle qui vit en 1980 l'élection de Abol-Hassan Bani-Sadr avec 59,9 % des suffrages, la participation fut seulement de 67,4 %. Le contexte politique était pourtant tout à fait différent, avec 96 candidats officiels et après une campagne souvent violente mais concurrentielle, le débat politique étant alors très ouvert, quelques mois après la chute du régime impérial. En 1997, l'élection surprise de Mohammad Khatami fut la première à mobiliser massivement le corps électoral avec 79,9 % de participation. En 2005, l'élection de Mahmoud Ahmadinejad après deux tours de scrutin ne souleva pas de contestation.

Malgré ses lacunes, le processus électoral est entré durablement dans la culture politique du pays. Et les événements de 2009 ont confirmé la place nouvelle de l'élection présidentielle dans la vie politique nationale.

La fraude électorale et sa contestation

Il est possible, et peut être même probable, que Mahmoud Ahmadinejad aurait été réélu sans fraude en 2009, mais seulement au second tour. Mais cette dernière

hypothèse semble avoir été jugée trop risquée car, bien plus qu'en 2005, elle aurait divisé de façon trop visible toute l'élite politique au pouvoir depuis 1979, et donc fragilisé, sinon la République islamique elle-même, du moins ceux qui la contrôlaient, c'est-à-dire le Guide et son entourage.

Le pouvoir en place craignait en effet une victoire de Mir-Hosseyn Moussavi, longtemps très proche de l'Ayatollah Khomeyni, mais devenu partisan de l'ouverture politique et soutenu par les courants réformateurs nostalgiques des années Khatami. De nombreux analystes jugeaient cette victoire électorale peu probable. Toutefois, la crainte d'un changement de politique profond soutenu par une forte légitimité populaire était telle, qu'il fut décidé que tout serait fait pour que Mahmoud Ahmadinejad soit réélu. Cette obstination fut à l'évidence une grave erreur politique en aggravant la mauvaise image du régime politique iranien à l'intérieur du pays comme à l'extérieur.

De nombreux témoins et de multiples publications ont décrit combien la mise en œuvre de la fraude fut maladroite : annonce anticipée du vainqueur, résultats locaux incohérents, résultats spectaculairement faibles notamment pour Mehdi Karroubi (Ansari, 2010, Parizi, 2010, Ladier-Fouladi, 2011). Dans le contexte politique du moment, ces manœuvres frauduleuses ont fait éclater un mouvement de révolte « républicain », spontané, pour défendre l'honnêteté des élections. L'arrestation des candidats battus (Moussavi et Karroubi) et la force de la répression ont rapidement mis fin à la protestation et à l'expression politique publique du « Mouvement vert ».

Une géographie électorale inchangée ?

Il est frappant de constater que la fraude électorale a changé les résultats à l'échelle nationale, mais en restant conforme à la géographie électorale que l'on a observé dans les scrutins antérieurs.

D'après les résultats officiels, le candidat conservateur et populiste a été largement majoritaire dans l'Iran central (sauf dans la région de Yazd d'où est originaire l'ancien président réformateur Mohammad Khatami) et dans l'Iran rural (Zānjān, Hamadān, Markazi, Khorasan méridional). A tel point que les suffrages en faveur de Mahmoud

Ahmadinejad ont parfois été si élevés qu'ils ont été suspectés de fraude, notamment dans la région de Kerman, fief électoral de l'ancien président Ali-Akbar Hashemi-Rafсандjani, où ils ont souvent dépassé 85 %.

Tels qu'ils ont été présentés par les autorités, les résultats montrent surtout que le vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad fut le seul à présenter une réelle dimension nationale, tandis que celui en faveur des autres candidats, à l'exception relative de Mir-Hosseyn Moussavi, fut local et régional. Tout en ayant une certaine assise nationale, mais à un niveau plus bas que Mahmoud Ahmadinejad, Mir-Hosseyn Moussavi l'a seulement emporté dans sa région natale d'Azerbaïdjan, dans des régions périphériques où la population sunnite est souvent majoritaire (Balouchistan) ou dans les quartiers nord de Téhéran.

La distribution géographique du vote en faveur de Mehdi Karroubi et de Mohsen Rezaie est encore plus concentrée, limitée à leur région d'origine. Mohsen Rezaie a ainsi obtenu des résultats honorables dans quelques districts des régions de Chahar Mahal Bakhtyari et du Khuzestan, habitées par les nomades de la tribu des Bakhtyaris à laquelle il appartient (62,1 % à Lāli, 33,2 % à Masjed Soleyman, 30,1 % à Izeh). Mehdi Karroubi n'a obtenu un soutien significatif, avec plus de 8% de voix, que dans la province du Lorestan dont il est originaire. Aligudarz a ainsi été la seule ville où son résultat (21,8%) a correspondu à sa notoriété, ce qui invite à penser que c'est principalement à son détriment, plus qu'à celui de Moussavi, que les suffrages ont été détournés.

Malgré le caractère contestable des chiffres officiels, l'analyse géographique des votes montre enfin que la candidature de Mir-Hosseyn Moussavi a rencontré un écho particulier à Téhéran, notamment dans les quartiers nord et centre où la population bénéficie d'un niveau de revenu et d'éducation élevé, (62,8 % à Shemiran, 51,8 % dans la municipalité de Téhéran), de même dans la grande ville de banlieue de classe moyenne de Karaj (41,9 %). A l'opposé, le président sortant conservait un socle électoral très important dans les grandes villes de province (sauf à Tabriz (49,7 %)) et dans les banlieues populaires du sud de Téhéran (61,7 % à Eslāmsahr, 64,7 % à Rey, 71,7 % à Robat-Karim). Cette situation pourrait expliquer l'ampleur de la contestation dans la capitale comme l'échec du « Mouvement vert » à l'échelle du pays.

Source(s)

Les résultats officiels de l'élection présidentielle ont été publiés par le Ministère de l'Intérieur à l'échelle des 366 districts (*shahrestan*) qui existaient en 2009. Faute de carte administrative disponible à cette échelle pour cette date, les données ont été adaptées à la carte administrative du recensement de 2011, qui comprend 394 *shahrestan*, une quinzaine de districts ayant été divisés entre 2009 et 2011. Il a été attribué à ces nouveaux districts la valeur de leur district d'origine.

Les résultats sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton.

<http://irandataportal.syr.edu/2009-presidential-election>

Bibliographie

- Ansari A., 2010, *Crisis of Authority: Iran's 2009 Presidential Election*, Londres, Chatham House, 113 p.
- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, Harmattan, 2004, 120 p.
- Hourcade B., 2014, « L'élection présidentielle de juin 2009 », *Irancarto*. <http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=POL-100401&f=local&l=fr> <
- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.
- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, n°169, p. 99-116.
- Kian A., 2011, *L'Iran un mouvement sans révolution. La vague verte face au pouvoir mercanto-militariste*, Paris, Michalon, 187 p.

- Ladier-Fouladi M., 2011, « *Fraude sans précédent à la présidentielle iranienne de juin 2009* », *Outre Terre*, n°28, p. 249-272. https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-2-page-249.htm?try_download=1

- Ladier-Fouladi M., 2009, *Iran, un monde de paradoxe*, Paris, Atalante, 2009, 348 p.

- Parizi M., 2010, « Le miracle de l'élection présidentielle iranienne de juin 2009 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 2, p. 927-949. <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2010-5-page-927.htm>

- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.

- Sadjadpour K., 2008, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Carnegie Endowment Report, 35 p. https://carnegieendowment.org/files/sadjadpour_iran_final2.pdf

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)
Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001)
Election présidentielle en Iran - 1997. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 1997)
Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mir-Hosseyn Moussavi (districts, 2009)

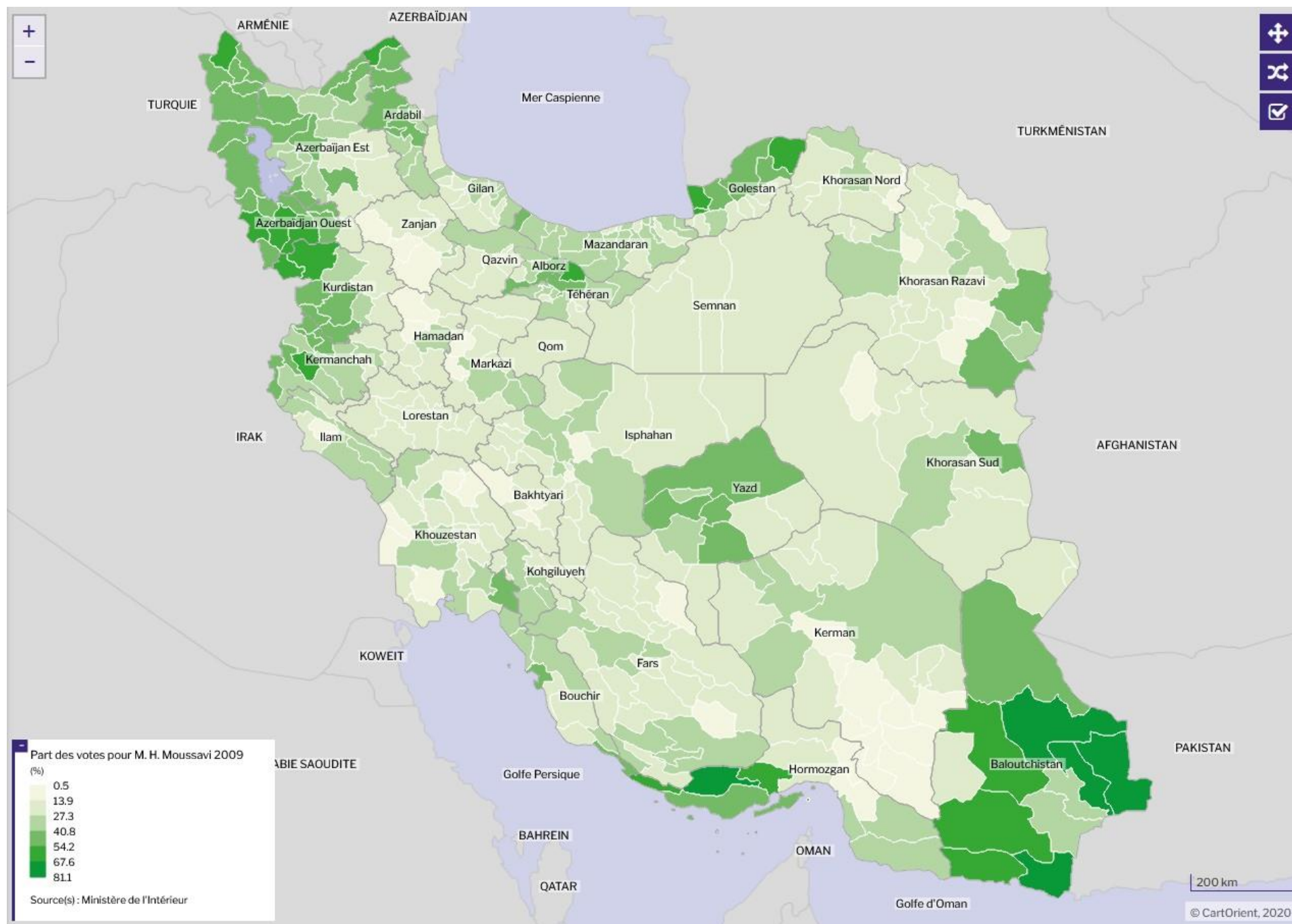
Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2009)", *CartOrient*. Mis en ligne le 17 Décembre 2018. Consultation le 25 Mars 2021.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/145/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mir-Hosseyn Moussavi (districts, 2009)



Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mir-Hosseyn Moussavi (districts, 2009)

Bernard Hourcade

L'élection présidentielle du 12 juin 2009, remportée au premier tour par le président sortant Mahmoud Ahmadinejad, avec 62,6% des suffrages, contre 33,7% des voix à Mir-Hosseyn Moussavi, son principal opposant, marque une date importante dans l'histoire électorale de la République islamique d'Iran. Pour la première fois, le résultat a été fortement contesté, avec des manifestations de masse, durement réprimées, à Téhéran et dans les grandes métropoles, les plus importantes depuis la révolution de 1979. Jamais auparavant l'opposition entre deux candidats ne s'était manifestée après la publication des résultats qui avaient toujours été acceptés sans contestation publique. Ce consensus formel qui préservait l'image de l'unité de la République islamique et le pouvoir du Guide suprême, a donc été brisé, provoquant une scission profonde et durable au sein du système et des élites politiques. En 2018, les deux leaders de la contestation Mir-Hosseyn Moussavi et Mehdi Karroubi étaient toujours en résidence surveillée et l'ancien président réformateur Mohammad Khatami interdit de parole publique.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2009

Candidats	Voix	%
Mahmoud Ahmadinejad	24 527 516	62,63
Mir-Hosseyn Moussavi	13 216 411	33,75
Mohsen Rezaei	678 240	1,73
Mehdi Karroubi	333 635	0,85
Blancs et nuls	409 389	1,05
Total	39 165 191	100,0

La carte représente les suffrages obtenus par Mir-Hosseyn Moussavi, à l'échelle des districts (*sharestān*), selon les données publiées par le Ministère de l'intérieur.

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 18 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin. En dépit de ce mode de désignation des candidats, les campagnes électorales sont très actives.

Ahmadinejad réélu

Au terme du processus de sélection des candidatures assuré par le Conseil des Gardiens de la Constitution, seulement quatre candidats ont été autorisés à se présenter devant le suffrage des Iraniens, sur les 485 qui en avaient exprimé le souhait : Mahmoud Ahmadinejad, Mehdi Karroubi, Mir-Hosseyn Moussavi et Mohsen Rezaei.

Déjà candidat à l'élection présidentielle de 2005, à laquelle il avait obtenu 17,2 % des suffrages, Mehdi Karroubi était connu pour être un religieux très actif dans la vie politique de la République islamique dont il fut longtemps le président du Parlement. Il défendait une politique réformatrice modérée. De son côté, Mir-Hosseyn Moussavi, qui fut premier ministre de 1981 à 1989, pendant la très dure période de la guerre Irak-Iran alors que Ali Khamenei était président de la République, se présentait comme

un partisan de l'ouverture politique nationale et internationale. Général, commandant des Gardiens de la révolution de 1980 1997, Mohsen Rezaie apparaissait comme une figure conservatrice, à la fois réputée pour son attachement au régime islamique et pour son pragmatisme.

Officiellement, le président sortant conservateur et populiste, Mahmoud Ahmadinejad, a été élu au premier tour avec 64,2% des voix contre 33,9% à Mir-Hosseyn Moussavi, Mehdi Karroubi (0,9%) et Mohsen Rezaie (1,7%) obtenant, de manière surprenante, un nombre infime de voix au regard de leur notoriété. Le taux de participation a été exceptionnellement élevé (85%), alors que le nombre total d'électeurs (46 199 997) était en légère baisse par rapport à 2005, la majorité électorale étant passée en 2007 de 15 à 18 ans.

Au-delà de la contestation électorale, une rupture politique

La manifestation de protestation organisée à Téhéran dès le lendemain du vote fut la plus massive depuis celles de la Révolution de 1979. Ces « événements de 88 » (1388 du calendrier iranien) ont ainsi profondément marqué la vie politique iranienne et divisé la classe politique au pouvoir depuis 1979. Au-delà des accusations de fraude électorale (« Où est mon vote ? »), le conflit a opposé ouvertement deux courants politiques complexes et mouvants ; disposant chacun pour la première fois d'une base populaire et de leaders (Ansari, 2010) : un courant « réformateur » et un courant « conservateur ».

Le courant « réformateur » s'était affirmé et construit durant les deux mandats de Mohammad Khatami (1997-2005). Il était assez fort pour contester le pouvoir populiste qui avait été structuré et organisé durant le premier mandat de Mahmoud Ahmadinejad. En faveur d'une plus grande libéralisation de la société et d'une meilleure intégration internationale, il défendait la nécessité de répondre à la demande sociale, tout en restant dans le cadre de la République islamique. Le courant « conservateur » insistait, quant à lui, sur la nécessité de « résister » aux pressions intérieures et internationales (Kian, 2011).

La répression a rapidement mis fin à la contestation peu structurée du « Mouvement

vert », qui s'était surtout manifestée à Téhéran et dans les grandes villes et dont les slogans avaient dépassé la contestation de la fraude pour viser le gouvernement mais aussi le régime de la République islamique et le pouvoir du Guide suprême, Ali Khamenei.

Une élection au cœur de la vie politique nationale

La fraude électorale n'a probablement jamais été absente des précédentes élections, mais elle n'avait pas réellement suscité de protestation à grande échelle. La plupart du temps, elle ne changeait pas l'issue de scrutins qui étaient souvent sans enjeu puisqu'un seul candidat officiel s'imposait sans débat véritable, par une sorte de consensus fataliste.

L'abstention était souvent massive comme en 1985, avec 54.7% de participation pour la réélection d'Ali Khamenei, ou en 1989, avec 54,6 % de participation pour l'élection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani. Même pour la première élection présidentielle qui vit en 1980 l'élection de Abol-Hassan Bani-Sadr avec 59,9% des suffrages, la participation fut seulement de 67,4%. Le contexte politique était pourtant tout à fait différent, avec 96 candidats officiels et après une campagne souvent violente mais concurrentielle, le débat politique étant alors très ouvert, quelques mois après la chute du régime impérial. En 1997, l'élection surprise de Mohammad Khatami fut la première à mobiliser massivement le corps électoral avec 79,9% de participation. En 2005, l'élection de Mahmoud Ahmadinejad après deux tours de scrutin ne souleva pas de contestation.

Malgré ses lacunes, le processus électoral est entré durablement dans la culture politique du pays. Et les événements de 2009 ont confirmé la place nouvelle de l'élection présidentielle dans la vie politique nationale.

La fraude électorale et sa contestation

Il est possible, et peut être même probable, que Mahmoud Ahmadinejad aurait été réélu sans fraude en 2009, mais seulement au second tour. Mais cette dernière hypothèse semble avoir été jugée trop risquée car, bien plus qu'en 2005, elle aurait

divisé de façon trop visible toute l'élite politique au pouvoir depuis 1979, et donc fragilisé, sinon la République islamique elle-même, du moins ceux qui la contrôlaient, c'est-à-dire le Guide et son entourage.

Le pouvoir en place craignait en effet une victoire de Mir-Hosseyn Moussavi, longtemps très proche de l'Ayatollah Khomeyni, mais devenu partisan de l'ouverture politique et soutenu par les courants réformateurs nostalgiques des années Khatami. De nombreux analystes jugeaient cette victoire électorale peu probable. Toutefois, la crainte d'un changement de politique profond soutenu par une forte légitimité populaire était telle, qu'il fut décidé que tout serait fait pour que Mahmoud Ahmadinejad soit réélu. Cette obstination fut à l'évidence une grave erreur politique en aggravant la mauvaise image du régime politique iranien à l'intérieur du pays comme à l'extérieur.

De nombreux témoins et de multiples publications ont décrit combien la mise en œuvre de la fraude fut maladroite : annonce anticipée du vainqueur, résultats locaux incohérents, résultats spectaculairement faibles notamment pour Mehdi Karroubi (Ansari, 2010, Parizi, 2010, Ladier-Fouladi, 2011). Dans le contexte politique du moment, ces manœuvres frauduleuses ont fait éclater un mouvement de révolte « républicain », spontané, pour défendre l'honnêteté des élections. L'arrestation des candidats battus (Moussavi et Karroubi) et la force de la répression ont rapidement mis fin à la protestation et à l'expression politique publique du « Mouvement vert ».

La marginalité du vote Moussavi

Il est frappant de constater que la fraude électorale a changé les résultats à l'échelle nationale, mais en restant conforme à la géographie électorale que l'on a observé dans les scrutins antérieurs.

Tels qu'ils ont été présentés par les autorités, les résultats montrent que le vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad fut le seul à présenter une réelle dimension nationale, tandis que celui en faveur des autres candidats, à l'exception relative de Mir Hossein Moussavi, fut local et régional. Le candidat conservateur et populiste a été largement majoritaire dans l'Iran central (sauf dans la région de Yazd d'où est

originaire l'ancien président Réformateur Mohammad Khatami) et dans l'Iran rural (Zānjān, Hamadān, Markazi, Khorasan méridional).

La carte du vote en faveur de Mir Hossein Moussavi est quasiment le négatif de celle en faveur de Mahmoud Ahmadinejad, les deux autres candidats ayant officiellement réalisé un score plus que modeste. L'ancien Premier ministre a obtenu de nombreux suffrages sur l'ensemble du territoire, bien qu'à un niveau beaucoup plus bas que Mahmoud Ahmadinejad, mais son principal handicap a été la concentration géographique des voix sur seulement quelques régions trop limitées. Comme tous les candidats réformateurs, il bénéficie d'un soutien massif dans les régions périphériques où la population sunnite est forte (81,1% à Khāsh, 75% à Sarāvān, au Balouchistan, 66,2% à Maraveh Tapeh, district turkmène de la province de Golestan, 62,4% à Sazez au Kurdistan), ou dans sa province natale d'Azerbaïdjan (65% à Māku). Son succès relatif dans la région de Yazd (53,2 à Ardakan, petite ville natale du président Khatami, 50,7% à Yazd) ne saurait compenser les faibles résultats dans les régions peuplées de l'Iran central. Par ailleurs, la fraude parfois évidente (47,9% des voix à Tabriz contre 49,7% pour Ahmadinejad) n'est pas toujours une explication suffisante pour expliquer les résultats médiocres du candidat réformateur dans la plupart des grandes villes.

Malgré le caractère contestable des chiffres officiels, l'analyse géographique des votes montre toutefois que la candidature de Mir Hossein Moussavi a rencontré un écho particulier à Téhéran, notamment dans les quartiers nord et centre où la population bénéficie d'un niveau de revenu et d'éducation élevé, (62,8% à Shemiran, 51,8 % dans la municipalité de Téhéran), de même dans la grande ville de banlieue de classe moyenne de Karaj (41,9%). À l'opposé, le président sortant conservait un socle électoral très important dans les banlieues populaires du sud de Téhéran (61,7% à Eslāmsahr, 64,7% à Rey, 71,7% à Robat-Karim), ainsi que dans les grandes villes de province (sauf à Tabriz). Cette situation pourrait expliquer l'ampleur de la contestation dans la capitale comme l'échec du « Mouvement vert » à l'échelle du pays.

Source(s)

Les résultats officiels de l'élection présidentielle ont été publiés par le Ministère de l'Intérieur à l'échelle des 366 districts (*shahrestan*) qui existaient en 2009. Faute de carte administrative disponible à cette échelle pour cette date, les données ont été adaptées à la carte administrative du recensement de 2011, qui comprend 394 *shahrestan*, une quinzaine de districts ayant été divisés entre 2009 et 2011. Ils ont été attribués à ces nouveaux districts la valeur de leur district d'origine.

Les résultats sont désormais disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton.

<http://irandataportal.syr.edu/2009-presidential-election>

Bibliographie

- Ansari A., 2010, *Crisis of Authority: Iran's 2009 Presidential Election*, Londres, Chatham House, 113 p.

- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.

- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.

- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, Harmattan, 2004, 120 p.

- Hourcade B., 2014, « L'élection présidentielle de juin 2009 », *Irancarto*.
<http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=POL-100401&f=local&l=fr>

- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.

- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, n° 169, p. 99-116.

- Kian A., 2011, *L'Iran un mouvement sans révolution. La vague verte face au pouvoir mercantile-militariste*, Paris, Michalon, 187 p.

- Ladier-Fouladi M., 2011, « Fraude sans précédent à la présidentielle iranienne de juin 2009 », *Outre Terre*, n° 28, p. 249-272. https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-2-page-249.htm?try_download=1

- Ladier-Fouladi M., 2009, *Iran, un monde de paradoxe*, Paris, Atalante, 2009, 348 p.

- Parizi M., 2010, « Le miracle de l'élection présidentielle iranienne de juin 2009 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 2, p. 927-949. <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2010-5-page-927.htm>

- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.

- Sadjadpour K., 2008, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Carnegie Endowment Report, 35 p.
https://carnegieendowment.org/files/sadjadpour_iran_final2.pdf

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2009)

Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Rouhani (bakhsh, 2013)

Le vote progressiste aux élections présidentielles iraniennes entre 1997 et 2017 (régions, 1997-2017)

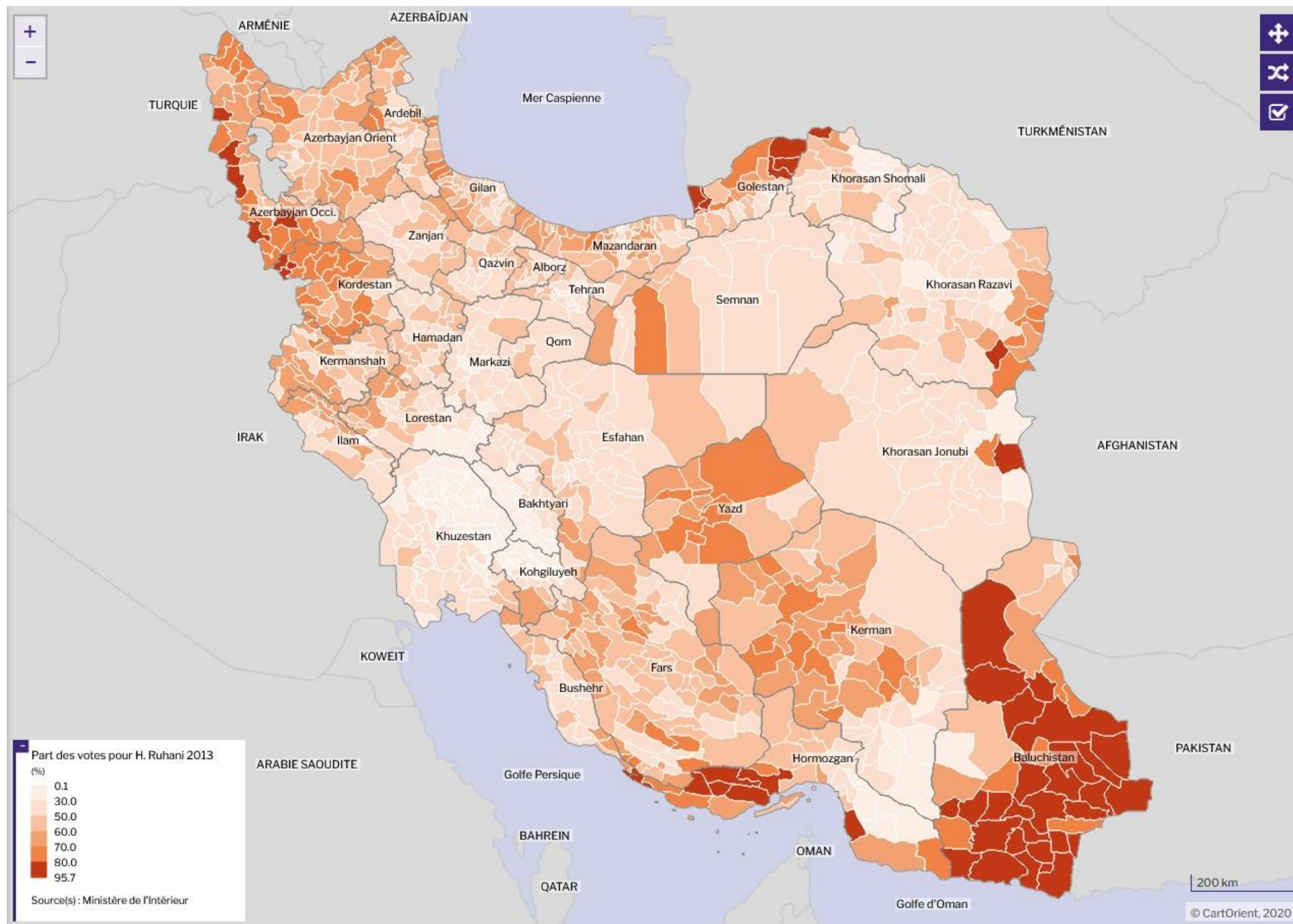
Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mir-Hosseyn Moussavi (districts, 2009)", *CartOrient*. Mis en ligne le 17 Janvier 2019. Consultation le 25 Mars 2021.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/146/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)



Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)

Bernard Hourcade

La onzième élection présidentielle de la République islamique d'Iran s'est déroulée sans contestation le vendredi 14 juin 2013. Hassan Ruhani, candidat du Parti de la modération et du développement (*Hezb-e E'tedāl va Towse'eh*), se présentant comme « modéré » et soutenu par les « Réformateurs », partisans de l'ancien président Mohammad Khatami, et par les « Reconstructeurs » (*Kargozārān*) d'Ali-Akbar Hashemi Rafsandjani, a été élu au premier tour président de la République islamique d'Iran avec 50,71% voix. Il a devancé très largement le maire de Téhéran Mohammad-Bagher Ghalibaf, candidat de l'Association progrès et justice de l'Iran islamique (*Jam'iyat-e Pishraft va Edālat-e Irān-e Eslāmi*), qui a obtenu 16,56 % des voix. Avec 36 704 156 de votants sur 50 483 192 d'inscrits, la participation a été forte (72,71%) et la campagne électorale active et sereine, contrastant avec les manifestations et les drames qui avaient suivi l'élection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en 2009.-

Huit candidats – exclusivement des hommes – avaient été retenus par le Conseil des gardiens de la Constitution pour participer à l'élection présidentielle, alors que 686 personnes, dont 30 femmes, avaient fait acte de candidature. Après le désistement du candidat réformateur Mehdi Aref, membre de la Fondation Espoir des Iraniens (*Bonyād-e Omid-e Irāniān*), en faveur d'Hassan Ruhani, et le retrait de Gholam-Ali Haddad-Adel, ancien président du Parlement, soutenu par l'Association des dévots de la révolution islamique (*Jam'iyat-e Isārgarān-e Enqelāb-e Eslāmi*), seuls six candidats se sont effectivement présentés devant le suffrage des Iraniens.

La carte a été réalisée à l'échelle des 1 057 *bakhsh* [cantons]. Elle présente un niveau de détail inédit pour une élection présidentielle iranienne car, pour la première fois, le Ministère de l'Intérieur a rendu publics les résultats à cette échelle. Cette initiative dans le sens d'une meilleure transparence contraste avec la fraude qui avait entaché, en 2009, la réélection de Mahmoud Ahmadinejad et la violente contestation populaire qui avait suivi.

Les résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2013

Candidats	Nombre de voix	%
Hassan Ruhani	18 613 329	50,71
Mohammad-Bagher Ghalibaf	6 077 292	16,56
Sa'id Jalili	4 168 946	11,36
Mohsen Rezaie	3 884 412	10,58
Ali-Akbar Velayati	2 268 753	6,18
Mohammad Gharazi	446 015	1,22
Bulletins blancs et nuls	1 245 409	3,39
Total	36 704 156	100

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113

sq). Sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de plus de 15 ans (18 ans depuis 2007). Sont candidats, des hommes ou des femmes, en théorie, qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin. En dépit de ce mode de désignation des candidats, les campagnes électorales sont très actives et les résultats, malgré quelques données incohérentes, traduisent assez bien la géographie sociale, culturelle et politique du pays.

Hassan Ruhani : candidat consensuel, par défaut

Les six candidats, qui ont concouru à l'élection présidentielle, reflètent assez bien la réalité des rapports de force politique, entre les réformateurs modérés, les conservateurs et les Gardiens de la Révolution, tous fidèles au Guide suprême Ali Khamenei.

Hassan Ruhani, né en 1948, est une personnalité de grande expérience, ayant occupé, depuis le début de la République islamique, des postes politiques importants notamment en relation avec les questions de sécurité. Il fut député et vice-président du Parlement de 1992 à 2000, et surtout membre, puis secrétaire général du Conseil national de sécurité de 1982 à 2005 et signataire le 21 octobre 2003 du premier Accord sur le nucléaire avec les Européens. Cet homme d'appareil, qui a la confiance du Guide suprême, s'est imposé comme une des rares personnalités capables de bénéficier d'un consensus politique minimum pour assurer la stabilité du pays, résoudre la crise du nucléaire et obtenir la levée des sanctions économiques imposées par les Etats-Unis et la communauté internationale sous la présidence Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013). Après le désistement en sa faveur du candidat réformateur Mohammad Aref, il a bénéficié du soutien, sinon de l'adhésion, de ce courant. Hassan Ruhani fut donc un candidat de consensus pragmatique, pour sortir de la crise, mais il ne bénéficiait pas d'un vrai réseau de partisans.

Les opposants à ce candidat de la « Modération » soutenu par les divers courants « progressistes », appartenaient tous aux factions « conservatrices », mais leur division

les privait de toute chance de s'imposer, malgré leur notoriété individuelle. Sa'id Jalili, ancien secrétaire général du Conseil national de sécurité et, à ce titre, négociateur sur le nucléaire sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad, était soutenu par le Front de la révolution islamique pour la stabilité (*Jebheh-ye Pāydārī-e Enqelāb-e Eslāmi*). L'ancien ministre des Affaires étrangères de 1981 à 1997 devenu conseiller diplomatique du Guide suprême, Ali-Akbar Velayati, était le candidat du Front des fidèles de la ligne de l'Imam et du Guide (*Jebheh-ye Peyrovān-e Khat-e Emām va Rahbar*). Maire de Téhéran depuis 2005, Mohammad-Bagher Ghalibaf bénéficiait du soutien de l'Association progrès et justice de l'Iran islamique (*Jam'iyat-e Pishraft va Edālat-e Irān-e Eslāmi*). Ancien général de Gardiens de la Révolution, libérateur de Khorramshahr en 1982 pendant la guerre Iran-Irak, puis Commandant en chef de la police nationale, il avait déjà été candidat en 2005. De son côté, Mohsen Rezaie, ancien commandant en chef des Gardiens de la Révolution pendant la guerre Irak-Iran et jusqu'en 1997, puis secrétaire général du Conseil de discernement des intérêts du régime (*Shurā-ye Maslehāt-e Nezām*), était soutenu par le Parti de la résistance islamique de l'Iran (*Jebheh-ye Istādegi-e Irān-e Eslāmi*). Le dernier candidat, Mohammad Gharazi, ancien ministre du pétrole puis des postes entre 1981 et 1997, est resté tout à fait marginal.

Parmi ces candidats, H. Ruhani s'est nettement imposé. Après la répression qui a suivi l'élection de M. Ahmadinejad en 2009, le courant réformateur a été fragilisé et marginalisé, dans l'impossibilité de présenter un candidat capable de l'emporter. De leur côté, les oppositions conservatrices ou libérales n'avaient d'autre choix que de soutenir un des candidats retenus par le Conseil des Gardiens.

Après les années de tension interne et internationale du mandat de M. Ahmadinejad, il existait un certain consensus en faveur de la « modération », pour éviter les divisions et drames qui avaient suivi l'élection de 2009. Une situation qui a profité, par défaut sinon par adhésion, à H. Ruhani.

Une géographie électorale éclatée ?

La carte à l'échelle des *bakhsh*, du vote en faveur d'H. Ruhani confirme les constantes de la géographie électorale de l'Iran observées depuis l'élection de M. Khatami en

1997. Au centre du pays se trouvent les zones favorables aux courants conservateurs tandis que sur les périphéries du pays les électeurs sont favorables aux candidats réformateurs, surtout dans les *bakhsh* où la population sunnite est majoritaire (Balouchistan, Kurdistan). Les candidats conservateurs (Ali-Akbar Velayati et Sa'id Jalili) ont obtenu des votes supérieurs à leur moyenne nationale dans les *bakhsh* du centre du pays et au Khorasan méridional. Ce fait confirme le caractère traditionnellement conservateur de ces territoires qui sont au cœur de l'Iran persanophone et chiite, autour du désert central (voir les élections de 1997 et 2001).

Par ailleurs, on note la place toujours très visible du régionalisme, avec le vote massif dans certains *bakhsh* en faveur de candidats minoritaires au niveau national mais disposant d'un fort ancrage local qui n'est pas forcément ethnique. Ce fut le cas avec M.-B. Ghalibaf au Khorasan et à Téhéran dont il était maire, et avec Mohsen Rezaie dans le Zagros méridional où les nomades – de tribus différentes, unies pour la circonstance – gardent une influence culturelle très vivace. Mais, contrairement au vote pour Mohsen Rezaie ou Mohammad-Bagher Ghalibaf, les suffrages obtenus par les candidats conservateurs ont rarement atteint des niveaux élevés : ils dépassent 50% dans seulement neuf *bakhsh* dispersés notamment dans les provinces d'Hormozgan et du Khorasan méridional. A Qom, ville réputée pour être un bastion conservateur, ces deux candidats n'ont obtenu que 36,7% des suffrages.

À cette échelle détaillée, la cartographie électorale met en évidence l'unité nationale, à travers un vote clair, à l'échelle du pays, en faveur du candidat élu, et la grande diversité de ce pays complexe à l'échelle locale, où entrent en considération des facteurs économiques, sociaux (niveau d'instruction), géographiques (niveau d'urbanisation), ethniques ou religieux.

À l'échelle locale, quelques oppositions socio-économiques semblent évidentes, notamment dans la région métropolitaine de Téhéran. La capitale, qui s'est largement abstenue, n'a pas majoritairement soutenu le candidat réformateur (47,2% des votes pour H. Ruhani et même seulement 37,7% à Rey), alors que plus, à l'ouest, notamment dans la région d'Alborz, des villes de la banlieue industrielle et résidentielle comme Karaj (51,4%) ou Fardis (53,4%), se sont plus nettement prononcées en faveur du nouveau président. Dans la banlieue plus agricole et populaire du sud-est, H. Ruhani

n'a pas non plus obtenu la majorité absolue (Varāmin 42,5%, Pishvā 42%). Les différences sont cependant faibles et il est délicat de conclure de façon formelle sur l'existence ou non d'une corrélation entre le comportement politique des Iraniens et les données économiques ou sociales.

L'ethnie, un facteur parmi d'autres

Contrairement aux idées reçues, le fait ethnique n'est pas déterminant dans la géographie électorale de l'Iran, bien qu'il puisse entrer en jeu dans la définition du choix des électeurs. Les régions turcophones du nord-ouest du pays (Azerbaïdjan, Zanzan) ont ainsi un comportement électoral qui ne se distingue pas de celui des régions à majorité persanophones.

Le facteur religieux est par contre devenu fondamental. Les minorités zoroastriennes, chrétiennes et juives qui ne totalisent que moins de 100 000 individus, sont culturellement importantes mais sans poids politique, au contraire des musulmans sunnites qui ont été juridiquement marginalisés par la constitution de la République islamique qui leur interdit les plus hautes fonctions de l'État. Il n'existe pas de données officielles sur le nombre de musulmans sunnites en Iran, mais le chiffre de 10% à 15% de la population est communément admis.

Leur localisation sur le territoire iranien est corrélée avec le vote massif en faveur d'H. Ruhani et auparavant de M. Khatami, qui ont fait campagne avec le courant réformateur, en faveur d'une citoyenneté dépassant les clivages religieux et ethniques. Paradoxalement, leur statut de membre du clergé chiite n'a pas été un obstacle au soutien de la population sunnite. Indépendamment des appartenances ethniques, le vote en faveur d'H. Ruhani dépasse 80% et souvent même 90% dans les *bakhsh* à majorité sunnite. C'est par exemple le cas dans les régions persanophones de l'est du Khorāsān Razavi le long de la frontière afghane (90,6 % à Khāsh), parmi les Turkmènes de l'est de la province de Golestan (87,5% à Pishkamar (*shahrestān* de Kalāleh), 84,1% à Marrāveh-tappeh), chez les Tālesh du Gilan (78% à Asālem), ou les Arabes des rives du golfe Persique de la province d'Hormozgan ou de Bushehr (91,6% à Mehrān (*shahrestān* de Bandar Lengeh), 87,3% à Chāh Mobārak (*shahrestān* d'Assaluyeh).

Le vote sunnite est encore plus systématique dans les régions de peuplement baloutche ou kurde où le facteur ethnique s'ajoute au fait sunnite. Les scores les plus élevés du pays en faveur d'H. Ruhani sont au Balouchistan où intervient également le facteur du sous-développement (95,7%, pour le *bakhsh* de Ladiz, *shahrestan* de Mirjāveh). Au Kurdistan où la population est souvent plus mélangée, les scores, toujours très élevés dépassent quelquefois 80% (82,5% à Bāneh).

Régionalisme et localisme

Comme à toutes les élections, le localisme et le régionalisme ont joué un rôle dans les comportements électoraux. Ce vote privilégié en faveur du candidat local s'observe particulièrement pour les candidats ayant obtenu un score médiocre au niveau national. Il repose sur des facteurs géographiques, ethniques et culturels. Les *bakhsh* où les nomades Bakhtyāris, et secondairement les autres tribus de langue lori, sont majoritaires, ont voté massivement pour Mohsen Rezaie qui avait fait de son origine nomade, un argument électoral. C'est dans la montagne de l'*ostan* de Chahar Mahāl-e Bakhtyāri ou du Khuzestān que H. Ruhani a obtenu les suffrages les plus faibles, avec seulement 0,1% à Hatti (*shahrestan* de Lāli), ou 2% à Bāzoft. Le contraste est net avec les régions voisines comme les villes de la plaine du Khuzestan où le président élu a obtenu un fort soutien (43% à Ahvaz, 42,5% Abadan, 51,4% à Bandar-Khomeyni).

Mohammad-Bagher Ghalibaf, chiite et persanophone, avait une image nationale plus forte que sa relation avec sa région natale. Il a néanmoins obtenu de bons résultats au Khorasan (56,6% dans son *bakhsh* natal de Torqabeh près de Mashhad, souvent entre 30% et 50%), mettant souvent en minorité le président élu, qui a obtenu 38,1 % des suffrages à Mashad contre 33,7% au maire de Téhéran. En revanche, à Téhéran, le score de M.-B. Ghalibaf ne s'est élevé qu'à 26,8% des voix contre 47,2% à H. Ruhani.

Le localisme est en outre visible dans certaines situations très particulières. Dans la province de Semnan, à l'est de Téhéran, les électeurs du *bakhsh* de Sorkheh d'où est originaire H. Ruhani ont voté massivement pour l'enfant du pays (71%) alors que dans le canton voisin d'Arādān où est né le président sortant M. Ahmadinejad, le nouveau président n'a obtenu que 47% des suffrages.

Source(s)

Pour la première fois de l'histoire des élections présidentielles, le Ministère de l'intérieur de la République islamique d'Iran a publié très rapidement sur son site internet le résultat de l'élection à l'échelle des *bakhsh* (cantons) (www.moi.ir). Ces données ne sont pas archivées sur le portail du Ministère de l'Intérieur mais elles sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

Bibliographie

- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, Harmattan, 2004, 120 p.
- Harris K., Tavana D., « Voter behavior and political mobilization in Iran : findings from the Iran social survey », *The European Iran Research Group EIRG*, Lund, 2018, 37p. <https://doi.org/10.26369/RE.2018.001>
- Hourcade B., 2014, « La 11e élection présidentielle en Iran, 14 juin 2013 », *Irancarto*. <http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=POL-100601&f=local&l=fr>
- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.
- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, n° 169, p. 99-116.
- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.
- Sadjadpour K., 2008, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Carnegie Endowment Report, 35 p. https://carnegieendowment.org/files/sadjadpour_iran_final2.pdf

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 1997. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 1997)

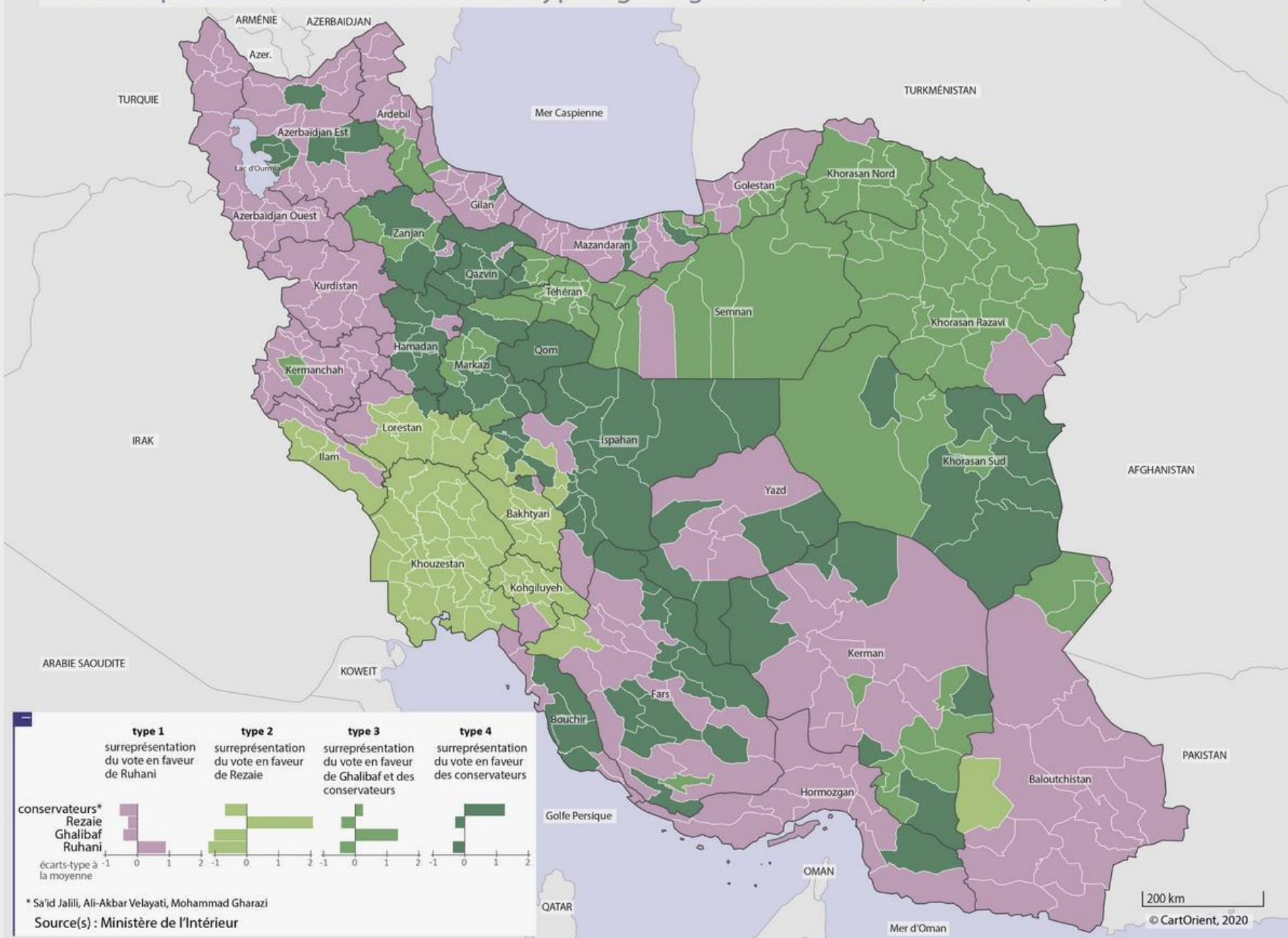
Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001)

Election présidentielle en Iran - 2013. Typologie régionale des votes (districts, 2013) Le vote progressiste aux élections présidentielles iraniennes entre 1997 et 2017 (régions, 1997-2017)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)", *CartOrient*. Mis en ligne le 05 Mars 2018.
URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/110/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2013. Typologie régionale des votes (districts, 2013)



Election présidentielle en Iran - 2013. Typologie régionale des votes (districts, 2013)

Bernard Hourcade

La onzième élection présidentielle de la République islamique d'Iran s'est déroulée sans contestation le vendredi 14 juin 2013. Hassan Ruhani, candidat du Parti de la modération et du développement (*Hezb-e E'tedāl va Towse'eh*), se présentant comme « modéré » et soutenu par les « réformateurs », partisans de l'ancien président Mohammad Khatami, et par les « reconstruteurs » (*Kargozārān*) d'Ali-Akbar Hashemi Rafsandjani, a été élu au premier tour président de la République islamique d'Iran avec 50,71% voix. Il a devancé très largement le maire de Téhéran Mohammad-Bagher Ghalibaf, candidat de l'Association progrès et justice de l'Iran islamique (*Jam'iyat-e Pishraft va Edālat-e Irān-e Eslāmi*), qui a obtenu 16,56 % des voix. Avec 36 704 156 de votants sur 50 483 192 d'inscrits, la participation a été forte (72,71%) et la campagne électorale active et sereine, contrastant avec les manifestations et les drames qui avaient suivi l'élection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en 2009.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2013

Candidats	Nombre de voix	%
Hassan Ruhani	18 613 329	50,7
Mohamad-Bagher Ghalibaf	6 077 292	16,6
Sa'id Jalili	4 168 946	11,4
Mohsen Rezaie	3 88 4412	10,6
Ali-Akbar Velayati	2 268 753	6,2
Mohammad Gharazi	446 015	1,2
Blancs et nuls	1 245 409	3,4
Total	36 704 156	100,0

Huit candidats – exclusivement des hommes – avaient été retenus par le Conseil des gardiens de la Constitution pour participer à l'élection présidentielle, alors que 686 personnes, dont 30 femmes, avaient fait acte de candidature. Après le désistement du candidat réformateur Mehdi Aref, membre de la Fondation Espoir des Iraniens (*Bonyād-e Omid-e Irāniān*), en faveur d'Hassan Ruhani, et le retrait de Gholam-Ali Haddad-Adel, ancien président du Parlement, soutenu par l'Association des dévots de la révolution islamique (*Jam'iyat-e Isārgarān-e Enqelāb-e Eslāmi*), seuls six candidats se sont effectivement présentés devant le suffrage des Iraniens.

Réalisée à l'échelle des districts (*shahrestan*), la carte présente les résultats de l'élection présidentielle de 2013, sur la base d'un traitement statistique des données mettant en évidence les phénomènes de surreprésentation et sous-représentation de tel ou tel candidat. Construite par classification ascendante hiérarchique du pourcentage de voix obtenues par chaque candidat, la carte représente ainsi les districts où tel ou tel candidat a obtenu un score supérieur à sa moyenne nationale.

Quatre catégories de districts ont été retenues : les districts où le score d'Hassan Ruhani a été supérieur à sa moyenne nationale ; les districts où le score de Mohsen Rezaie a dépassé sa moyenne nationale, les districts où le score de Mohammad-Bagher Ghalibaf a excédé sa moyenne nationale ; et les districts où le score cumulé de Mohammad Gharazi, de Sa'id Jalili et d'Ali-Akbar Velayati, candidats conservateurs, a été supérieur à leur moyenne nationale.

Hassan Ruhani : candidat consensuel, par défaut

Les six candidats, qui ont concouru à l'élection présidentielle, reflètent assez bien la réalité des rapports de force politique, entre les réformateurs modérés, les conservateurs et les Gardiens de la Révolution, tous fidèles au Guide suprême Ali Khamenei.

Hassan Ruhani, né en 1948, est une personnalité de grande expérience, ayant occupé, depuis le début de la République islamique, des postes politiques importants notamment en relation avec les questions de sécurité. Il fut député et vice-président du Parlement de 1992 à 2000, et surtout membre, puis secrétaire général du Conseil national de sécurité de 1982 à 2005 et signataire le 21 octobre 2003 du premier Accord sur le nucléaire avec les Européens. Cet homme d'appareil, qui a la confiance du Guide suprême, s'est imposé comme une des rares personnalités capables de bénéficier d'un consensus politique minimum pour assurer la stabilité du pays, résoudre la crise du nucléaire et obtenir la levée des sanctions économiques imposées par les Etats-Unis et la communauté internationale sous la présidence Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013). Après le désistement en sa faveur du candidat réformateur Mohammad Aref, il a bénéficié du soutien, sinon de l'adhésion, de ce courant. Hassan Ruhani fut donc un candidat de consensus pragmatique, pour sortir de la crise, mais il ne bénéficiait pas d'un vrai réseau de partisans.

Les opposants à ce candidat de la « Modération » soutenu par les divers courants « progressistes », appartenaient tous aux factions « conservatrices », mais leur division les privait de toute chance de s'imposer, malgré leur notoriété individuelle. Sa'id Jalili, ancien secrétaire général du Conseil national de sécurité et, à ce titre, négociateur sur le nucléaire sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad, était soutenu par le Front de la révolution islamique pour la stabilité (*Jebheh-ye Pāydārī-e Enqelāb-e Eslāmī*). L'ancien ministre des Affaires étrangères de 1981 à 1997 devenu conseiller diplomatique du Guide suprême, Ali-Akbar Velayati, était le candidat du Front des fidèles de la ligne de l'Imam et du Guide (*Jebheh-ye Peyrovān-e Khat-e Emām va Rahbar*). Maire de Téhéran depuis 2005, Mohammad-Bagher Ghalibaf bénéficiait du soutien de l'Association progrès et justice de l'Iran islamique (*Jam'iyat-e Pishraft va Edālat-e Irān-e Eslāmi*). Ancien général de Gardiens de la Révolution, libérateur de Khorramshahr en 1982 pendant la guerre Iran-Irak, puis Commandant en chef de la police nationale, il avait déjà été candidat en 2005. De son côté, Mohsen Rezaie, ancien commandant en chef des Gardiens de la Révolution pendant la guerre Irak-Iran et jusqu'en 1997, puis secrétaire général du Conseil de discernement des intérêts du régime (*Shurā-ye Maslehāt-e Nezām*), était soutenu par le Parti de la résistance islamique de l'Iran (*Jebheh-ye Istādegi-e Irān-e Eslāmī*). Le dernier candidat, Mohammad Gharazi, ancien ministre du pétrole puis des postes entre 1981 et 1997,

est resté tout à fait marginal.

Parmi ces candidats, H. Ruhani s'est nettement imposé. Après la répression qui a suivi l'élection de M. Ahmadinejad en 2009, le courant réformateur a été fragilisé et marginalisé, dans l'impossibilité de présenter un candidat capable de l'emporter. De leur côté, les oppositions conservatrices ou libérales n'avaient d'autre choix que de soutenir un des candidats retenus par le Conseil des Gardiens.

Après les années de tension interne et internationale du mandat de M. Ahmadinejad, il existait un certain consensus en faveur de la « modération », pour éviter les divisions et drames qui avaient suivi l'élection de 2009. Une situation qui a profité, par défaut sinon par adhésion, à H. Ruhani.

Une géographie électorale éclatée

La carte confirme que la partition du champ politique iranien possède une dimension territoriale. Schématiquement, se trouvent au centre du pays les zones favorables aux courants conservateurs, tandis que dans les périphéries, les électeurs sont favorables aux candidats réformateurs, en particulier dans les régions où la population sunnite et/ou non persanophone est majoritaire (Balouchistan, Kurdistan). À cette détermination politique du vote s'ajoutent également des facteurs régionaux et locaux qui rendent plus complexe la géographie électorale iranienne.

Les candidats conservateurs, Ali-Akbar Velayati et Sa'id Jalili, ont obtenu des votes supérieurs à leur moyenne nationale au centre du pays et au Khorasan méridional. De même que celui d'Hassan Ruhani, l'électorat de ces personnalités très connues de la vie politique iranienne était motivé par des raisons idéologiques, et non pas régionales ou locales. Ce n'était pas le cas de l'électorat des deux anciens généraux des Gardiens de la Révolution, Mohsen Rezaie et, dans une moindre mesure, Mohammad-Bagher Ghalibaf.

Mohsen Rezaie a obtenu des suffrages très supérieurs à sa moyenne nationale dans la province pétrolière du Khuzestan, où vit une population arabe nombreuse et surtout des membres de la tribu nomade des Bakhtyaris dont il est membre. L'ancien berger

avait d'ailleurs fait campagne coiffé du chapeau traditionnel de sa tribu d'origine. Il obtint même la majorité absolue dans plusieurs districts (90% à Izeh), et un soutien affirmé dans l'ensemble des régions où vivent les diverses tribus lors (Lorestan, Bakhtyari, Kohgiluyeh, Ilam). Souvent rivales, mais unies pour la circonstance.

Le cas de M.-B. Ghalibaf, maire de Téhéran et originaire du Khorasan, est un peu différent car le candidat a également pu s'appuyer sur un vote politique. Il a bénéficié de sa notoriété locale dans sa région natale (57% des voix dans sa ville natale de Torqabeh près de Mashhad), et mais aussi de son approche technocratique et de ses idées conservatrices, notamment dans les différentes régions du Khorasan et de Semnan, classiquement acquises aux candidats conservateurs.

Cette typologie des votes montre combien les dynamiques politiques et régionales sont imbriquées, mais confirme aussi la prééminence des facteurs politiques dans la structuration des votes aux élections présidentielles iraniennes. Lors de cette élection, le soutien à tel ou tel candidat ne fut pas seulement lié à sa popularité dans sa seule région d'origine, comme ce fut par exemple souvent le cas en 2005, mais également à son image politique, sur un territoire plus étendu.

Source(s)

Pour la première fois de l'histoire des élections présidentielles, le Ministère de l'intérieur de la République islamique d'Iran a publié très rapidement sur son site internet le résultat de l'élection à l'échelle des *bakhsh* (cantons). Ces données ne sont pas archivées sur le portail du Ministère de l'Intérieur mais elles sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>). Les données ont ici été agrégées à l'échelle des 429 districts (*shahrestan*).

Bibliographie

- Boroujerdi M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, Harmattan, 2004, 120 p.
- Harris K., Tavana D., « Voter behavior and political mobilization in Iran : findings from the Iran social survey », *The European Iran Research Group EIRG*, Lund, 2018, 37p. <https://doi.org/10.26369/RE.2018.001>
- Hourcade B., 2014, « La 11e élection présidentielle en Iran, 14 juin 2013 », *Irancarto*. <http://www.irancarto.cnrs.fr/record.php?q=POL-100601&f=local&l=fr>
- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.
- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, n° 169, p. 99-116.
- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.

- Sadjadpour K., 2008, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Carnegie Endowment Report, 35 p.
https://carnegieendowment.org/files/sadjadpour_iran_final2.pdf

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

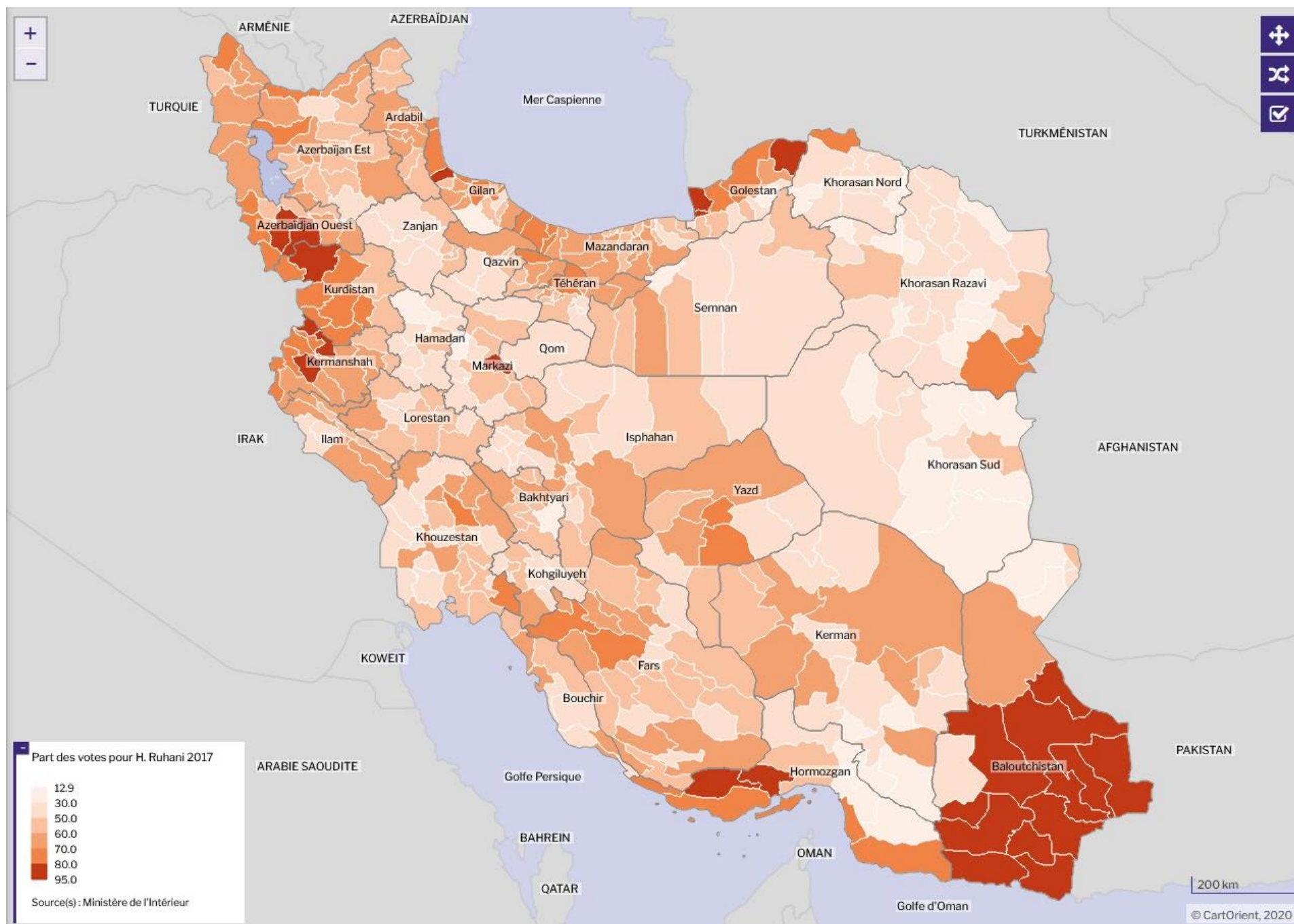
Carte(s) liée(s)

Géographie des élections présidentielles en Iran. Typologie régionale (régions, 1997 - 2017)
 Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)
 Election présidentielle en Iran - 2017. Le vote en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)
 Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Ebrahim Raïssi (districts, 2017)
 Localisme et régionalisme : l'élection présidentielle iranienne de 2005 (régions, 2005)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2013. Typologie régionale des votes (districts, 2013)", *CartOrient*. Mis en ligne le 20 Janvier 2020.
 URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/173/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)



Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)

Bernard Hourcade

La douzième élection présidentielle de la République islamique d'Iran s'est déroulée vendredi 19 mai 2017 et a vu la réélection au premier tour d'Hassan Ruhani (Parti de la modération et du développement (hezb-e e'tedāl va towse'eh)) avec 57,1% des voix (23 549 616 suffrages). Son seul véritable concurrent a été un autre dignitaire religieux, Ebrahim Raïssi, membre de l'Association du clergé combattant et surtout motavalli (gérant) de la très puissante fondation de l'Astān-e Qods Razavi de Mashhad, qui a obtenu 38,3% des voix (15 835 794 suffrages) en mobilisant un électorat religieux en matière sociale et conservateur sur le plan politique. Alors que l'on pouvait s'attendre à une réélection triomphale d'Hassan Ruhani à la suite du succès politique et diplomatique de la signature de l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire, le bon résultat obtenu par Ebrahim Raïssi, jusqu'alors peu connu du grand public, traduit la complexité et les incertitudes politiques du pays. Le taux de participation a été élevé (73,3%) avec, comme c'est souvent le cas, un taux plus faible (moins de 60%) dans les provinces du Kurdistan et du Lorestan, mais sans phénomène de boycott.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2017

Candidat	Nombre de voix	%
Hassan Ruhani	23 636 652	57,14
Ebrahim Raïssi	15 835 794	38,28
Mostafa Mir-Salim	478 267	1,16
Mostafa Hashemitaba	214 441	0,52
Blancs et nuls	1 200 931	2,90
Suffrages exprimés	41 366 085	73,33
Total inscrits	56 410 234	100,00-

La carte représente les suffrages obtenus par Hassan Ruhani, à l'échelle des districts (*shahrestan*), selon les données publiées par le ministère de l'Intérieur.

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la République islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Depuis la réforme électorale de 2007, sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 18 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le ministère de l'Intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin.

Après l'accord sur le nucléaire de 2015, l'affrontement de deux stratégies politiques

L'élection présidentielle de 2017 s'est déroulée dans un contexte politique national et international nouveau, marqué par l'accord sur le nucléaire signé à Vienne le 14 juillet 2015 sous l'égide de l'Union Européenne, entre l'Iran et les « EU3 plus 3 », c'est-à-dire les trois pays européens – France Royaume Uni et Allemagne – qui avaient conclu un premier accord en 2003 auxquels se sont joint la Russie, la Chine et surtout les États Unis, membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Cet accord prévoyait qu'en échange d'un arrêt du programme nucléaire iranien, les pays signataires, l'ONU et l'Union Européenne s'engagent à lever les sanctions économiques qui étaient imposées à la République islamique.

C'est dans ce contexte que 1636 personnes, dont 137 femmes, ont déclaré leur

intention d'être candidats à l'élection présidentielle. En vertu de ses prérogatives, le Conseil des gardiens de la Constitution (*shurah-e nehgabān*) n'a toutefois autorisé que six candidats à participer à l'élection. Contrairement aux élections présidentielles précédentes où plusieurs personnalités de premier plan étaient en compétition, cette l'élection fut clairement bipolaire, entre partisans et opposants (et/ou critiques) à la politique d'ouverture menée par Hassan Ruhani. Pour ne pas risquer de perdre sur un choix politique majeur, et éviter un éventuel second tour qui aurait pu provoquer des divisions insurmontables au sein d'un régime auquel tous les candidats étaient attachés, plusieurs d'entre eux se sont désistés avant le premier tour.

Tous deux conservateurs, Mohammad-Bagher Ghalibaf, maire de Téhéran (Parti du peuple pour le progrès et la justice (*Jam'iyyat-e pishraft-o 'edālat-e irān-e eslāmi*)) et Mostafa Mir-Salim, ancien ministre de la culture (Parti de la coalition islamique (*hezb-e mo'talefe-ye eslāmi*)) se sont prononcés en faveur de Ebrahim Raïssi. De leur côté, Eshraq Jahangiri, vice-président de la République, et Mostafa Hashemitaba, président du Comité olympique iranien, tous deux réformateurs et membres du Parti des Cadres de la Reconstruction (*hezb-e kârgozārān sâzandegi-e irān*), ont appelé à voter en faveur d'H. Ruhani. Il faut noter que M. Mir-Salim et M. Hashemitaba n'ont pas retiré formellement leur candidature et ont ainsi recueilli quelques centaines de milliers de voix.

La campagne électorale, toujours très brève, fut très active et marquée par trois débats télévisés longs et vifs entre les six candidats retenus par le Conseil des gardiens de la Constitution. L'enjeu central de cette élection était le face à face entre deux dignitaires religieux, tous deux très attachés à la République islamique, mais partisans de deux stratégies politique radicalement opposées. Le président sortant, Hassan Ruhani, mettait en avant la victoire diplomatique de l'accord sur le nucléaire (JCPOA) signé en 2015. La levée des sanctions suscitait l'espoir d'un développement économique rapide, que la ruée des entreprises internationales vers l'Iran semblait annoncer.

À l'opposé, Ebrahim Raïssi rassemblait les partisans d'une « résistance » à une ouverture internationale trop rapide qui pourrait remettre en cause à court ou moyen terme les normes sociales islamiques, les pouvoirs en place et les avantages économiques acquis depuis 40 ans par les membres des factions liées au régime et

leurs familles. Membres du clergé et figures actives de l'appareil politique de la République islamique, les deux candidats pouvaient se prévaloir du soutien du Guide Ali Khamenei. Il semble d'ailleurs que ce dernier souhaitait la réélection d'Hassan Ruhani, par souci de stabilité, tout en renforçant une opposition conservatrice capable de faire contrepoids à la dynamique irréversible d'ouverture internationale qui avait l'adhésion de la majorité de la population.

Une victoire en demi-teinte pour Hassan Ruhani

H. Ruhani a obtenu cinq millions de voix de plus qu'en 2013, avec une participation légèrement plus élevée, mais il est loin d'avoir écrasé son adversaire. Or, après l'accord de Vienne sur le nucléaire et la perspective enfin offerte d'une ouverture économique, politique et sociale, le président sortant aurait pu envisager remporter une plus large victoire, comme ce fut le cas pour Mohammad Khatami en 1997 et en 2001. Un soutien massif et incontesté (avec plus de 70 % des voix) lui aurait permis d'imposer plus aisément sa politique aux nombreuses factions d'opposition. Mais les espoirs nés de l'accord de 2015 furent vite déçus, car contrairement au Parlement iranien, le Congrès américain a refusé de ratifier le JCPOA, ce qui a contraint le président Barak Obama à imposer la levée des sanctions américaines par des « executive orders » qui devaient être renouvelés tous les trois mois. Le président iranien a ainsi été fragilisé par la disparition de la perspective d'un « boom » économique, vite aggravée par l'incapacité des signataires de l'accord, en particulier des Européens, à surmonter les obstacles, notamment bancaires, imposés par les États-Unis aux investissements étrangers en Iran.

Pour H. Ruhani, les difficultés étaient également internes. En effet, pendant les deux années qui ont suivi la signature de l'accord, le président H. Ruhani semble avoir d'abord cherché à apaiser les critiques du Guide et des forces conservatrices qui prônaient une politique de « résistance » au changement culturel qui accompagnerait inéluctablement l'ouverture économique. En particulier, il n'a pas mené les réformes de structure dans le domaine économique (banques, transparence financière, corruption...), urgentes et indispensables pour pouvoir intégrer l'économie mondiale après 40 ans d'isolement, alors qu'il bénéficiait du soutien de l'opinion publique.

Élu en 2013 comme candidat consensuel ou comme le « moins mauvais candidat » comme le disaient alors certains réformateurs, H. Ruhani n'a pas non plus convaincu les « progressistes » ni obtenu l'adhésion de la masse de la population peu politisée mais qui aurait été sensible à des changements économiques tangibles. Cette élection présidentielle en demi-teinte traduit donc la réalité d'un pouvoir politique iranien stable mais incertain, sans soutien populaire fort et, de ce fait, en position de faiblesse face à un Congrès américain qui n'a jamais cessé d'afficher son hostilité et qui a imposé durablement ses vues avec l'élection de Donald Trump en novembre 2017.

Une géographie électorale stable

Même si ce ne fut pas un triomphe, la victoire du président sortant fut incontestable puisqu'il l'a emporté dans 273 districts sur 429, contre 156 pour E. Raïssi. La distribution territoriale du vote en faveur d'H. Ruhani confirme l'existence d'une géographie politique assez stable, proche de celle observée dans les élections précédentes, notamment en 2013, qui, à grands traits, différencie les régions périphériques des régions centrales, les régions sunnites des régions chiites, les régions de langue persane des régions de langue baloutche, kurde, etc. La carte donne à voir l'existence de comportements électoraux locaux, qui traduisent la diversité culturelle, sociale et politique constitutive de l'État iranien (Planhol, 1993). Par exemple, dans le centre de l'Iran, les habitants de Yazd, où H. Ruhani a obtenu 71,6% des voix, continuent de soutenir le courant réformateur de l'ancien président M. Khatami très influent dans sa région natale, bien plus que leurs voisins et rivaux traditionnels de Meybod, où le président sortant a tout juste été majoritaire (51,4%). Toutefois, le fait minoritaire, le régionalisme ou le localisme n'ont pas été des facteurs décisifs dans cette élection, d'autant qu'aucun candidat ne possédait d'ancrage régional fort, à la différence de M.-B. Ghalibaf et de M. Rezaei en 2013. En 2017, la dimension politique du scrutin présidentiel a même été renforcée par l'opposition clairement idéologique entre les deux principaux candidats.

Cela dit, les régions à forte population sunnite, notamment baloutche, kurde et turkmène, les régions caspiennes et les régions de l'Azerbaïdjan chiite ont réaffirmé leur soutien à un candidat d'ouverture, tandis qu'E. Raïssi l'a emporté dans les régions de l'est (Khorasān) ainsi que dans celles du centre et du centre-ouest (Qom, Markazi,

Hamadān, Zanjān), traditionnellement conservatrices. Dans le sud du pays, entre le Khuzestān et la région de Kerman, le paysage politique est plus éclaté.

Alors que les grandes villes avaient modérément soutenu H. Ruhani en 2013, la crainte de voir arriver au pouvoir un religieux connu pour ses opinions conservatrices radicales explique peut-être la forte corrélation que l'on constate en 2017 entre la taille des villes et le vote en faveur d'Hassan Ruhani. Il existe en effet une différence nette entre d'une part, les grandes villes de plus d'un million d'habitants dont les habitants sont déjà intégrés dans les dynamiques de l'ouverture sociale et culturelle soutenue par H. Ruhani, et d'autre part la population des petites villes où le poids des traditions culturelles et religieuses reste fort et où le vote conservateur est plus solidement ancré (Hourcade, 2018). Il faut toutefois relever que la présence des nombreux religieux et étudiants de théologie et le caractère pieux et traditionnel, sinon conservateur, de la population expliquent l'échec électoral d'H. Ruhani dans les deux grandes villes de pèlerinage de Qom (37,3% des suffrages) et Mashhad (42,3% des voix), où E. Raïssi dirige, de surcroît, la Fondation de l'Astān-e Qods Razavi, qui gère le mausolée de l'Imam Reza.

Taille des villes et vote à l'élection présidentielle de 2017

Population des villes (en milliers)	% des votes pour H. Ruhani
> 1 000	62,2
500 - 1 000	56,9
200 - 500	53,7
199 - 200	53
50 - 100	56
10 - 50	48,1

À une échelle plus fine, au sein des agglomérations, des écarts importants ont été observés, comme à la plupart des élections présidentielles, entre les quartiers. En

particulier, au sein de l'agglomération téhéranaise, le gradient socio-culturel Nord-Sud a eu une traduction politique : le shahrestan de Shemirān, au Nord de la ville, où réside une population aisée et diplômée, a massivement voté pour H. Ruhani (78,9%), bien plus que les quartiers du centre (71,5%) et surtout que Rey, au sud (56,4%).

Source(s)

Les résultats des élections ont été publiés par le ministère de l'Intérieur (www.moi.ir), à l'échelle des districts (*shahrestan*) et non pas à l'échelle plus fine des *bakhsh* comme en 2013. Ils n'ont pas fait l'objet de contestation publique. Ces données sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

Bibliographie

- Boroujerdi, M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par M. Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.
- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, n° 169, pp. 99 -116.
- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p. (voir chap. 7 « Empire, nationalités et nation en Iran » pp. 494-591).
- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.
- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran. Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

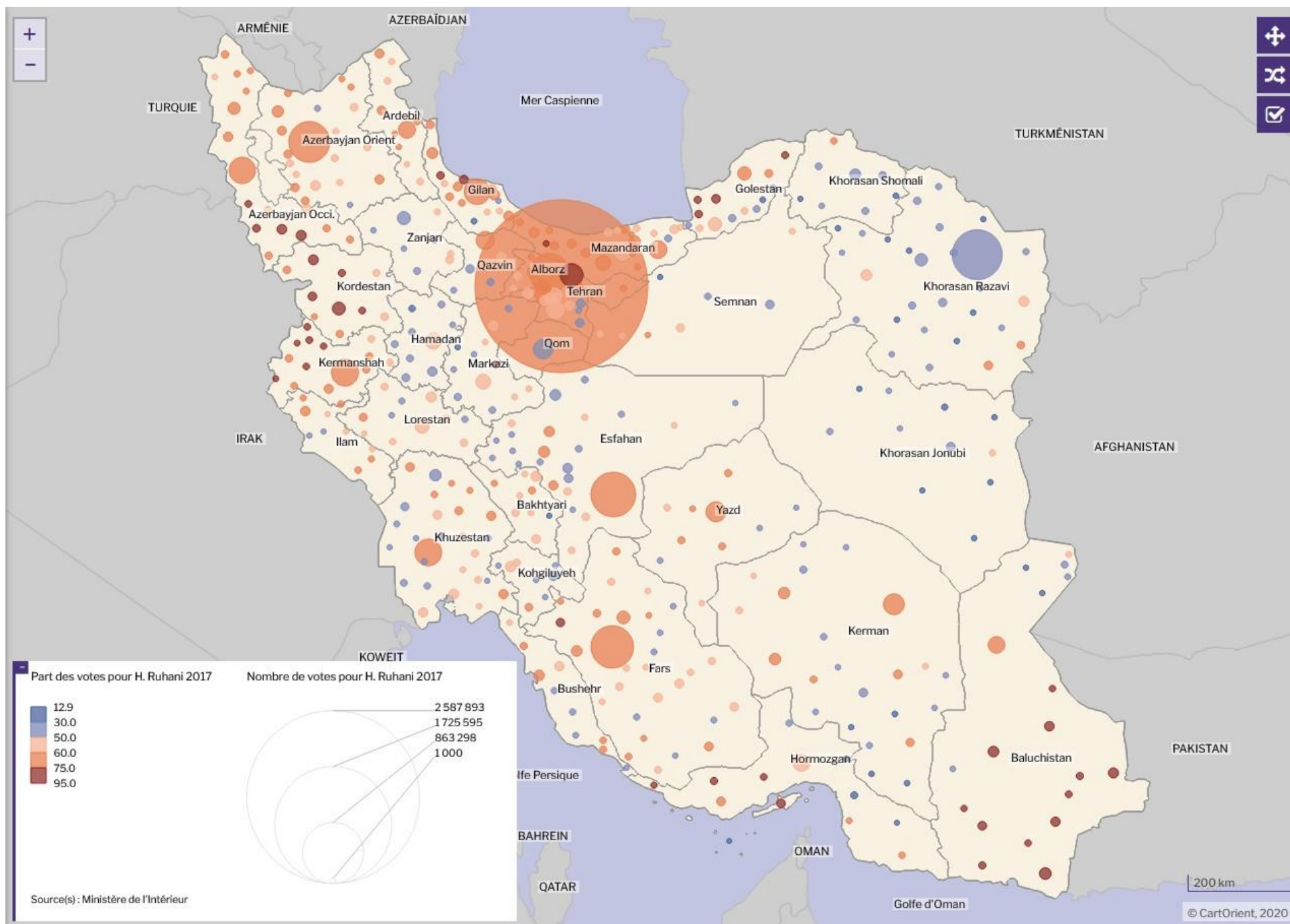
Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2009)
 Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)
 Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mir-Hosseyn Moussavi (districts, 2009)
 Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)", *CartOrient*. Mis en ligne le 16 Mai 2019.
 URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/148/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2017. Le vote en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)



Election présidentielle en Iran - 2017. Le vote en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)

Bernard Hourcade

La douzième élection présidentielle de la République islamique d'Iran s'est déroulée vendredi 19 mai 2017 et a vu la réélection au premier tour d'Hassan Ruhani (Parti de la modération et du développement (*hezb-e e'tedāl va towse'eh*)) avec 57,1% des voix (23 549 616 suffrages). Son seul véritable concurrent a été un autre dignitaire religieux, Ebrahim Raïssi, membre de l'Association du clergé combattant et surtout *motavalli* (gérant) de la très puissante fondation de l'Astān-e Qods Razavi de Mashhad, qui a obtenu 38,3% des voix (15 835 794 suffrages) en mobilisant un électorat religieux en matière sociale et conservateur sur le plan politique. Alors que l'on pouvait s'attendre à une réélection triomphale d'Hassan Ruhani à la suite du succès politique et diplomatique de la signature de l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire, le bon résultat obtenu par Ebrahim Raïssi, jusqu'alors peu connu du grand public, traduit la complexité et les incertitudes politiques du pays. Le taux de participation a été élevé (73,3%) avec, comme c'est souvent le cas, un taux plus faible (moins de 60%) dans les provinces du Kurdistan et du Lorestan, mais sans phénomène de boycott.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2017

Candidats	Nombre de voix	%
Hassan Ruhani	23 636 652	57,14
Ebrahim Raïssi	15 835 794	38,28
Mostafa Mir-Salim	478 267	1,16
Mostafa Hashemitaba	214 441	0,52
Blancs et nuls	1 200 931	2,90
Suffrages exprimés	41 366 085	73,33

La carte représente les suffrages obtenus par Hassan Ruhani, à l'échelle des districts (*shahrestan*), selon les données publiées par le ministère de l'Intérieur. Le recours aux cercles proportionnels permet, pour chaque circonscription administrative, de cartographier le nombre de voix gagnées par le président élu ainsi que la part du vote en faveur d'Hassan Ruhani. La carte montre notamment que le vote conservateur, essentiellement en faveur de Ebrahim Raïssi, concerne surtout des régions vastes mais faiblement peuplées, alors qu'Hassan Ruhani l'emporte dans les grandes villes.

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la République islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Depuis la réforme électorale de 2007, sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 18 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le ministère de l'Intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin.

Après l'accord sur le nucléaire de 2015, l'affrontement de deux stratégies politiques

L'élection présidentielle de 2017 s'est déroulée dans un contexte politique national et international nouveau, marqué par l'accord sur le nucléaire signé à Vienne le 14 juillet 2015 sous l'égide de l'Union Européenne, entre l'Iran et les « EU3 plus 3 », c'est-à-dire les trois pays européens – France Royaume Uni et Allemagne – qui avaient conclu un premier accord en 2003 auxquels se sont joint la Russie, la Chine et surtout les États Unis, membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Cet accord prévoyait qu'en échange

d'un arrêt du programme nucléaire iranien, les pays signataires, l'ONU et l'Union Européenne s'engagent à lever les sanctions économiques qui étaient imposées à la République islamique.

C'est dans ce contexte que 1636 personnes, dont 137 femmes, ont déclaré leur intention d'être candidats à l'élection présidentielle. En vertu de ses prérogatives, le Conseil des gardiens de la Constitution (*shurah-e nehgabān*) n'a toutefois autorisé que six candidats à participer à l'élection. Contrairement aux élections présidentielles précédentes où plusieurs personnalités de premier plan étaient en compétition, cette l'élection fut clairement bipolaire, entre partisans et opposants (et/ou critiques) à la politique d'ouverture menée par Hassan Ruhani. Pour ne pas risquer de perdre sur un choix politique majeur, et éviter un éventuel second tour qui aurait pu provoquer des divisions insurmontables au sein d'un régime auquel tous les candidats étaient attachés, plusieurs d'entre eux se sont désistés avant le premier tour.

Tous deux conservateurs, Mohammad-Bagher Ghalibaf, maire de Téhéran (Parti du peuple pour le progrès et la justice (*Jam'iyyat-e pishraft-o 'edālat-e irān-e eslāmi*)) et Mostafa Mir-Salim, ancien ministre de la culture (Parti de la coalition islamique (*hezb-e mo'talefe-ye eslāmi*)) se sont prononcés en faveur de Ebrahim Raïssi. De leur côté, Eshraq Jahangiri, vice-président de la République, et Mostafa Hashemitaba, président du Comité olympique iranien, tous deux réformateurs et membres du Parti des Cadres de la Reconstruction (*hezb-e kārgozārān sāzandegī-e irān*), ont appelé à voter en faveur d'H. Ruhani. Il faut noter que M. Mir-Salim et M. Hashemitaba n'ont pas retiré formellement leur candidature et ont ainsi recueilli quelques centaines de milliers de voix.

La campagne électorale, toujours très brève, fut très active et marquée par trois débats télévisés longs et vifs entre les six candidats retenus par le Conseil des gardiens de la Constitution. L'enjeu central de cette élection était le face à face entre deux dignitaires religieux, tous deux très attachés à la République islamique, mais partisans de deux stratégies politique radicalement opposées. Le président sortant, Hassan Ruhani, mettait en avant la victoire diplomatique de l'accord sur le nucléaire (JCPOA) signé en 2015. La levée des sanctions suscitait l'espoir d'un développement économique rapide, que la ruée des entreprises internationales vers l'Iran semblait annoncer.

À l'opposé, Ebrahim Raïssi rassemblait les partisans d'une « résistance » à une ouverture internationale trop rapide qui pourrait remettre en cause à court ou moyen terme les normes sociales islamiques, les pouvoirs en place et les avantages économiques acquis depuis 40 ans par les membres des factions liées au régime et leurs familles. Membres du clergé et figures actives de l'appareil politique de la République islamique, les deux candidats pouvaient se prévaloir du soutien du Guide Ali Khamenei. Il semble d'ailleurs que ce dernier souhaitait la réélection d'Hassan Ruhani, par souci de stabilité, tout en renforçant une opposition conservatrice capable de faire contrepoids à la dynamique irréversible d'ouverture internationale qui avait l'adhésion de la majorité de la population.

Une victoire en demi-teinte pour Hassan Ruhani

H. Ruhani a obtenu cinq millions de voix de plus qu'en 2013, avec une participation légèrement plus élevée, mais il est loin d'avoir écrasé son adversaire. Or, après l'accord de Vienne sur le nucléaire et la perspective enfin offerte d'une ouverture économique, politique et sociale, le président sortant aurait pu envisager remporter une plus large victoire, comme ce fut le cas pour Mohammad Khatami en 1997 et en 2001. Un soutien massif et incontesté (avec plus de 70 % des voix) lui aurait permis d'imposer plus aisément sa politique aux nombreuses factions d'opposition. Mais les espoirs nés de l'accord de 2015 furent vite déçus, car contrairement au Parlement iranien, le Congrès américain a refusé de ratifier le JCPOA, ce qui a contraint le président Barak Obama à imposer la levée des sanctions américaines par des « executive orders » qui devaient être renouvelés tous les trois mois. Le président iranien a ainsi été fragilisé par la disparition de la perspective d'un « boom » économique, vite aggravée par l'incapacité des signataires de l'accord, en particulier des Européens, à surmonter les obstacles, notamment bancaires, imposés par les États-Unis aux investissements étrangers en Iran.

Pour H. Ruhani, les difficultés étaient également internes. En effet, pendant les deux années qui ont suivi la signature de l'accord, le président H. Ruhani semble avoir d'abord cherché à apaiser les critiques du Guide et des forces conservatrices qui prônaient une politique de « résistance » au changement culturel qui accompagnerait inéluctablement l'ouverture économique. En particulier, il n'a pas mené les réformes

de structure dans le domaine économique (banques, transparence financière, corruption...), urgentes et indispensables pour pouvoir intégrer l'économie mondiale après 40 ans d'isolement, alors qu'il bénéficiait du soutien de l'opinion publique.

Élu en 2013 comme candidat consensuel ou comme le « moins mauvais candidat » comme le disaient alors certains réformateurs, H. Ruhani n'a pas non plus convaincu les « progressistes » ni obtenu l'adhésion de la masse de la population peu politisée mais qui aurait été sensible à des changements économiques tangibles. Cette élection présidentielle en demi-teinte traduit donc la réalité d'un pouvoir politique iranien stable mais incertain, sans soutien populaire fort et, de ce fait, en position de faiblesse face à un Congrès américain qui n'a jamais cessé d'afficher son hostilité et qui a imposé durablement ses vues avec l'élection de Donald Trump en novembre 2017.

Une géographie électorale stable

Même si ce ne fut pas un triomphe, la victoire du président sortant fut incontestable puisqu'il l'a emporté dans 273 districts sur 429, contre 156 pour E. Raïssi. La distribution territoriale du vote en faveur d'H. Ruhani confirme l'existence d'une géographie politique assez stable, proche de celle observée dans les élections précédentes, notamment en 2013, qui, à grands traits, différencie les régions périphériques des régions centrales, les régions sunnites des régions chiites, les régions de langue persane des régions de langue baloutche, kurde, etc. La carte donne à voir l'existence de comportements électoraux locaux, qui traduisent la diversité culturelle, sociale et politique constitutive de l'État iranien (Planhol, 1993). Par exemple, dans le centre de l'Iran, les habitants de Yazd, où H. Ruhani a obtenu 71,6% des voix, continuent de soutenir le courant réformateur de l'ancien président M. Khatami très influent dans sa région natale, bien plus que leurs voisins et rivaux traditionnels de Meybod, où le président sortant a tout juste été majoritaire (51,4%). Toutefois, le fait minoritaire, le régionalisme ou le localisme n'ont pas été des facteurs décisifs dans cette élection, d'autant qu'aucun candidat ne possédait d'ancrage régional fort, à la différence de M.-B. Ghalibaf et de M. Rezaei en 2013. En 2017, la dimension politique du scrutin présidentiel a même été renforcée par l'opposition clairement idéologique entre les deux principaux candidats.

Cela dit, les régions à forte population sunnite, notamment baloutche, kurde et turkmène, les régions caspiennes et les régions de l'Azerbaïdjan chiite ont réaffirmé leur soutien à un candidat d'ouverture, tandis qu'E. Raïssi l'a emporté dans les régions de l'est (Khorasān) ainsi que dans celles du centre et du centre-ouest (Qom, Markazi, Hamadān, Zanjān), traditionnellement conservatrices. Dans le sud du pays, entre le Khuzestān et la région de Kerman, le paysage politique est plus éclaté.

Des grandes villes favorables à Hassan Ruhani

Alors que les grandes villes avaient modérément soutenu H. Ruhani en 2013, la crainte de voir arriver au pouvoir un religieux connu pour ses opinions conservatrices radicales explique peut-être la forte corrélation que l'on constate entre la taille des villes et le vote en faveur d'Hassan Ruhani.

Relation entre le résultat du vote et la taille des villes

Population des villes	Votes pour H. Ruhani(%)
> 1 000	62,2
500-1000	56,9
200-500	53,7
199-200	53,0
50-100	56,0
10-50	48,1

Il existe en effet une différence nette entre d'une part, les grandes villes de plus d'un million d'habitants dont les habitants sont déjà intégrés dans les dynamiques de l'ouverture sociale et culturelle soutenue par H. Ruhani, et d'autre part la population des petites villes où le poids des traditions culturelles et religieuses reste fort et où le vote conservateur est plus solidement ancré (Hourcade, 2018). Il faut toutefois relever que la présence des nombreux religieux et étudiants de théologie et le caractère pieux

et traditionnel, sinon conservateur, de la population expliquent le relatif échec électoral d'H. Ruhani dans les deux grandes villes de pèlerinage de Qom (37,3% des suffrages) et Mashhad (42,3% des voix), où E. Raïssi dirige, de surcroît, la Fondation de l'Astān-e Qods Razavi, qui gère le mausolée de l'Imam Reza.

Il reste que l'opposition globale entre grandes villes et petites villes ou zones rurales doit être nuancée car l'émergence des nouvelles et vastes banlieues à la périphérie des grandes villes complexifie les sociétés urbaines et s'accompagne d'une redéfinition de la répartition géographique fine des comportements électoraux. À une échelle locale, au sein des agglomérations, des écarts importants ont été observés entre les quartiers. C'est particulièrement évident dans l'agglomération de Téhéran où le gradient socio-culturel Nord-Sud a eu une traduction politique claire : le *shahrestan* de Shemirān, au Nord de la ville, où réside une population aisée et diplômée, a massivement voté pour H. Ruhani (78,9%), bien plus que les quartiers du centre (71,5%) et surtout que Rey, au sud (56,4%).

Source(s)

Les résultats des élections ont été publiés par le ministère de l'Intérieur (www.moi.ir), à l'échelle des districts (*shahrestan*) et non pas à l'échelle plus fine des *bakhsh* comme en 2013. Ils n'ont pas fait l'objet de contestation publique. Ces données sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

Bibliographie

- Boroujerdi, M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana Univesity Press, 318 p.
- Buchta W., 1999, *Who rules Iran ? The structure of Power in the Islamic republic*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 239 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par M. Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.
- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, n° 169, pp. 99 -116.
- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p. (voir chap. 7 « Empire, nationalités et nation en Iran » pp. 494-591).
- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran. Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Ebrahim Raïssi (districts, 2017)

Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)

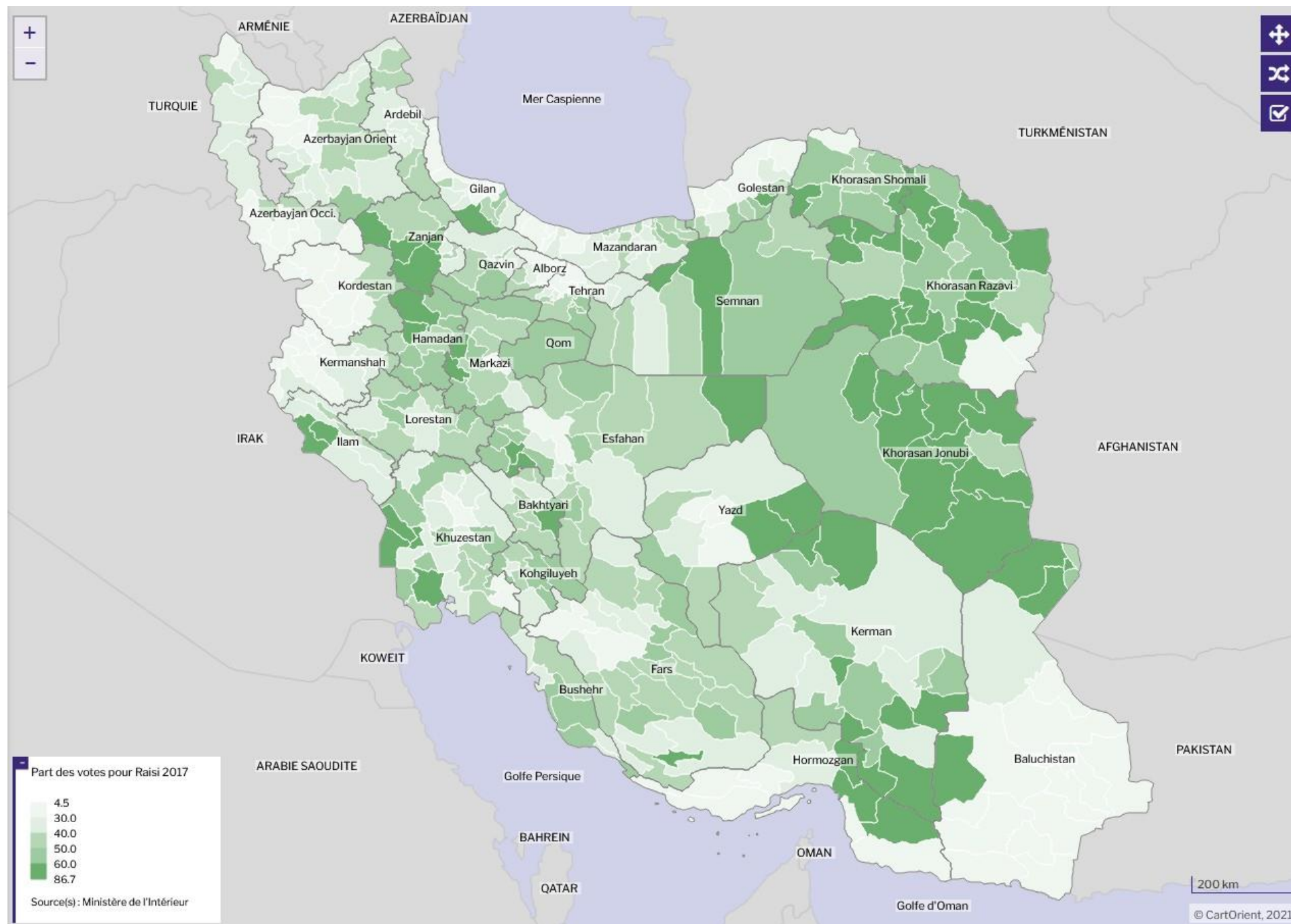
Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2017. Le vote en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)", *CartOrient*. Online since 24 June 2019.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/155/?lang=fr>

Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Ebrahim Raïssi (districts, 2017)



Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Ebrahim Raïssi (districts, 2017)

Bernard Hourcade

La douzième élection présidentielle de la République islamique d'Iran s'est déroulée vendredi 19 mai 2017 et a vu la réélection au premier tour d'Hassan Ruhani (Parti de la modération et du développement (*hezb-e e'tedāl va towse'eh*)) avec 57,1% des voix (23 549 616 suffrages). Son seul véritable concurrent a été un autre dignitaire religieux, Ebrahim Raïssi, membre de l'Association du clergé combattant et surtout *motavalli* (gérant) de la très puissante fondation de l'Astān-e Qods Razavi de Mashhad, qui a obtenu 38,3% des suffrages en mobilisant un électorat religieux en matière sociale et conservateur sur le plan politique. Alors que l'on pouvait s'attendre à une réélection triomphale d'Hassan Ruhani à la suite du succès politique et diplomatique de la signature de l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire, le bon résultat obtenu par Ebrahim Raïssi, jusqu'alors peu connu du grand public, traduit la complexité et les incertitudes politiques du pays. Le taux de participation a été élevé (73,3%) avec, comme c'est souvent le cas, un taux plus faible (moins de 60%) dans les provinces du Kurdistan et du Lorestan, mais sans phénomène de boycott.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2017

Candidat	Nombre de voix	%
Hassan Ruhani	23 636 652	57,14
Ebrahim Raïssi	15 835 794	38,28
Mostafa Mir-Salim	478 267	1,16
Mostafa Hashemitaba	214 441	0,52
Blancs et nuls	1 200 931	2,90
Suffrages exprimés	41 366 085	73,33
Total inscrits	56 410 234	100,00

La carte représente les suffrages obtenus par Ebrahim Raïssi, à l'échelle des districts (*shahrestan*), selon les données publiées par le ministère de l'Intérieur.

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la République islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Depuis la réforme électorale de 2007, sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 18 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le ministère de l'Intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin.

Après l'accord sur le nucléaire de 2015, l'affrontement de deux stratégies politiques

L'élection présidentielle de 2017 s'est déroulée dans un contexte politique national et international nouveau, marqué par l'accord sur le nucléaire signé à Vienne le 14 juillet 2015 sous l'égide de l'Union Européenne, entre l'Iran et les « EU3 plus 3 », c'est-à-dire les trois pays européens – France Royaume Uni et Allemagne – qui avaient conclu un premier accord en 2003 auxquels se sont joint la Russie, la Chine et surtout les États Unis, membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Cet accord prévoyait qu'en échange d'un arrêt du programme nucléaire iranien, les pays signataires, l'ONU et l'Union Européenne s'engagent à lever les sanctions économiques qui étaient imposées à la République islamique.

C'est dans ce contexte que 1636 personnes, dont 137 femmes, ont déclaré leur

intention d'être candidats à l'élection présidentielle. En vertu de ses prérogatives, le Conseil des gardiens de la Constitution (*shurah-e nehgabān*) n'a toutefois autorisé que six candidats à participer à l'élection. Contrairement aux élections présidentielles précédentes où plusieurs personnalités de premier plan étaient en compétition, cette l'élection fut clairement bipolaire, entre partisans et opposants (et/ou critiques) à la politique d'ouverture menée par Hassan Ruhani. C'est ainsi que la candidature d'Ebrahim Raïssi a marginalisé les autres candidats, conservateurs ou réformateurs qui ont décidé de se désister peu avant le scrutin.

Tous deux conservateurs, Mohammad-Bagher Ghalibaf, maire de Téhéran (Parti du peuple pour le progrès et la justice (*Jam'iyyat-e pishraft-o 'edālat-e irān-e eslāmi*)) et Mostafa Mir-Salim, ancien ministre de la culture (Parti de la coalition islamique (*hezb-e mo'talefe-ye eslāmi*)) se sont ainsi désistés en faveur de Ebrahim Raïssi. De leur côté, Eshraq Jahangiri, vice-président de la République, et Mostafa Hashemitaba, président du Comité olympique iranien, tous deux « réformateurs » membres du Parti des Cadres de la Reconstruction (*hezb-e kârgozārān sâzandegi-e irān*), ont appelé à voter en faveur d'H. Ruhani. Il faut noter que M. Mir-Salim et M. Hashemitaba n'ont pas retiré formellement leur candidature et ont ainsi recueilli quelques centaines de milliers de voix.

La campagne électorale, toujours très brève, fut très active et marquée par trois débats télévisés longs et vifs entre les six candidats retenus par le Conseil des gardiens de la Constitution. L'enjeu central de cette élection était le face à face entre deux dignitaires religieux, tous deux très attachés à la République islamique, mais partisans de deux stratégies politique radicalement opposées. Le président sortant, Hassan Ruhani, mettait en avant la victoire diplomatique de l'accord sur le nucléaire (JCPOA) signé en 2015. La levée des sanctions suscitait l'espoir d'un développement économique rapide, que la ruée des entreprises internationales vers l'Iran semblait annoncer.

À l'opposé, Ebrahim Raïssi rassemblait les partisans d'une « résistance » à une ouverture internationale trop rapide qui pourrait remettre en cause à court ou moyen terme les normes sociales islamiques, les pouvoirs en place et les avantages économiques acquis depuis 40 ans par les membres des factions liées au régime et leurs familles. Membres du clergé et figures actives de l'appareil politique de la

République islamique, les deux candidats pouvaient se prévaloir du soutien du Guide Ali Khamenei. Il semble d'ailleurs que ce dernier souhaitait la réélection d'Hassan Ruhani, par souci de stabilité, tout en renforçant une opposition conservatrice capable de faire contrepoids à la dynamique irréversible d'ouverture internationale qui avait l'adhésion de la majorité de la population.

Le renforcement des conservateurs après l'échec de l'accord de 2015

L'enthousiasme populaire qui avait suivi l'annonce de l'accord de juillet 2015 laissait augurer que la réélection d'Hassan Ruhani soit une sorte de plébiscite. Les bons résultats obtenus par son adversaire conservateur montrent qu'il n'en a rien été. En effet, les espoirs nés de l'accord de 2015 furent vite déçus, car contrairement au Parlement iranien, le Congrès américain a refusé de ratifier le JCPOA et donc de lever la plupart des sanctions économiques. Par ailleurs, pendant les deux années qui ont suivi la signature de l'accord, le président H. Ruhani semble avoir d'abord cherché à apaiser les critiques du Guide et des forces conservatrices qui prônaient une politique de « résistance » au changement culturel qui accompagnerait inéluctablement l'ouverture économique au lieu de mener activement les difficiles réformes de structure et de comportement (banques, transparence financière, lutte contre la corruption...) indispensables pour adapter les lois et pratiques iraniennes à l'économie mondiale, après 40 ans d'isolement. L'action des entreprises européennes sur lesquelles comptaient les autorités iraniennes pour stimuler leur économie a ainsi été entravée par la conjonction des sanctions américaines, qui leur interdisaient d'investir en Iran, et de l'inadaptation des structures économiques iraniennes à la mondialisation.

Les difficultés économiques et sociales ont servi les intérêts du camp conservateur et des plus radicaux, qui ont toujours insisté sur la nécessité d'imposer un rapport de force aussi radical que possible avec les puissances occidentales et dénoncé un accord qui n'apportait pas les bienfaits économiques annoncés. Avant même l'élection de Donald Trump en novembre 2017, les composantes de la crise économique actuelle étaient en place, ce dont a bénéficié Ebrahim Raïssi lors de l'élection de mai 2017.

Une géographie électorale de l'Iran « traditionnel »

Sans être un triomphe, la victoire du président sortant fut cependant incontestable puisque Hassan Ruhani l'a emporté dans 273 districts (*shahrestan*) sur 429, contre 156 pour Ebrahim Raïssi. La répartition géographique du vote en faveur d'Ebrahim Raïssi est marquée par l'importance des écarts régionaux. Le candidat conservateur a obtenu un score très modeste dans les régions périphériques sunnites et/ou non persanophones (Balouchistan, Kurdistan, régions turkmènes du nord-Khorasan ou arabes d'Hormozgan). Il a, en revanche, rencontré un réel succès dans le Nord-Est du pays, notamment dans la ville de Mashhad, dont il est originaire et où son beau-père, l'ayatollah Alam ol-Hoda, est l'imam du vendredi. Facteur classiquement observé dans les élections iraniennes, cette dimension locale a été renforcée par le fait qu'Ebrahim Raïssi est depuis 2016 le *motavalli* de la fondation Astaneh Qods Razavi qui gère le mausolée de l'Imam Reza et dont les propriétés et réseaux d'influence sont très puissants dans tout le Khorasan et au-delà. Le vote en faveur d'E. Raïssi agrège donc un vote régional et un vote politique à la fois religieux radical, lié aux idées très conservatrices du candidat, et traditionnel, lié au respect que les Iraniens ont pour l'imam Reza. Ceci explique largement pourquoi il n'a réussi à obtenir la majorité absolue des suffrages que dans les villes religieuses et conservatrices de Mashhad et de Qom (59,5%), parmi les agglomérations de plus de 500 000 habitants. Son score à Téhéran (26,7%), à Ispahan 36,1%), à Tabriz (28,4%) ou à Chiraz (26,2%) a même été inférieur à sa moyenne nationale.

La géographie du vote en faveur d'E. Raïssi traduit l'existence d'une opposition politique et idéologique entre un Iran « traditionnel » et/ou conservateur qui conserve une réelle assise dans la société iranienne, en particulier dans les régions centrales, et un Iran plus progressiste, majoritaire dans les villes.

Source(s)

Les résultats des élections ont été publiés par le ministère de l'Intérieur (www.moi.ir), à l'échelle des districts (*shahrestan*) et non pas à l'échelle plus fine des *bakhsh* comme en 2013. Ils n'ont pas fait l'objet de contestation publique. Ces données sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

Bibliographie

- Boroujerdi, M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par M. Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.
- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, n° 169, pp. 99 -116.
- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p. (voir chap. 7 « Empire, nationalités et nation en Iran » pp. 494-591).
- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.
- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran. Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

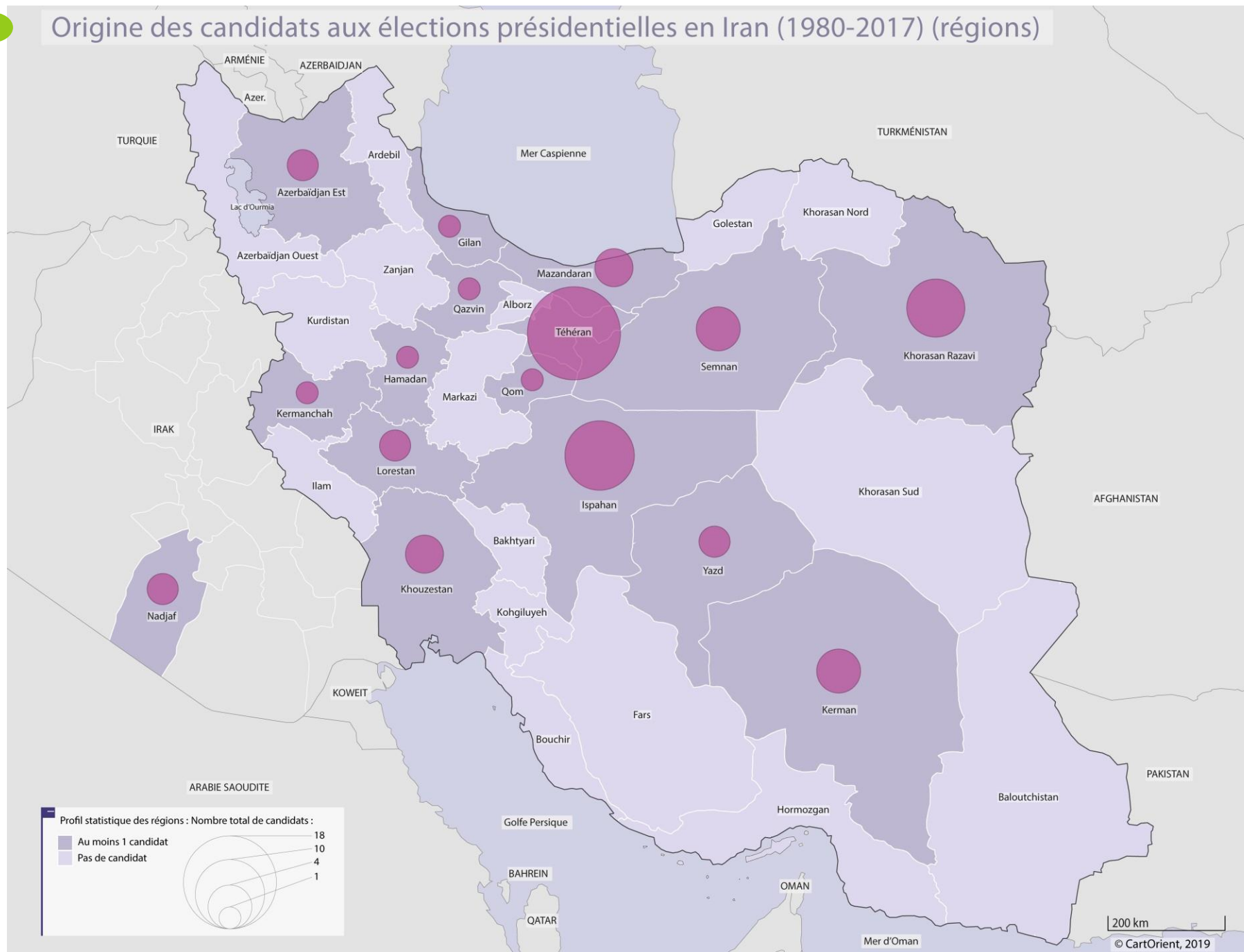
Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2017. Le vote en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)
 Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)
 Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Ebrahim Raïssi (districts, 2017)", *CartOrient*. Mis en ligne le 22 Juillet 2019.
 URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/154/?lang=fr>

Origine des candidats aux élections présidentielles en Iran (1980-2017) (régions)



L'origine géographique des candidats aux élections présidentielles en Iran (1980-2017) (régions)

Bernard Hourcade

L'élection présidentielle iranienne est devenue depuis 1980 un événement politique majeur dans la vie politique nationale et même internationale. Instaurée après le renversement du chah, elle est généralement un moment de mobilisation de l'ensemble du pays, notamment depuis l'élection inattendue du réformateur Mohammad Khatami, en 1997. Le taux de participation est souvent élevé, malgré la forte abstention récurrente de certaines régions (Kurdistan.).

La carte représente le lieu de naissance des candidats ayant été admis à se présenter à une ou plusieurs élections présidentielles. Elle montre que les régions sont très diversement impliquées dans ce processus électoral qui reste très contraint par la constitution de la République islamique et surtout par le rôle que s'est arrogé le Conseil des gardiens de la constitution pour sélectionner les candidats avant l'élection. Ces disparités géographiques, liées notamment à la distribution territoriale des populations sunnites et/ou non persanophones, sont un enjeu politique bien connu, souvent débattu mais rarement résolu sinon de façon symbolique.

Une élection au suffrage universel direct dont les candidats sont sélectionnés

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Depuis 2007, sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 18 ans et plus (contre 16 ans et plus auparavant). Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118).

Cette disposition a posé peu de problèmes lors de la première élection organisée après

la révolution, le 25 janvier 1980. Sur les 124 citoyens qui avaient fait acte de candidature auprès du Ministère de l'intérieur, 96 candidats avaient été retenus, en fonction de critères strictement légaux (âge, nationalité...). Les pratiques ont changé après la destitution en juin 1981 d'Abol-Hassan Banisadr, le premier président élu, car le Conseil des gardiens s'est alors arrogé le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin sur des critères politico-religieux, qui s'ajoutent aux critères juridiques étudiés par le Ministère de l'Intérieur. Le nombre de candidats participant au scrutin a dès lors varié de deux en 1989 à dix en 2001 (cinq en moyenne). Du fait cette sélection, ces derniers sont toujours très dévoués à la République islamique et notamment au principe du *velayat-e faghih* (obéissance au principe du magistère du Guide suprême). Très souvent certains candidats autorisés à se présenter savent qu'ils n'ont aucune chance d'être élus et préfèrent se désister ou se retirer quelques jours avant le scrutin pour ne pas afficher des divisions et rivalités qui seraient jugées comme négatives.

Sur les 96 candidats ayant été autorisés à concourir, 43 personnalités différentes se sont réellement présentées aux scrutins, dont la moitié à plusieurs reprises, totalisant ainsi 62 candidatures pour les 13 scrutins présidentiels de 1980 à 2017. Ces personnalités constituent un ensemble représentatif du cœur politique de la République islamique.

Les places fortes de la République islamique

Le premier fait mis en évidence par la carte de l'origine géographique des candidats autorisés à se présenter aux élections présidentielles de 1980 à 2017 est la division de l'Iran en deux parties quasiment égales. La première rassemble les régions (16 provinces dont Téhéran, Isfahan, Mashhad, etc.) dont des représentants ont été candidats à l'élection présidentielle. Cet ensemble participe activement à la vie politique du pays. La seconde regroupe les régions (15 provinces) dont aucun candidat

n'est originaire. Elle correspond largement aux régions périphériques du pays. Elle semble sinon marginalisée, du moins peu impliquée dans la vie politique nationale. On notera par ailleurs que deux candidats nés à Najaf en Irak quand leur père y était étudiant en théologie, ont été admis à se présenter. En effet, la loi exige seulement que les candidats soient de « nationalité » et « d'origine » iranienne.

Le centre politique de l'Iran islamique est clairement situé sur le plateau iranien persanophone et surtout chiite. Les régions qui ont le plus fourni de candidats sont celle d'Ispahan, première ville contrôlée de facto par les forces révolutionnaires avant même la chute du chah, mais aussi celle de Mashhad, capitale du Khorasan Razavi, lieu de pèlerinage le plus ancien et le plus populaire d'Iran. De même, on notera sans surprise que tous les présidents élus sont originaires de ces régions centrales. Abol-Hassan Banisadr (1980-1981) est né à Hamadān, Mohammad-Ali Rejāei (1981-1981) à Qazvin, Ali Khamenei (1981-1989) à Mashhad, Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani (1989-1997) à Bahraman, près de Rafsanjan dans la province de Kermān, Mohammad Khatami (1997-2005) à Ardakan dans la province de Yazd, Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) à Aradān, près de Garmsar dans la province de Semnān. Enfin, Hassan Ruhani, élu pour la première fois en 2013, est né à Sorkheh, dans la province de Semnān.

Quelques régions périphériques ont néanmoins vu certains de leurs représentants concourir à l'élection présidentielle. C'est notamment le cas de la province du Khuzestan dont deux candidats – Ali Shamkhani, né à Ahvaz, et Mohsen Rezaei, né à Masjed Soleymān, sont originaires. Cela dit, aucun des deux ne fut élu ni même n'accéda au second tour, malgré un certain succès dans leur région d'origine et même, pour M. Rezaei, dans tout le territoire parcouru par les itinéraires de nomadisation de la tribu des Bakhtyaris dont il est membre. Leur assise politique régionale n'a donc pas constitué un appui suffisant pour prétendre à un succès national.

Téhéran présente un cas particulier, car la capitale occupe une position hégémonique dans le paysage politique national. Cette situation se traduit par une surreprésentation des candidats originaires de la capitale (14 sur 42). Elle se matérialise également par le fait que l'ensemble des présidents ont préalablement à leur élection fait une carrière politique à Téhéran, à proximité ou au sein du pouvoir central. Pour accéder à la

fonction présidentielle, cet élément de leur biographie politique fut d'ailleurs beaucoup plus déterminant que leur attache régionale, souvent limitée à sa dimension familiale. L'hégémonie de Téhéran renvoie finalement moins à la grande taille de la ville ou à un fait ethnoculturel ou politique qu'à la très forte concentration des pouvoirs et de la vie politique dans la capitale.

Des régions politiquement en marge ?

Un des éléments les plus remarquables de la carte réside dans le fait que 15 provinces n'ont jamais apporté de candidats pour les élections présidentielles. La Constitution excluant les candidats qui ne sont pas musulman chiites duodécimains explique qu'aucun d'entre eux ne vienne des régions à majorité sunnite Kurde ou Baloutche. Mais la marginalité économique et culturelle des régions éloignées de la capitale (Ardebil, Bakhtyāri, Ilam, Kohgiluyeh) ou même des territoires de banlieue comme la province d'Alborz (Karaj) semble être un facteur tout aussi décisif. Il reste que certaines régions chiites et persanophones comme la province Centrale (Markazi), au cœur du pays, ou la province du Fars, dont la capitale est la ville historique de Shiraz, n'ont jamais été représentées par un candidat à l'élection présidentielle. Ce constat fait écho au problème, de plus en plus débattu en Iran, de l'hypertrophie et de l'hypercentralité de Téhéran.

La carte révèle enfin qu'à l'exception de Mir-Hossein Moussavi et de Mohsen Mehralizadeh, aucun candidat autorisé à se présenter n'était originaire des régions turcophones, notamment de celle de Tabriz, alors même que les Turcophones représentent plus de quart de la population iranienne. Cette situation pourrait s'apparenter à une marginalisation politique de la population azérie, si la population des grandes villes, notamment de Téhéran, ne comprenait une forte proportion d'habitants turcophones. C'est ainsi que le Guide Ali Khamenei est né à Mashhad de parents azéris.

Cette carte de l'origine géographique des candidats à l'élection présidentielle permet d'avancer l'hypothèse qu'en dépit de la réelle mobilisation médiatique et populaire que suscitent les élections présidentielles l'échelle nationale, l'implication de nombreuses provinces reste encore peu intense. Cette situation peut poser problème

dans un pays où l'unité nationale est confrontée au développement économique et au renforcement de l'influence de métropoles régionales à l'identité forte.

Source(s)

La carte représente le lieu de naissance des candidats ayant été admis à se présenter à une ou plusieurs élections présidentielles. Cette information a été compilée à partir de sources multiples sur les biographies des divers candidats.

Bibliographie

- Arabian Gulf Center for Iranian Studies, 2017, *To What Ethnicity and Province Do Majority of Iranian Officials Belong?*, Report, Rasanah, Riyadh, 27 p.
<https://rasanah-iiis.org/english/monitoring-and-translation/reports/to-what-ethnicity-and-province-do-majority-of-iranian-officials-belong/>
- Boroujerdi, M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p.
http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr
- Hourcade B., 2006, « In the Heart of Iran: the Electorate of Mahmoud Ahmadinejad », *MERIP Reports*, n° 241.
- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.
- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, n° 169, p. 99-116.
- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.

- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran. Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

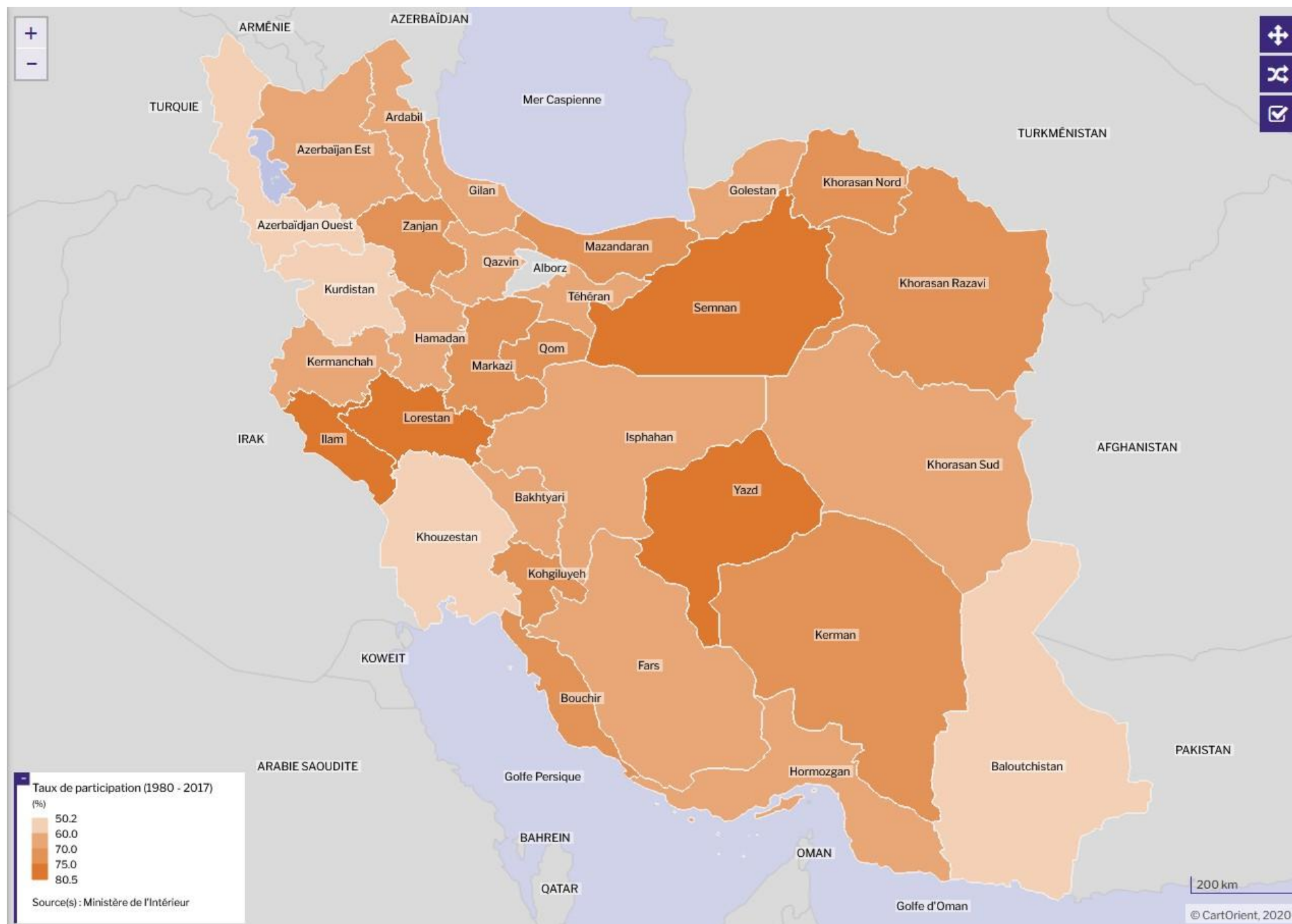
Election présidentielle en Iran - 2017. Le vote en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)
 Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)
 Election présidentielle en Iran - 1980. Taux de participation pour l'élection d'Abol-Hassan Banisadr (régions, 1980)
 Election présidentielle en Iran - 2017. Le vote en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "L'origine géographique des candidats aux élections présidentielles en Iran (1980-2017) (régions)", *CartOrient*. Online since 01 October 2019.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/158/?lang=fr>

Taux moyen de participation aux élections présidentielles iraniennes entre 1980 et 2017



Taux moyen de participation aux élections présidentielles iraniennes entre 1980 et 2017 (régions, 1980 - 2017)

Bernard Hourcade

L'Iran est une république depuis le 1^{er} avril 1979 (12 farvardin 1358 du calendrier iranien). Depuis, les élections, qui sont organisées à tous les échelons, sont non seulement devenues un rituel institutionnel, mais également un miroir des dynamiques et des blocages du pays, en dépit des conditions de leur organisation. Malgré la sélection des candidats autorisés à participer au scrutin par le Conseil des Gardiens de la Constitution sur des critères politiques qui est appliquée depuis 1981, les élections présidentielles ne sont plus entièrement verrouillées. Depuis 1997, elles mettent en présence plusieurs candidats représentant des tendances opposées au sein de la République islamique, ce qui suscite des débats politiques quelquefois virulents.

La carte représente le taux de participation moyen par province (*ostan*) pour les treize élections présidentielles qui se sont tenues entre 1980 et 2017. En Iran, le corps électoral est constitué de l'ensemble des citoyens, hommes et femmes. Le président iranien est donc élu au suffrage universel direct, pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Mais, depuis 2007, l'âge requis pour voter a été relevé de 15 à 18 ans.

Une participation plutôt importante

À l'échelle nationale, il apparaît que le taux de participation aux élections présidentielles est plutôt élevé, oscillant entre 50 % en 1993 et 85 % en 2005, pour une moyenne de 68 % pour l'ensemble des scrutins. Il témoigne d'une incontestable volonté populaire de s'exprimer et de participer à la vie politique, après une révolution qui avait mobilisé massivement la population. Cette réalité statistique est cependant entachée par la fraude organisée et maladroite du gouvernement dans certaines provinces où les données officielles de la participation peuvent atteindre voire

dépasser 90 % ou 100 %, alors qu'il est de notoriété publique que l'abstention réelle y est massive, en signe d'opposition au candidat officiel, au gouvernement, voire au régime politique de la République islamique.

Élections présidentielles en Iran (1980 - 2017). Candidat élu et taux de participation

Date élection	Candidat élu	Voix (%)	Participation (%)	Nb. de candidats
25/01/1980	Banisadr	75,6	67,4	8
24/07/1981	Rajaei	90,0	64,2	4
02/10/1981	Khamenei	91,1	74,3	4
16/08/1985	Khamenei	85,0	54,8	3
28/08/1989	Rafsanjani	94,0	54,6	2
11/06/1993	Rafsanjani	63,0	50,7	4
23/05/1997	Khatami	69,1	79,9	4
08/05/2001	Khatami	77,0	66,8	10
16/05/2005	(ballotage)	19,4	62,8	8
24/05/2005	Ahmadinejad	61,7	59,7	2
12/05/2009	Ahmadinejad	63,1	85,2	4
14/05/2013	Ruhani	50,6	72,9	8
19/05/2017	Ruhani	57,1	73,3	6

Entre verrouillage de la vie politique et enracinement du fait électoral

La dynamique de la participation aux élections présidentielles donne à voir plusieurs phases dans l'histoire politique de la République islamique.

La première période (1980-1993) a été marquée par une diminution régulière de la participation, à l'exception de l'élection d'octobre 1981, pour laquelle les données prêtent à discussion plus que pour tout autre scrutin – dans plusieurs régions, le taux de participation a en effet officiellement dépassé 100 %. Alors qu'en 1980, 67 % des Iraniens s'étaient rendus aux urnes pour l'élection du premier président, Abol-Hassan Banisadr, seulement 50 % des inscrits ont participé à la réélection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani en 1993.

Le recul de la participation se produisait dans un contexte de verrouillage croissant de la vie politique, traduisant la fin du consensus révolutionnaire, à un moment où le pays devait faire face à la guerre contre l'Irak. Au cours de cette période, le Conseil des gardiens de la Constitution limitait drastiquement le nombre de candidats autorisés à se présenter, empêchant toute compétition électorale, même encadrée, de façon à permettre le contrôle strict du pouvoir par les cercles du clergé les plus proches de l'ayatollah Khomeini avec les présidences successives d'Ali Khamenei (1981-1989) puis d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (1989-1997). Auparavant, Abol-Hassan Banisadr avait été démis, le second président, Mohammad Rajaei, assassiné quelques semaines après son élection, par un groupe d'opposition armée (Organisation des moudjahidines du peuple d'Iran), tandis que les oppositions libérales et progressistes étaient écartées et éliminées.

La seconde période s'est ouverte en 1997 avec l'élection inattendue de Mohammad Khatami. Elle voit la participation être globalement plus élevée qu'au cours des années 1980, probable conséquence d'une adhésion plus forte à des possibilités, même limitées, de réformes et d'évolution politique dans le cadre des institutions de la République islamique. Cette période correspond également à une certaine ouverture du jeu électoral, dans le cadre strict de la constitution et de l'acceptation du principe du *velayat-e faghih* (magistère du Guide suprême) du régime islamique.

En 2009, la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad avec un taux de participation de 85,2% marque toutefois une exception notable et dramatique dans la normalisation de la culture politique et l'enracinement des élections comme moyen de prise de décision. Des manifestations populaires massives ont d'ailleurs suivi cette élection contestée.

Entre participation et abstention, une nouvelle géographie politique ?

La carte de la participation moyenne aux élections présidentielles à l'échelle des régions montre une nouvelle géographie politique de l'Iran caractérisée par l'importance des différences entre les provinces adhérant de façon constante à la République islamique par une participation élevée et d'autres manifestant leur opposition par une forte abstention. Cette géographie électorale morcelée diffère de la stricte opposition centre-périphérie observée en 1981, même si ce gradient ne s'est pas totalement estompé.

Schématiquement, la participation est élevée dans les provinces persanophones et chiïtes, où la culture traditionnaliste (plus que conservatrice) de la majorité de la population coïncide avec les idéaux religieux et sociaux de la République islamique. C'est notamment le cas de régions de l'Iran central (Yazd, Semnan, mais aussi Markazi, Khorasan), dont certaines sont plutôt pauvres. Le taux de participation atteint également des niveaux très importants dans les provinces d'Illam (80 %) et du Lorestan (75 %), alors que la grande diversité religieuse et ethnique de ces deux régions (soufis, Ali-Allâhis, Lors, Kurdes, Laks, Persans...) aurait pu favoriser une forte abstention, comme dans les autres régions périphériques de l'ouest du pays. La forte participation pourrait s'expliquer par un strict encadrement politique et militaire.

D'autre part, l'abstention est forte de façon régulière dans des régions, souvent périphériques, où une grande partie de la population est sunnite et/ou non-persanophone (kurde, arabe, baloutche, etc.). Le taux moyen de participation atteint seulement 59 % au Khuzestan, 55 % en Azerbaïdjan de l'ouest et au Baloutchistan, et 50 % au Kurdistan. Les facteurs ethniques et religieux continuent donc de jouer un rôle important dans la vie politique iranienne, même si des considérations politiques définissent in fine les comportements électoraux. Dans ces régions où le débat

politique est très actif malgré la répression, l'abstention traduit la persistance d'une réelle défiance à l'encontre du régime islamique. On note par ailleurs que l'élection présidentielle permet aux minorités concernées de manifester dans le cadre légal leur divergence avec la politique menée par les autorités, en votant massivement en faveur des candidats réformateurs qui prônent notamment l'égalité entre les citoyens quel que soit leur ethnie ou leur religion.

La participation est également inférieure à la moyenne nationale dans le cœur de l'Iran économique, où se situent la plupart des grandes villes, de Tabriz aux provinces caspiennes et de Téhéran au golfe Persique. Dans ces régions, les identités ethniques et religieuses ont désormais une place secondaire dans les choix politiques, d'autant plus que les migrations ont mélangé les populations dans les grandes agglomérations. Dans les provinces de l'Azerbaïdjan de l'est et de Qazvin, qui sont majoritairement turcophones, les comportements électoraux s'inscrivent ainsi dans une logique nationale, où s'affrontent des options politiques et non plus des groupes ethniques. Dans ce cadre, l'abstention relève plus d'une manifestation modérée de mécontentement ou de désintérêt que d'une opposition franche à la République islamique correspondant à un boycott militant.

Source(s)

Les résultats détaillés des différents candidats à l'échelle des régions (*ostan*) et des districts (*shahrestan*) n'ont pas été publiés à l'issue des élections présidentielles entre 1980 et 1993. En revanche, le taux de participation par province est disponible. Ces données ne sont pas archivées sur le portail du Ministère de l'Intérieur mais elles sont accessibles sur le site *Iran Data Portal* de l'Université de Syracuse (États-Unis) (<http://irandataportal.syr.edu>).

Pour faciliter la lecture de la carte, les données ont été adaptées au découpage actuel qui, depuis 2010, comprend 31 provinces, alors qu'il existait 24 régions en 1980 en Iran.

Bibliographie

- Baktiari B., 1996, *Parliamentary Politics in Revolutionary Iran: the Institutionalization of Factional Politics*, Gainesville, University of Florida Press, 282 p.
- Boroujerdi, M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- Buchta W., 1999, *Who rules Iran ? The structure of Power in the Islamic republic*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 239 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par M. Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Coville T., 2007, *Iran, la révolution invisible*, Paris, La Découverte, 264 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.

- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, 2018/2, n° 169, pp. 99 -116.

- Ladier-Fouladi M., 2009, *Iran, un monde de paradoxe*, Paris, Atalante, 384 p.

- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p.

- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.

- Sadjadpour K., 2008, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Carnegie Endowment Report, 35 p.

- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran. Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Carte(s) liée(s)

Localisme et régionalisme : l'élection présidentielle iranienne de 2005 (régions, 2005)

Election présidentielle en Iran - 1980. Taux de participation pour l'élection d'Abol-Hassan Banisadr (régions, 1980)

Election présidentielle en Iran - octobre 1981. Taux de participation pour l'élection d'Ali Khamenei (régions, 1981)

Election présidentielle en Iran - juillet 1981. Taux de participation pour l'élection de Mohammad-Ali Rajaei (régions, 1981)

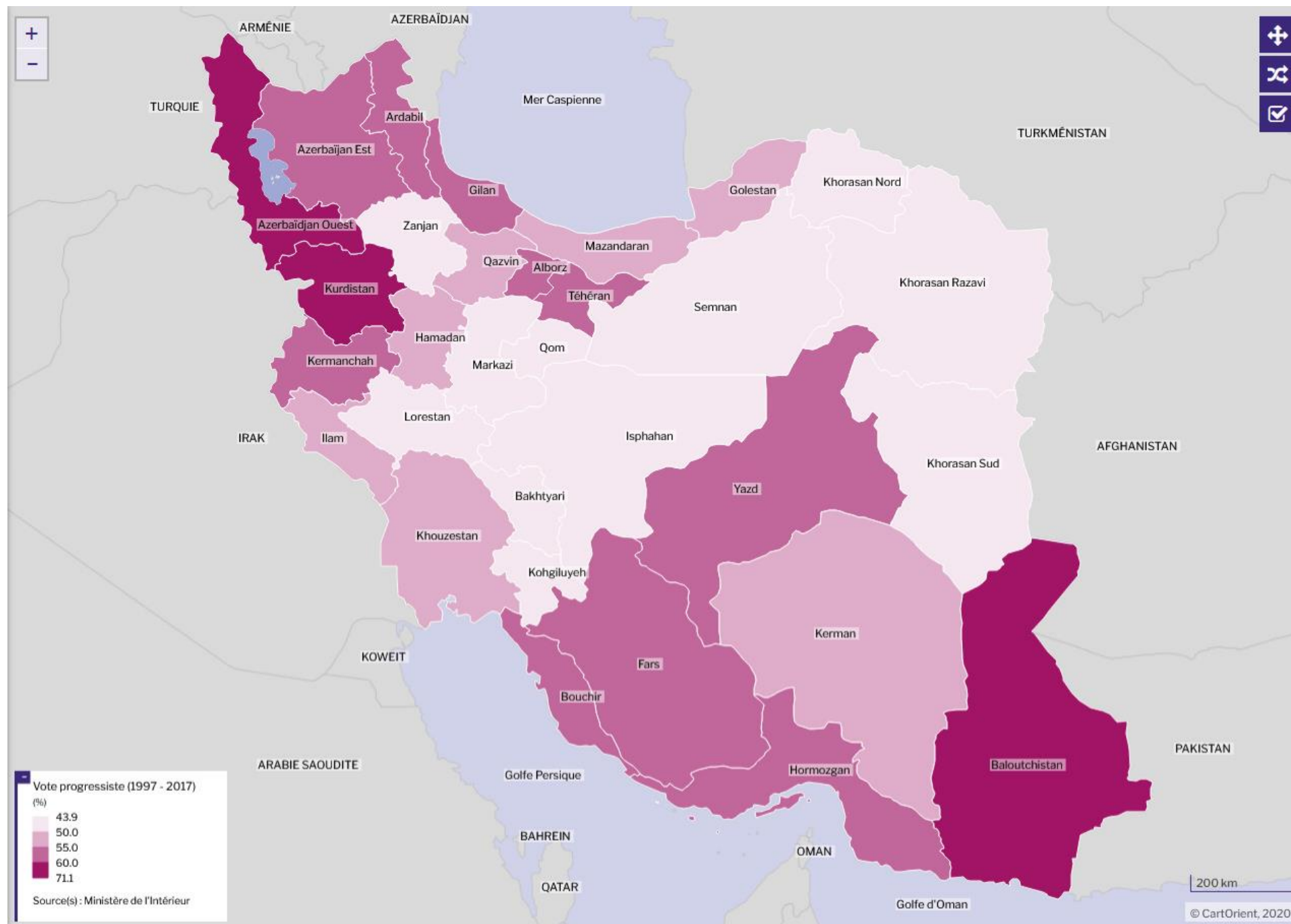
Election présidentielle en Iran - 1989. Taux de participation pour l'élection d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (régions, 1989)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Taux moyen de participation aux élections présidentielles iraniennes entre 1980 et 2017 (régions, 1980-2017)", *CartOrient*. Mis en ligne le 16 Janvier 2020.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/170/?lang=fr>

Le vote progressiste aux élections présidentielles iraniennes entre 1997 et 2017 (régions, 1997-2017)



Le vote progressiste aux élections présidentielles iraniennes entre 1997 et 2017 (régions, 1997-2017)

Bernard Hourcade

Depuis 1980, l'élection présidentielle est devenue en Iran, tous les quatre ans, un rendez-vous important, qui traduit assez bien les rapports de force au sein du pays, malgré le contrôle strict de la vie politique par le pouvoir issu de la révolution de 1979. Entre 1980 et 1997, les élections présidentielles, de même que les élections législatives, ne laissaient cependant pas place au débat politique public. La vie politique de l'Iran était alors marquée par une situation souvent chaotique liée à la révolution, au pouvoir et au prestige sans égal de l'ayatollah Khomeyni, à la guerre Irak-Iran puis à la reconstruction du pays sous le contrôle sans contestation possible du clergé chiite et de la force montante des gardiens de la révolution.

L'élection de Mohammad Khatami en 1997, contre le candidat « officiel » Ali-Akbar Nategh-Nuri, alors président du Parlement, ouvrit une nouvelle période pendant laquelle le paysage politique s'est peu à peu structuré, avec l'émergence de personnalités, de tendances, de « fractions » sinon de partis politiques structurés à l'échelle nationale. Quoique tous se soient déclarés fidèles à la République islamique et au pouvoir du Guide suprême, certains se sont ainsi présentés comme « réformateurs », d'autres comme « conservateurs », tandis que de nombreux autres restaient indécis. Il existe ainsi une division du champ politique institutionnel, avec un courant « conservateur », contrôlé par les factions le plus radicales du clergé et des institutions révolutionnaires (Fondations, Gardiens de la révolution) bénéficiant d'un soutien populaire attaché aux traditions sociales et culturelles, à l'islam populaire et au changement social apporté par la révolution de 1979 et un courant « progressiste », lui aussi hétérogène, mobilisant notamment la nouvelle bourgeoisie moyenne qui a eu massivement accès à l'éducation secondaire et universitaire, plus ouverte à la mondialisation. On compte enfin des « pragmatistes » et des « modérés » attachés aux idéaux de la révolution islamique et partisans de changements politiques progressifs.

Evolution du vote "Progressiste" 1997-2017

Date élection	Candidats "progressistes"	Voix (%)
1997	Khatami	69,1
2001	Khatami, Hashemitaba	79,0
2005 1 ^{er} tour	Rafsanjani, Karroubi, Mo'in, Mehralizadeh	56,6
2005 2 ^{ème} tour	Rafsanjani	35,9
2009	Moussavi, Karroubi	34,7
2013	Ruhani	50,7
2017	Ruhani, Hashemitaba	57,6

La nouvelle classe moyenne qui n'a jamais connu le régime impérial représente la majorité de la population du pays. Les femmes y occupent une place tout à fait nouvelle dans l'histoire sociale du pays. Ces nouvelles générations sont insérées à la fois dans la culture religieuse populaire dominante tout en affirmant leur volonté de participer à une mondialisation économique, culturelle et politique qu'elles connaissent plus par les médias (internet) que par expérience personnelle. En prônant notamment plus d'égalité entre hommes et femmes, et entre les citoyens, sans tenir compte de leur religion ou de leur origine ethnique, les courants réformateurs cherchent à adapter la République islamique en répondant à la demande sociale et en s'appuyant sur les générations postérieures à la révolution et à la guerre Iran - Irak.

La carte représente la moyenne des suffrages obtenus par l'ensemble des candidats « progressistes » lors des six élections présidentielles organisées de 1997 à 2017, à l'échelle des régions. Ce vote a fortement oscillé selon les élections, même s'il a été majoritaire durant cette période, sauf pendant les deux mandats de Mahmoud Ahmadinejad (2005 – 2013).

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la république islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Depuis la réforme électorale de 2007, sont électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 18 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin.

Malgré l'implication directe du Conseil des gardiens de la Constitution, le processus électoral n'est plus entièrement verrouillé. Depuis 1997, des candidats issus de tendances opposées au sein de la République islamique ont pu se présenter, ce qui a suscité des débats politiques quelquefois virulents. De même, le résultat des élections présidentielles a été marqué par une certaine imprévisibilité.

Iran conservateur et Iran progressiste ?

La carte montre une division du pays entre provinces « conservatrices » et « progressistes », mais aussi l'existence de vastes territoires intermédiaires dont le vote peut faire élire l'une ou l'autre tendance.

Les candidats progressistes ont été toujours été majoritaires dans trois provinces à forte population sunnite et non persanophone : Baloutchistan (71,1%), Kurdistan (62,9%) et Azerbaïdjan Occidental (63%). Les « réformateurs », notamment Mohammad

Khatami, prônent en effet l'égalité de tous les Iraniens sans distinction d'ethnie ou de religion.

Ce facteur ethno-religieux explique le soutien réel mais plus modéré aux candidats réformateurs dans les provinces de Kermanshah (Kurdes chiites) et d'Hormozgan (Arabes sunnites). Dans les provinces d'Azerbaïdjan Oriental, Gilan, Yazd, Hamadan, ou Fars et surtout dans la métropole de Téhéran, le vote « progressiste » ne semble pas liés aux héritages culturels, mais bien plus à une ancienne et forte culture citadine et à une vie politique très active depuis plus d'un siècle, notamment à Tabriz, place forte de la culture turque azérie et des révoltes politiques.

Il existe également un Iran clairement conservateur qui couvre onze provinces entre le Khorasan et le Zagros en passant par Qom (44,4%) et Ispahan (47,8%). C'est l'Iran de la périphérie du désert central, traditionnel, persan et chiite, avec notamment une forte influence dans tout le Khorasan de la Fondation *Astān-e Qods Razavi* qui gère le sanctuaire de l'imam Réza à Mashhad). Ce sont également des zones rurales pauvres de la province centrale (Markazi, 47,6%, Semnan). Le faible soutien accordé aux progressistes dans les régions de langue Lori (Bakhtyari 43,0%, Kohgiluyeh et Lorestan 44,2%) et dans la province de Zanjan (48,1%) majoritairement turcophone tient peut-être à l'isolement de ces régions et à un fort encadrement étatique.

Cette géographie politique de l'Iran n'oppose donc plus aussi clairement que dans les années 1980 deux ensembles homogènes, selon un gradient centre / périphérie. De multiples facteurs locaux, politiques, idéologiques, économiques, culturels se combinent pour expliquer les votes.

Source(s)

Les résultats officiels des différentes élections présidentielles ont été publiés par le Ministère de l'Intérieur. Les données sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par l'université de Syracuse.

<http://irandataportal.syr.edu/2009-presidential-election>

La qualité de ces données a souvent été discutée et remise en cause. Ce fut notamment le cas en 2005, lorsque le candidat réformateur Mehdi Karroubi a dénoncé son absence au second tour au profit de Mahmoud Ahmadinejad, et en 2009, lorsque des manifestations d'une ampleur inédite se sont opposées à la réélection du même Mahmoud Ahmadinejad.

Bibliographie

- Ansari A., 2010, *Crisis of Authority: Iran's 2009 Presidential Election*, Londres, Chatham House, 113 p.

- Boroujerdi, M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, Syracuse University Press, 896 p.

- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.

- Buchta W., 1999, *Who rules Iran ? The structure of Power in the Islamic republic*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 239 p.

- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par M. Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.

- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.

- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.

- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, 2018/2, n° 169, pp. 99 -116.

- Ladier-Fouladi M., 2009, *Iran, un monde de paradoxe*, Paris, Atalante, 384 p.

- Parizi M., 2010, « Le miracle de l'élection présidentielle iranienne de juin 2009 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 2, p. 927-949.
<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2010-5-page-927.htm>

- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p.

- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2017. Le vote en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)

Election présidentielle en Iran - 2013. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (bakhsh, 2013)

Election présidentielle en Iran - 1997. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 1997)

Election présidentielle en Iran - 2001. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 2001)

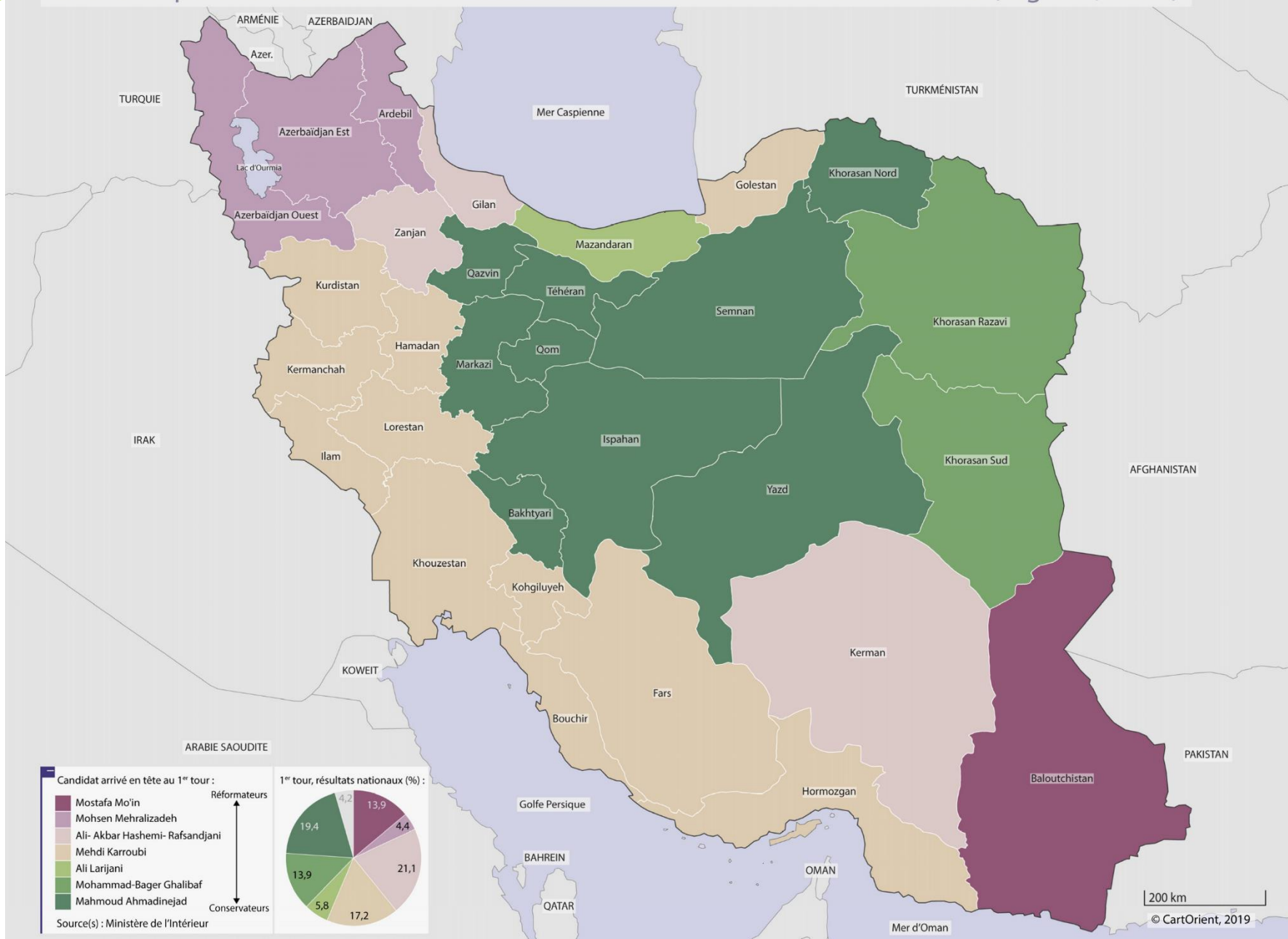
Election présidentielle en Iran - 2009. Part des votes en faveur de Mir-Hosseyn Moussavi (districts, 2009)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Le vote progressiste aux élections présidentielles iraniennes entre 1997 et 2017 (régions, 1997-2017)", *CartOrient*. Mis en ligne le 12 Février 2020.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/171/?lang=fr>

Elections présidentielles en Iran - 2005. Candidat arrivé en tête au 1^{er} tour (régions, 2005)



Election présidentielles en Iran - 2005. Candidat arrivé en tête au 1^{er} tour (régions, 2005)

Bernard Hourcade

Le premier tour de l'élection présidentielle, organisé le 17 juin 2005, sous l'égide du président sortant réformateur Mohammad Khatami, a vu cinq des sept candidats obtenir plus de 10 % des suffrages, Ali-Akbar Hashemi-Rafсанджани se qualifiant au second tour avec Mahmoud Ahmadinejad qui fut finalement élu avec 61,7 % des voix. Cette dispersion des voix traduisait l'existence de rapports de force idéologiques et d'une véritable compétition entre des figures et des courants politiques de premier rang. Ce fractionnement du champ politique possédait également une dimension géographique qui questionnait la place du localisme dans la vie politique nationale, chaque candidat étant arrivé en première position dans au moins une région.

Résultats de l'élection présidentielle iranienne de 2005

Candidats	1 ^{er} tour	%	2 ^{ème} tour	%
Ali- Akbar Hashemi- Rafсанджани	6 211 937	21,1	10 046 701	35,9
Mahmoud Ahmadinejad	5 711 696	19,4	17 284 782	61,7
Mehdi Karroubi	5 070 114	17,2	-	-
Mostafa Mo'in	4 095 827	13,9	-	-
Mohammad-Bager Ghalibaf	4 083 951	13,9	-	-
Ali Larijani	1 713 810	5,8	-	-
Mohsen Mehralizadeh	1 288 640	4,4	-	-
Blancs et nuls	1 224 882	4,2	663 770	2,4
Total	29 400 857	100,0	27 995 253	100,0

La carte représente le candidat arrivé en tête à l'échelle des régions (*ostan*), selon les données publiées par le Ministère de l'Intérieur.

Une élection au suffrage universel direct

Selon la Constitution de la République islamique, le président iranien est élu au suffrage universel direct pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois, dans le cadre d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours (chapitre 9, article 113 sq). Avant la réforme électorale de 2007, étaient électeurs tous les Iraniens, hommes et femmes âgés de 16 ans et plus. Peuvent être candidats, des hommes ou des femmes qui doivent être musulmans chiites et « versés dans la religion et la politique ». Le Ministère de l'intérieur vérifie la recevabilité des candidatures et organise l'élection, tandis que le Conseil des Gardiens de la Constitution, « supervise » l'élection (article 118) et, depuis 1981, s'arroge le droit de sélectionner les candidats autorisés à participer au scrutin. En dépit de ce mode de désignation des candidats, les campagnes électorales sont très actives.

Cinq candidats obtiennent plus de 10% des voix.

Un fait marquant de cette élection a été l'ancrage politique durable du fait électoral en Iran. La participation a été de 69,8%, et un vrai débat politique a eu lieu entre les sept candidats, tous cadres historiques de la République islamique. Certes, le Conseil des Gardiens de la Constitution (*Shurā-ye nehgābān*) a refusé la candidature de la quasi-totalité des 1014 personnes ayant souhaité concourir à l'élection, seulement huit candidats ayant été retenus dont un, Mohsen Rezaei, s'est retiré peu avant le scrutin. Mais la plupart des leaders politiques du moment, notamment dans le camp conservateur, ont été autorisés à se présenter pour succéder au président réformateur Mohammad Khatami. Cette situation marque évolution avec la plupart des élections antérieures quand le candidat « officiel » affrontait un seul « opposant » et/ou quelques personnalités secondaires.

Finalement, sept candidats se sont présentés à l'élection présidentielle :

- Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani, ancien président du Parlement puis de la République (1989-1997), artisan pragmatiste de la reconstruction du pays après la guerre Irak-Iran, qui était le favori de l'élection.
- Mahmoud Ahmadinejad, ingénieur né à Garmsar d'un père simple forgeron, maire de Téhéran depuis 2003, après une carrière comme préfet (*farmandar*) et gouverneur de province.
- Mehdi Karroubi, religieux originaire du Lorestan, qui fut longtemps président du Parlement.
- Mostafa Mo'in, né à Najafbad près d'Ispahan, ancien ministre des sciences, peu connu du grand public, mais partisan respecté du courant réformateur du président sortant Mohammad Khatami.
- Mohammad-Bagher Ghalibaf, originaire de Mashhad, ancien général des Gardiens de la Révolution, et ancien commandant de la police nationale et de Khatam ol Ambya, le trust financier des Gardiens de la révolution.
- Ali Larijani, également proche des Gardiens de la Révolution, qui a occupé de nombreux postes officiels. Il était surtout le fils de feu l'ayatollah Amoli très respecté dans sa province du Mazandaran.
- Mohsen Mehralizadeh, turcophone de Maragheh (Azerbaïdjan oriental), était le moins connu de tous les candidats, en dehors des milieux sportifs au sein desquels il était apprécié.

Portés par une notoriété nationale et un ancrage régional, cinq candidats ont obtenu des résultats très proches entre 13,9% et 21,1% des voix. Vingt-cinq ans après l'instauration de la République islamique, cette situation témoignait de la segmentation de l'élite politique, du fait des divergences politiques et des ambitions rivales de différentes personnalités toutes impliquées dans le cœur du système politique national. Elle traduisait également la désunion et la désorganisation de l'opposition.

Le faible écart entre les candidats a incité certains d'entre eux à contester les résultats officiels. Ce fut en particulier le cas de Mehdi Karroubi, placé en seconde position avant Mahmoud Ahmadinejad, au soir de l'élection, mais finalement déclaré troisième dans les résultats définitifs publiés par le Ministère de l'Intérieur.

À chacun sa province : localisme et enjeux nationaux

Le premier tour de l'élection présidentielle de 2005 montre une géographie électorale presque caricaturale. Chacun des sept candidats, même ceux qui n'ont obtenu qu'un score minime au plan national, a été majoritaire au moins dans une province, en général celle dont leur famille était originaire : Ali Larijani au Mazandaran, Mohsen Mehralizadeh en Azerbaïdjan, Mehdi Karroubi dans les régions de population lori, souvent nomades, et Mohammad-Bagher Ghalibaf au Khorasan.

La géographie du vote en faveur de Ali-Akbar Hashemi-Rafsandjani, Mostafa Mo'in et de Mahmoud Ahmadinejad présente des contours plus complexes, car ils avaient tous trois une identité politique affirmée et une audience nationale. Le fort soutien obtenu au centre du pays par Mahmoud Ahmadinejad était davantage lié au fait que le cœur du plateau iranien est aussi le centre d'un Iran traditionnel, chiite et persanophone, correspondant à l'identité politique du candidat, qu'à son lieu de naissance, aux marges septentrionales du plateau central, ou à sa fonction de maire de Téhéran. La distribution géographique du vote en faveur de Mostapha Mo'in témoigne également de l'assise régionale de certains votes politiques. Bien qu'il n'ait aucune attache personnelle au Balouchistan, il est ainsi arrivé en première position dans cette région dont la population à majorité sunnite soutient toujours fortement les candidats réformateurs.

Cette carte confirme à quel point le vote en faveur du candidat local est une réalité toujours vivante dans les régions iraniennes. Toutefois, elle laisse, dans le même temps, apparaître que le résultat de l'élection présidentielle dépend surtout d'autres facteurs, idéologiques, politiques, sociaux (citadinité, niveau d'éducation) qui, dans certains cas, ont une dimension régionale. Il existe ainsi des corrélations fréquentes mais parfois contredites, entre identités régionales et tendances politiques comme le soutien des régions sunnites aux réformateurs ou le vote conservateur du centre du pays et du Khorasan. Elu au second tour, Mahmoud Ahmadinejad doit néanmoins, comme ses prédécesseurs et ses successeurs, sa victoire à son positionnement politique national.

Source(s)

Les résultats officiels de l'élection présidentielle ont été publiés par le Ministère de l'Intérieur à l'échelle des 325 districts (*shahrestan*) qui existaient en 2005. Faute de carte administrative disponible à cette échelle pour cette date, certaines données ont été agrégées pour les adapter aux contours de la carte administrative comprenant 318 districts qui existait avant le partage de certains *shahrestan*.

Les résultats sont désormais disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton.

<http://irandataportal.syr.edu/2005-presidential-election>

Bibliographie

- Boroujerdi, M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, Syracuse University Press, 896 p.

- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par Michel Potocki, Paris, Harmattan, 2004, 120 p.

- Hourcade B., Mazurek H., Papoli-Yazdi M.-H., et Taleghani M., 1998, *Atlas d'Iran*, Paris, GIP Reclus et La Documentation Française, 192 p.

http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr

- Hourcade B., 2006, « In the Heart of Iran: the Electorate of Mahmoud Ahmadinejad », *MERIP Reports*, n° 241.

- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.

- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, n° 169, p. 99-116.

- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p. (voir chap. 7 « Empire, nationalités et nation en Iran » pp. 494-591).

- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Mondes iranien et indien, Paris, France

Carte(s) liée(s)

Election présidentielle en Iran - 2005 - premier tour. Part des votes en faveur de Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005)

Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur d'Ali-Akbar Hashemi-Rafsanjani (districts, 2005)

Election présidentielle en Iran - 2005 - second tour. Part des votes en faveur de Mahmoud Ahmadinejad (districts, 2005)

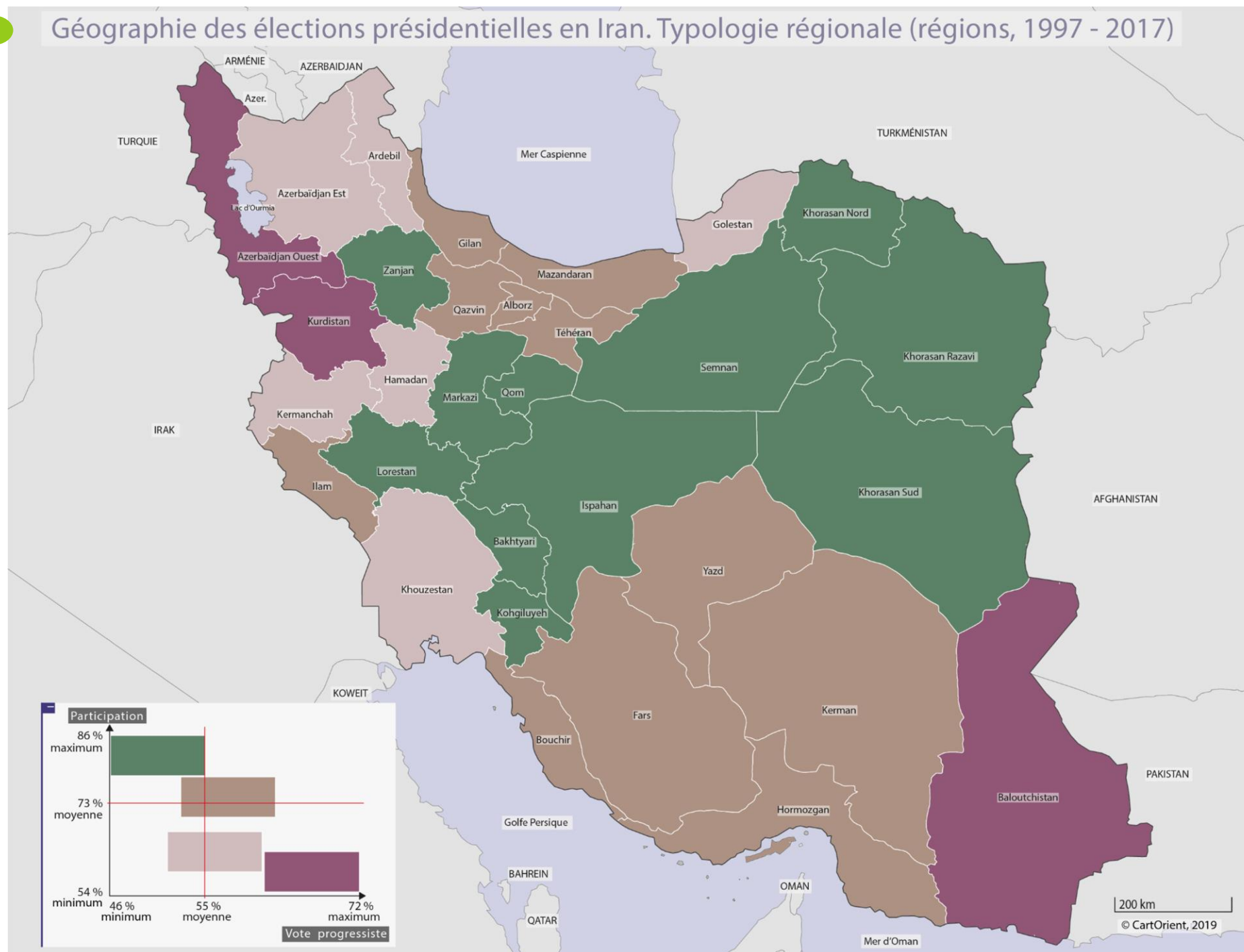
Election présidentielle en Iran - 2005. La progression du vote en faveur de Mahmoud Ahmadinejad entre les premier et second tours (districts, 2005)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Localisme et régionalisme : l'élection présidentielle iranienne de 2005 (régions, 2005)", *CartOrient*. Mis en ligne le 06 Novembre 2019.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/169/?lang=fr>

Géographie des élections présidentielles en Iran. Typologie régionale (régions, 1997 - 2017)



Géographie des élections présidentielles en Iran.

Typologie régionale (régions, 1997 - 2017)

Bernard Hourcade

Les régions iraniennes présentent des profils électoraux qui dessinent une géographie politique variée. Le niveau de participation ainsi que le profil politique des candidats recueillant l'essentiel des suffrages diffèrent selon les provinces, pour des raisons de politique générale aussi bien que pour des considérations locales.

Bien que les données publiées par les autorités aient été peu détaillées et peu fiables, cette spatialisation du champ politique iranien a été observée dès les premières élections présidentielles, de 1980 à 1993, malgré l'absence quasi-totale de débat politique, en raison du contexte politique (affirmation du pouvoir autour de la figure de l'ayatollah Khomeyni, répression des oppositions libérales et progressiste) et géopolitique (guerre Iran – Irak). Elle s'est consolidée à partir de l'élection de Mohammad Khatami en 1997, car la diversité des candidats est désormais plus représentative des différents courants animant la vie politique de la République islamique, malgré la sélection préalable des candidats par le Conseil des gardiens de la Constitution. La géographie électorale donne désormais à voir des régions « progressistes », des régions « conservatrices », ainsi que des régions électoralement moins marquées.

Pour appréhender cette géographie politique de la République islamique, la carte présente une typologie de la corrélation entre le vote « progressiste » et le taux de participation, pour les élections tenues de 1997 à 2017, à l'échelle des régions (*ostan*).

Une géographie politique complexe, à l'image du pays

La carte met en évidence l'existence de quatre types de régions politiques en Iran.

- Des régions où le taux de participation est élevé et qui votent massivement en faveur des candidats conservateurs. Elles correspondent au cœur politique de la République

islamique, entre le Khorasan et le Zagros et comprenant notamment les villes d'Ispahan, Mashhad, Qom, ou Arak. Chiite et persanophone, ce vaste ensemble géographiquement homogène et très peuplé, est à la fois conservateur, traditionnel, religieux. Il participe activement à la vie politique institutionnelle du pays.

- Des provinces où le taux de participation est faible et qui votent massivement en faveur des candidats progressistes. Situées aux périphéries orientales et occidentales du pays, ces régions majoritairement peuplées de populations sunnites et non-persanophones (baloutches, kurdes, etc.) s'apparentent à des régions contestataires. Toutefois, la forte abstention atténue l'efficacité politique de leur vote en faveur des progressistes et les marginalise politiquement.

- Des régions ayant un comportement politique « moyen » du point de vue du positionnement politique comme de la participation. Cette situation en fait le centre de la dynamique électorale et politique du pays, car les rapports de force n'y sont pas figés par l'héritage culturel, religieux ou ethnique. Les débats, les conflits et les changements y sont vifs et déterminent finalement l'issue des élections. On observe cette situation dans la région de Téhéran, dans les provinces caspiennes, ainsi que dans le Sud du pays. Outre la capitale politique, ces régions comprennent des hauts-lieux de l'histoire nationale de l'Iran (Yazd, Chiraz, Kerman), mais surtout les deux principaux pôles de la vie économique du pays : Téhéran et le golfe Persique.

- Des régions où l'abstention est plus forte que la moyenne nationale et où les résultats s'inscrivent dans les dynamiques nationales, entre progressistes et conservateurs. Il s'agit essentiellement de régions dont la population est majoritairement turcophone (Ardebil, Azerbaïdjan oriental) ou ethniquement hétérogène (Khuzistan, Golestan, Hamadan, Kermanshah). Leur poids dans les choix politiques nationaux et notamment dans les élections présidentielles est plutôt faible, en raison de cette faible participation qui témoigne, par ailleurs, d'une opposition au pouvoir central.

Cette géographie politique montre à quel point la vie politique et la vie sociale de l'Iran ne sauraient s'analyser qu'en fonction des héritages ethnoculturels (centre persan et périphérie non persanophone) ou socio-géographiques (opposition ville/campagne). Cette géographie éclatée souligne le rôle des dynamiques sociales, politiques souvent dramatiques mais fortes qui traversent l'Iran et impose une analyse toujours plus approfondie de la nouvelle complexité de l'Iran.

Source(s)

Les résultats officiels des différentes élections présidentielles ont été publiés par le Ministère de l'Intérieur, mais, faute de données sur les taux de participation à l'échelle des districts (*shahrestan*), il n'a pas été possible de réaliser la carte à cette échelle.

Les données sont disponibles sur le site *Iran Data Portal* qui est publié par les universités de Syracuse et de Princeton. <http://irandataportal.syr.edu/2009-presidential-election> La qualité de ces données a souvent été discutée et remise en cause. Ce fut notamment le cas en 2005, lorsque le candidat réformateur Mehdi Karroubi a dénoncé son absence au second tour au profit de Mahmoud Ahmadinejad, et en 2009, lorsque des manifestations d'une ampleur inédite se sont opposées à la réélection du même Mahmoud Ahmadinejad.

Bibliographie

- Ansari A., 2010, *Crisis of Authority: Iran's 2009 Presidential Election*, Londres, Chatham House, 113 p.
- Boroujerdi, M., Rahimkhani K., 2018, *Postrevolutionary Iran: A Political Handbook*, Syracuse, Syracuse University Press, 896 p.
- Brumberg D., Farhi F., 2016, *Power and Change in Iran. Politics of Contention and conciliation*, Bloomington, Indiana University Press, 318 p.
- Buchta W., 1999, *Who rules Iran ? The structure of Power in the Islamic republic*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 239 p.
- *Constitution de la République islamique d'Iran (1979-1989)*, 2004, traduction et notes par M. Potocki, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- Digard J.-P., Hourcade B. et Richard Y., 2007, *L'Iran au XXe siècle, entre nation, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 499 p.
- Hourcade B., 2016, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Paris, A. Colin, 335 p.
- Hourcade B., 2018, « Vers une nouvelle géographie politique de l'Iran ? », *Hérodote*, 2018/2, n° 169, pp. 99 -116.

- Ladier-Fouladi M., 2009, *Iran, un monde de paradoxe*, Paris, Atalante, 384 p.

- Parizi M., 2010, « Le miracle de l'élection présidentielle iranienne de juin 2009 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 2, p. 927-949.

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2010-5-page-927.htm>

- Planhol X. de, 1993, *Les nations du Prophète, Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 894 p.

- Randjbar-Daemi S., 2017, *The Quest for Authority in Iran: A History of the Presidency from Revolution to Rouhani*, London, Tauris, 336 p.

- Sadjadpour K., 2008, *Reading Khamenei: The World View of Iran's Most Powerful Leader*, Carnegie Endowment Report, 35 p.

- Schirazi A., 1997, *The Constitution of Iran. Politics and State in the Islamic Republic*, London, Tauris, 325 p.

Auteur(s)

Bernard Hourcade, géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Cartographe(s)

Emmanuel Giraudet, cartographe, ingénieur d'études au CNRS, Centre de recherche sur le monde iranien (CeRMI), Paris, France

Carte(s) liée(s)

Taux moyen de participation aux élections présidentielles iraniennes entre 1980 et 2017 (régions, 1980-2017)

Le vote progressiste aux élections présidentielles iraniennes entre 1997 et 2017 (régions, 1997-2017)

Localisme et régionalisme : l'élection présidentielle iranienne de 2005 (régions, 2005)

Election présidentielle en Iran - 1997. Part des votes en faveur de Mohammad Khatami (districts, 1997)

Election présidentielle en Iran - 2017. Part des votes en faveur d'Hassan Ruhani (districts, 2017)

Référence électronique

Bernard Hourcade, "Géographie des élections présidentielles en Iran. Typologie régionale (régions, 1997 - 2017)", *CartOrient*. Mis en ligne le 03 Mars 2020.

URL : <http://cartorient.cnrs.fr/atlas/172/?lang=fr>